

PROGRAMME COMMUNISTE

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
O
M
M
A
I
R
E

	page
Il n'y aura pas de désarmement	
La "révolution algérienne" est-elle une révolution ?	5
Révolution et contre révolution en Chine	29
Le développement historique de la production capitaliste	39
Notes d'actualité	59
En Italie comme en France	
Grèves et contre-grèves	
La fin de notre étude sur « l'économie russe » paraîtra dans le prochain numéro.	

Sommaire du N° précédent :

N° 20 - Juillet - Septembre 1962)

Prolétariat et expansion

L'économie soviétique de la révolution d'Octobre à nos jours

La "Révolution algérienne" est-elle une révolution ?

Révolution et contre-révolution en Chine

A propos de l'Europe unie

Notes d'actualité.

**Venez nombreux à notre prochaine réunion de lecteurs
où nous ferons**

la critique du P. C. F.

et de sa dégénérescence pratique et théorique

**Mercredi 31 Octobre à 21 h. Salle A, 10 rue de Lancry
Paris (10°)**

*Demandez IL PROGRAMMA COMUNISTA, journal bi-mensuel du
Parti internationaliste d'Italie, en langue italienne : vous pouvez vous le
procurer en envoyant la somme de 6 NF pour un abonnement annuel
ou de 0,30 NF pour un exemplaire à la Boîte Postale de la revue.*

IL N'Y AURA PAS

DE DESARMEMENT

Avec le déclenchement du premier carnage impérialiste mondial, il y a déjà près d'un demi-siècle, la pensée bourgeoise se trouva brutalement face à face avec la « terrible et angoissante » question de la guerre. Vingt-cinq ans plus tard pourtant, malgré les efforts inlassables de ses hommes d'Etat les plus habiles, les appels pathétiques de ses écrivains les plus généreux, les avertissements perspicaces de ses moralistes les plus convaincus, les prêches persévérants de ses prêtres les plus respectés « l'épouvantable fléau » se précipitait encore une fois sur la Terre. Et aujourd'hui, tel l'impitoyable rocher de Sisyphe, voici que menace de fondre à nouveau sur l'humanité la colossale avalanche de fer et de feu.

Un résultat aussi décevant ne pouvait finalement manquer d'émouvoir l'élite pensante de la société bourgeoise, ces hommes qu'elle admire et qu'elle vénère parce qu'ils se sont entièrement livrés à la pensée « pure et désintéressée », ceux que le peuple appelle encore avec crainte les savants bien que les initiés, avec une modestie qui les honore, les nomment aujourd'hui les chercheurs. Qui sait en effet si le dernier recours ne se trouverait pas chez ces purs esprits, et si, seuls, entre eux, réunis en concile, loin du monde et du bruit, ils n'allaient pas, en « cherchant » dans les circonvolutions complexes mais bien irriguées de leurs cervelles d'exception, « trouver » enfin une solution au problème ardu de l'avenir de leurs congénères acéphales ?

Ainsi naquit il y a dix ans à Pugwash (Canada) la Conférence Internationale des Savants pour le désarmement, la sécurité universelle et la coopération scientifique. Cette année à Londres, venus de 38 pays, plus de deux cents d'entre eux ont vu affluer, dès l'ouverture de leur conférence, les messages de félicitations (et les S.O.S.) de l'élite politique mondiale : chefs de gouvernement des Etats-Unis, de l'Inde, de la Tchécoslovaquie, de la Grande-Bretagne, du Ghana, secrétaire général de l'O.N.U., etc... Mais le plus beau de ces messages ne pouvait

venir que du grand défenseur et apôtre de la paix mondiale, le cher Nikita Sergueïvitch Khrouchtchev lui-même : « La gravité de la situation internationale actuelle, l'envergure sans précédent de la course aux armements et la menace grandissante de déclenchement de la guerre même pour des raisons techniques ou fortuites (sic) exigent impérieusement l'union continue des actions de toutes les forces attachées à la paix dans la lutte pour le désarmement universel et total... Dans ces conditions une responsabilité énorme devant l'histoire et l'humanité retombe sur les hommes de bonne volonté et sur les savants tout particulièrement. » Enfoncé Aristide ! mais écoutons encore ces quelques paroles, aussi définitives que solennelles : « La guerre, en tant que moyen de règlement des questions internationales litigieuses (sic) entre Etats, doit être exclue de la vie de la société et rien ne peut justifier (resic) son déclenchement. » (souligné par nous, P.C.).

*
**

Si nous citons ces fortes imbécilités, ce n'est pas pour le vain plaisir de nous moquer, mais pour montrer dans quelle impasse, dans quel absurde volontarisme et juridisme bourgeois est tombé un pouvoir qui se prétend socialiste et qu'on n'ose même plus traiter de dégénéré tant il est loin de ses origines et tant la simple confrontation de ses positions avec celles de la Troisième Internationale naissante serait injurieuse pour la mémoire des grands révolutionnaires d'Octobre.

Lénine écrasait tous les pacifistes, « progressistes » et autres « partisans de la paix » à venir lorsqu'il écrivait, dans ses recommandations aux délégués soviétiques au Congrès de La Haye de 1922 : « Reconnaître en théorie que la guerre est un crime, que la guerre est inadmissible pour un socialiste ne sont que paroles vaines, parce qu'il n'y a rien de concret dans cette façon de poser la question » et encore : « il importe surtout de réfuter l'opinion selon laquelle les assistants au Congrès seraient des adversaires de la guerre, qu'ils comprendraient comment la guerre peut et doit fondre sur eux au moment où ils s'y attendent le moins, qu'ils connaîtraient tant soit peu le moyen de la combattre, qu'ils seraient tant soit peu en état de prendre des mesures raisonnables et efficaces pour lutter contre la guerre. (Œuvres Choisies, Tome II, Moscou 1954.)

Ce jugement que Lénine portait sur des militants syndicaux en une période de bouillonnement révolutionnaire où ils ne pouvaient manquer de connaître quelques-uns des principes fondamentaux du mouvement prolétarien, combien plus valable est-il encore, aujourd'hui, au plus noir d'une phase de réaction générale, et à l'égard de spécialistes bourgeois de la science. La pensée du savant est, au même titre que la pensée religieuse, la forme la plus typique de l'activité spirituelle aliénée de la bourgeoisie ; la pensée scientifique qui n'est que la forme la plus réfléchie du travail humain, mais qui, ayant perdu de vue ses origines matérielles et manuelles et les nombreuses étapes qu'elle a dû franchir, se croit merveilleusement libre, ne veut s'expliquer que par une faculté spirituelle propre à l'individu humain.

L'incapacité de cette pensée idéaliste aliénée à comprendre les phénomènes de la vie sociale, et son aboutissement nécessaire dans le volontarisme sont des faits établis depuis longtemps en théorie par le marxisme. Mais cette affirmation devait trouver à l'occasion de la dernière guerre une illustration dont le prolétariat et l'humanité entière se seraient bien passés. Lorsque Einstein, le plus grand savant de ce temps, donna à Roosevelt, généreux président de la non moins généreuse république américaine, les moyens scientifiques de fabriquer la bombe afin de « défendre la démocratie contre le fascisme », il prouva qu'un homme pouvait être porteur à la fois du génie mathématique le plus pur et des illusions et préjugés politiques bourgeois les plus fous. Ce n'est qu'ensuite qu'il comprit ce que tout salarié sait : que sous le régime du capital tout travail s'aliène, tombe sous le pouvoir exclusif du capital et n'est destiné à rien d'autre qu'à l'accumulation accélérée du capital ; et que lui, Einstein, avait travaillé, non pas au salut de la « civilisation », mais à la consolidation de la domination du Capital par le renforcement de son centre le plus puissant. Et l'on sait que son esprit n'y résista pas.

Mais si nous refusons le privilège de s'occuper de la paix, aux savants de toutes disciplines, aux écrivains de toutes langues, aux bonzes de toutes confessions et, en général, aux hommes de bonne volonté de tout acabit, c'est-à-dire à ceux qui veulent bien résoudre les « problèmes litigieux », tout en respectant les points de vue, en conciliant les inconciliables mais sans faire aucun mal à ce qui est la cause des conflits, le régime social de la propriété privée et du capital, si nous leur refusons le droit de s'occuper de notre sort, ce n'est pas parce que nous serions jaloux d'alliés bavards et prestigieux. C'est parce que nous savons, comme Marx et Lénine nous l'ont enseigné, que le destin du prolétariat et de l'humanité tout entière dépend du prolétariat et de lui seul, et qu'il n'y a rien à attendre de l'idéologie bourgeoise, rien, qu'erreur, impuissance et désespoir.

**

Il n'y aura pas de désarmement. Tous les hommes de bonne volonté réunis n'empêcheront pas qu'en régime capitaliste le rythme du développement économique des différentes entreprises et des différents Etats ne soit forcément inégal, et qu'il n'y ait d'autre moyen pour rétablir l'équilibre périodiquement rompu que la crise dans l'industrie et la guerre dans la politique. Et il n'y aura pas de désarmement, non seulement parce que les hommes de bonne volonté sont incapables de l'imposer, parce qu'il est objectivement impossible, mais parce que (hypothèse absurde !) au cas où il serait possible, nous, prolétaires, n'en voudrions pas, parce que nous lui opposerions la plus mauvaise volonté. « Revendiquer le désarmement, dit Lénine (Le programme militaire de la Révolution prolétarienne, « Œuvres Choiesies », Tome I, Moscou 1948), équivaut à répudier totalement le point de vue de la lutte des classes, à renier jusqu'à l'idée de révolution. Notre mot d'ordre doit être : armement du prolétariat afin de vaincre, d'exproprier et de désarmer la bourgeoisie. C'est la seule tactique possible pour la classe révolutionnaire, tactique qui découle de tout

le développement objectif du militarisme capitaliste et qui est dictée par ce développement. C'est seulement après avoir désarmé la bourgeoisie que le prolétariat peut, sans trahir sa mission historique universelle, jeter à la ferraille toutes les armes en général ; et le prolétariat ne manquera pas de le faire mais alors seulement et pas avant » (c'est l'auteur qui souligne).

Le prolétariat ne lutte pas, ne luttera pas pour le désarmement. Il ne luttera pas non plus « pour la paix ». Lutter pour la paix et seulement pour la paix, c'est accepter, en alliance avec les classes non salariées, la conservation d'un régime économique et social dont le développement catastrophique mène précisément, périodiquement à la guerre. Écoutons encore Lénine : « C'est seulement après que nous aurons renversé, définitivement vaincu et exproprié la bourgeoisie dans le monde entier — et non pas simplement dans un seul pays — que les guerres deviendront impossibles » (p. 888).. Et il ajoute (nous citons ce passage en réponse à l'ignoble petit-bourgeois ukrainien qui ose se réclamer de son nom et qui s'adresse aux savants en ces termes : « Nous déclarons une fois de plus que la politique de préparation et de déclenchement de la guerre pour assurer la victoire de l'idéologie communiste n'est pas la nôtre ») : « Les prêtres sociaux et les opportunistes sont toujours disposés à rêver au socialisme pacifique de l'avenir ; mais c'est justement ce qui les distingue des révolutionnaires : ils ne veulent pas songer et penser à la lutte de classe acharnée, ni aux guerres de classe pour réaliser ce magnifique avenir. »

*
**

Guerre ou révolution ! Si le prolétariat veut, non pas éviter, mais devancer la guerre qui résultera du développement monstrueux des contradictions de l'économie capitaliste mondiale, de l'effort gigantesque de production et d'armement, il doit travailler à la reconstruction de son parti de classe international, seule arme efficace contre le Capital et la guerre, afin d'utiliser les conditions favorables que la crise lui apportera inmanquablement.

A bas les hommes de bonne volonté et leurs Congrès pacifistes !

Place à la Ligue des hommes de mauvaise volonté !

Vive l'Internationale Communiste !

LA "RÉVOLUTION ALGÉRIENNE" EST-ELLE UNE RÉVOLUTION..?

La première partie de cette étude est parue dans le N° 20 de Programme Communiste. Le lecteur est prié de s'y reporter, en particulier pour la question agraire placée au début du chapitre dont nous publions ci-dessous la suite.

L'Economie coloniale et la « Révolution algérienne » :

Si la colonisation a provoqué dans les campagnes algériennes une crise qui n'a été qu'empirant à mesure que s'accroissait la population, elle a également marqué d'une empreinte socialement désastreuse toute l'économie urbaine du pays.

A la base, on trouve un artisanat qui, dans des villes comme Alger et Tlemcen fait encore vivre — de plus en plus mal — un tiers de la population arabe, et qui, dans les campagnes, constitue une activité d'appoint ; mais, en Algérie, la décadence de cet artisanat traditionnel approche de la ruine complète à la fois parce que sa clientèle autochtone et surtout paysanne s'appauvrit, se rabattant sur les articles de friperie, et parce qu'il doit subir la concurrence de la camelote d'origine hindoue ou japonaise.

Entre ce secteur archaïque et moribond encore organisé en corporations de type médiéval qui est totalement arabe et le secteur capitaliste moderne totalement européen, il existe un secteur intermédiaire à un double titre : parce qu'il est à la fois arabe et européen, et parce qu'y coexistent, de façon certes pas pacifique, l'atelier familial et artisanal et la petite, moyenne et même grande entreprise à salariés. Ce secteur est celui des industries légères de transformation des produits agricoles : industries alimentaires (les huileries et les minoteries sont les seules entreprises où l'on trouve parfois du capital arabe, à côté de petites entreprises familiales) ; industries du cuir, de la laine et même depuis la seconde guerre mondiale (et à la faveur de l'interruption des échanges avec la métropole) du coton ; travail de l'alfa (papeteries) et du liège, qui sont cependant en majeure partie exportés. A ce secteur appartiennent quoiqu'entièrement européens et capitalistes les industries vinicoles dont le débouché était évidemment européen et les vastes entrepôts frigorifiques des grandes villes.

Le troisième secteur — le secteur capitaliste et principalement ou même exclusivement « européen » — se caractérise à la fois par son indigence quantitative et son déséquilibre qualitatif résultant de sa dépendance à l'égard de l'économie de la métropole.

Ce déséquilibre se résume comme suit : 1° insuffisance de l'infrastructure économique (aménagement hydraulique — équipement énergétique — voies de communication) ; 2° prédominance des industries extractives (développées cependant au-dessous des possibilités) sur les industries de transformation, les industries de base comme la métallurgie et la chimie faisant presque totalement défaut, tandis que le bâtiment, relativement développé, était strictement lié au secteur colonial du pays.

La conséquence en est que dans le commerce extérieur du pays, la valeur de la tonne importée l'emporte de loin sur celle de la tonne exportée, puisqu'en 1955 elle s'élevait à 76.000 francs en moyenne contre 21.000 francs à la seconde composée surtout de matières premières et de produits semi-finis. Globalement, même déséquilibre : en 1958, les importations s'élevaient à 408 milliards de francs, alors que les exportations n'atteignaient pas la moitié de ce chiffre (202 milliards), le trafic se faisant respectivement à 90 % et 89 % dans la zone franc, par suite de la dépendance douanière à l'égard de la métropole.

« Quand nous aurons l'indépendance politique, nous aurons aussi la liberté douanière, et alors nous pourrions échanger d'égal à égal avec les autres pays », a dit et répété la « révolution algérienne » pendant les sept années de la guerre de libération. La liberté politique et douanière sont une chose ; l'égalité en est une tout autre. Sur le terrain bourgeois, c'est-à-dire sous la loi du « donnant donnant », même les échanges les plus « libres » et à la plus « juste » valeur ne peuvent que consacrer la suprématie de celui qui a beaucoup à offrir sur celui qui a peu. C'est pourquoi, dans le monde bourgeois, « liberté » et « égalité » des nations ne sont que de vains mots, que des mensonges de classe pour dissimuler la réalité de la domination de fait des nations développées sur les sous-développées, des grands pays sur les petits. Bien entendu, en dépit de sa phraséologie démocratique — qui convenait encore mieux à l'hypocrite impérialisme français qu'à un mouvement anti-impérialiste, bien placé pour saisir la réalité des choses puisqu'en insurrection contre elle — la « révolution algérienne » savait tout cela.

C'est pourquoi elle a dit et répété (avec parfois des accents presque marxistes !) que l'indépendance politique n'était pas pour elle une fin en soi, qu'elle n'était pas une révolution purement *politique*, mais *économique* et *sociale* ; pas la révolution d'une classe, mais de *toutes* les classes de la société et leur profitant à toutes, puisqu'outre l'instrument de la réforme agraire, l'indépendance serait l'arme enfin conquise de l'*industrialisation*. Voyons donc les tâches qui se présentent à elle. Qu'elle ait à les affronter non pas « librement », mais dans le rapport défavorable de forces hérité à la fois d'un long esclavage colonial et de la prédominance absolue à l'échelle mondiale des forces du Capital sur celles du prolétariat ; qu'elle les remplira dans l'étroite limite consentie par ces conditions d'une part, et de l'autre dans le sens d'un développement capitaliste et non pas socialiste de l'Algérie, telles sont nos thèses sur cette « révolution algérienne » dont nous ne pouvons, en tant que marxistes, nier ni la réalité ni l'utilité, mais dont notre devoir est d'indiquer les limites et de dénoncer les mensonges bourgeois.

Le développement de l'infrastructure économique est une condition indispensable tant au développement de l'agriculture que de l'industrie algériennes. Ce qui intéresse surtout l'agriculture, c'est l'aménagement hydraulique ; ce qui intéresse surtout l'industrie, c'est l'équipement énergétique et les voies de communication. Mais tout développement *capitaliste* (et notre thèse est que celui de l'Algérie le sera fatalement tant que la révolution prolétarienne ne sera pas en mesure de s'affirmer dans le monde) ne favorise-t-il pas en

premier lieu le développement industriel, laissant l'agriculture marcher à pas de tortue ? (1).

Dans une zone où, comme au Maghreb, « l'eau se manifeste par excès ou par défaut », l'aménagement hydraulique signifie aussi bien le drainage que l'irrigation et la lutte contre l'érosion des sols.

En Algérie, la colonisation a drainé les plaines de l'Habra et de la Macta, du Sig et de la Mitidja, mais c'est à elle seule que ces travaux ont profité, comme on sait — et il en restera ainsi sans un bouleversement complet de la propriété foncière qui s'annonce mal, puisque le pouvoir promet pour l'avenir un « Institut de la réforme agraire ». (Sont-ce jamais les « instituts » qui ont fait les révolutions ?) Ceci dit, dans la plaine de Bône, les travaux restent à achever.

En ce qui concerne l'irrigation, outre les petits barrages construits sous le Second Empire en Oranie-Mitidja et rapidement envasés, outre les trois barrages d'Oranie, du Chélif et du Constantinois (neuf au total, donc) édifiés à partir de 1926, huit nouveaux barrages ont été mis en chantier à partir de 1944. Mais comme c'était au compte du budget extraordinaire, tout allait très lentement et en 1957, il n'y avait encore que 100.000 ha irrigués sur près du double prévu. La « bataille de l'irrigation » reste donc à conduire, en grande partie, avec cette préjudicielle qu'en économie mercantile et dans un pays sec l'eau restera chère, tandis que la construction de nouveaux grands barrages (les petits ayant l'inconvénient de pousser à une agriculture intensive dégradant le sol pour éviter qu'ils ne soient hors d'usage avant même d'avoir été amortis) posera à l'Etat indépendant le même problème qu'à l'Etat colonial : celui d'une très longue immobilisation de capital !

Mais le problème le plus grave — et celui qui intéresse probablement surtout l'agriculture traditionnelle refoulée dans les régions montagneuses et qui a colonisé les versants avec une opiniâtreté et une imprudence que seule pouvait produire une exigence vitale — est celui de la lutte contre l'érosion. La débâcle du sol algérien (qui a été chiffrée à 100 ha de moins par jour !) est le produit non tant de conditions naturelles défavorables que de la destruction de l'agriculture traditionnelle bien adaptée à ces conditions par l'agriculture capitaliste des colons. Pour l'arrêter, il faudrait restaurer rien moins que 1 million d'ha tout d'abord, puis 100.000 ha par an (rappelons que la totalité de la terre arable s'élève à un peu plus de 8.800.000 ha). Sous l'Etat colonial, en dix ans (1946-56), le Service de la Défense et Restauration des Sols n'est parvenu à traiter que 180.000 ha, non point parce que c'était, précisément, un organe de l'Etat colonial, mais parce que de telles actions d'intérêt collectif se heurtent toujours aux barrières juridiques et plus encore aux contraintes économiques de l'économie privée. Si le reboisement est le principal moyen de lutte contre l'érosion des sols, comment rendre à la forêt un domaine

(1) Ceci est confirmé, outre par la comparaison des résultats respectifs de l'industrie et de l'agriculture soviétiques, par les récents reproches posthumes de Krouchtchev à Staline pour avoir fait porter le plus clair de l'effort d'électrification sur les villes — et donc l'industrie — laissant les campagnes sans énergie et sans lumière — autres que celles de sa fameuse génialité de père des peuples !

livré à la culture par l'âpreté capitaliste sans chasser le capitaliste ? Et s'il est occupé par ceux que la colonisation a chassés de leurs terres ancestrales, comment le lui rendre sans priver ceux-ci de leur base d'existence déjà si maigre et précaire ?

En ce qui concerne l'équipement énergétique, c'est à juste titre que la « révolution algérienne » a amèrement reproché à la colonisation le peu d'intérêt que jusqu'à une date toute récente elle lui a dédié. Toute l'économie nationale rêve d'énergie à bon marché et s'emploie à en baisser les prix, quoique par ailleurs (et pourquoi en irait-il autrement en Algérie indépendante que partout ailleurs ?) une multitude d'intérêts jouent en sens inverse, avec pour effet de les maintenir à un niveau artificiellement élevé. Mais précisément, l'économie algérienne n'était pas une économie nationale, mais coloniale. Sa consommation d'énergie électrique n'était encore, en 1960, que de 108 kwh par tête d'habitant, contre 800 en France. Pourtant, l'électricité était, de loin, la principale source d'énergie employée en Algérie, la production de charbon (Colomb-Béchar) n'atteignant pas 340.000 tonnes en 1956 (deux ans plus tard, elle n'arrivait même pas à la moitié), et le pétrole étant jusqu'à maintenant totalement exporté. Or l'électricité est chère en Algérie — un tiers plus chère qu'en métropole — du fait de la faible production. En outre, elle provient pour les 3/5 des usines thermiques alimentées en majeure partie par du charbon importé. On comprend donc la longue lutte des nationalistes algériens sur la question du Sahara qui semblait leur promettre cette énergie bon marché indispensable à l'industrialisation non seulement sous forme de pétrole (28 millions de tonnes prévues pour 1963) mais aussi de gaz naturel (2 à 3 milliards de m³ par an en moyenne). Mais comment cette lutte s'est-elle conclue ? Le F.L.N. a obtenu la souveraineté politique de l'Algérie sur le Sahara, ce dont Ben Khedda s'est autorisé pour affirmer avec le plus bel aplomb que « les accords étaient conformes aux buts de la « Révolution » (nous verrons plus loin ce qu'il en est !), puisqu'ils reconnaissent l'intégrité territoriale de l'Algérie et marquaient la renonciation de l'impérialisme français « à amputer notre pays de son Sahara ». Mais la souveraineté politique — ou la « propriété » — sur le désert est une chose, et la souveraineté... économique sur le pétrole et le gaz en est une toute autre. Cette souveraineté appartient bien entendu aux propriétaires du pétrole, c'est-à-dire aux compagnies qui l'extraient, et dont l'Algérie indépendante n'a jamais rêvé de se passer. « Le droit du producteur à disposer librement de sa production », disent les accords, « s'exercent sous réserve des besoins de la consommation intérieure algérienne et du raffinage sur place », mais ce ne sont pas des déclarations de ce genre qui ont jamais empêché les conflits. Il est prévu que la raffinerie de pétrole d'Alger traitera 2 millions de tonnes de pétrole brut, ce qui sur 28 millions de tonnes est une quantité fort modeste (et même sur les 15,6 millions de tonnes de 1961). Mais si les prétentions des Algériens augmentent, que dira la France, que dira la Communauté qui a déjà calculé que le Sahara lui fournissait les 55,5 % de « sa » production et que les réserves qu'il contient représentent 70 % de « ses » réserves ? En cas de conflit, toute « propriétaire » du désert qu'elle soit, l'Algérie sera d'autant plus mal placée qu'elle a le malheur d'être « cofondatrice avec la France d'un organisme technique auquel est confiée la mise

en valeur du sous-sol saharien » et qui a, entre autres, le droit de « fixer le tracé des nouvelles canalisations d'hydrocarbures jusqu'à la côte », et de donner « son avis sur les textes à caractère législatif ou réglementaire au régime minier ou pétrolier édicté par l'Algérie », ce qui représente un important contrôle de la France sur la politique pétrolière de l'Algérie, d'autant plus que tous les titres accordés précédemment par la France à des sociétés exploitantes ont été reconnus par le F.L.N. Comble d'ironie, la participation de l'Algérie à cet « organisme technique paritaire de mise en valeur » lui coûtera une somme « qui ne sera pas inférieure à 12 % du produit de la fiscalité pétrolière » (1).

Pour en terminer avec l'infrastructure économique, une œuvre qui restera encore largement à charge du nouvel Etat algérien est le développement des communications. Sans voies de communication, pas de circulation et donc pas de marché intérieur, et donc pas de véritable économie nationale. Le réseau routier algérien est dense autour des ports, des villes et des grandes régions de culture, mais insuffisant dans les montagnes et les steppes. Le chemin de fer se réduit à une grande voie de liaison unissant les trois pays du Maghreb, complétée par des embranchements miniers : ligne Tébessa-Bône pour le fer de l'Ouenza ; ligne Philippeville-Constantine-Biskra-Toggourt pour les gisements pétroliers, et enfin la voie Nemours-Zoudj, à l'Ouest, qui dessert Colomb-Béchar en passant par le Maroc. Ce réseau strictement lié à l'économie coloniale doit être étendu. Pour l'établissement de nouvelles lignes de chemin de fer, d'importants capitaux sont nécessaires. Mais pour la construction de routes, ce que l'on appelle en Afrique l'« investissement humain » (et en Chine « la levée en masse »), encadré ou non dans l'« armée populaire », peut fort bien continuer l'œuvre des... légionnaires. Ce sera la perpétuation de conditions... coloniales de travail, mais cela donnera lieu à des bulletins de victoire de la « voie arabe au socialisme ». Les récentes discussions sur les fonctions futures de l'A.L.N. laissent en tous cas présager une telle « solution », ressemblant comme une sœur aux méthodes « fascistes » et « staliniennes » de développement de l'infrastructure économique.

Quelles que soient les formes et la rapidité de celui-ci, il conditionne en tout cas la grande révolution économique promise par le F.L.N. aux insurgés et qu'il a définie comme « *la transformation de l'économie coloniale en économie nationale indépendante* ». Si on laisse de côté la démagogie de ce dernier qualificatif (quelle économie, même anciennement capitaliste et développée peut se dire « indépendante » à une époque où la circulation des capitaux et des marchandises est mondiale ?), la revendication a un sens bien précis que l'organe de l'U.G.T.A., *l'Ouvrier algérien*, définissait ainsi : « *inclure le maximum de travail algérien dans les produits manufacturés sur place* ».

Cette revendication prend toute sa signification si on précise que des 580.000 tonnes de phosphates extraits en Algérie (Kouif et Tebessa), par exemple, seulement un peu plus de 100.000 tonnes étaient traitées dans le pays en 1958 dans les trois usines de La Senia - Maison Carrée et Bône : que le minerai de plomb et de zinc provenant de l'Ouarsenis, du Guergour

(1) Les phrases entre guillemets sont empruntées aux accords d'Evian.

et du bassin supérieur de l'oued Mellègue (Cie Algérienne et Pennaroya) étaient entièrement exportés vers la France et la Belgique, de même que l'antimoine, le cuivre, le mercure d'ailleurs produits en faibles quantités, et les pyrites de fer en forte régression des Babors et de Philippeville.

Pour le fer (Tebessa-Ouenna, puis Est Constantinois, Oranie, Moyen Chéelif, soit quatre bassins en tout), non seulement la transformation était insignifiante, mais la métropole n'étant pas intéressée par le fer dont elle est gros producteur, la production elle-même était tombée de plus de trois millions de tonnes en 1938 à un peu plus de 2 millions 300.000 en 1958.

La même année, la production algérienne de fonte n'excédait pas 7.200 tonnes (0 kg 7 par tête d'habitant !) et celle de l'acier 24.000 tonnes (2 kg 4 par tête d'habitant !). Au reste, au total, l'Algérie n'utilisait que 18 kg par tête (la différence étant fournie bien entendu par l'importation), contre 200 en France.

Pour terminer le tableau de cette piètre industrie, la chimie n'était représentée que par quelques filiales Péchiney, Saint-Gobain, Air Liquide fabriquant du sulfate de cuivre pour les vignes, un peu d'acide sulfurique et d'engrais composés ; à part cela une seule verrerie pour tout le pays et quelques petites usines fabriquant des explosifs (1).

Les industries du bâtiment, secteur spéculatif par excellence, étaient assez développées, mais n'intéressaient que fort peu le secteur traditionnel, condamné à un habitat misérable. Elles importaient d'ailleurs la moitié de la chaux et les 2/3 du ciment nécessaire, le reste (840.000 tonnes en 1958) étant fabriqué à Oran, Alger et Constantine.

Tel est le déséquilibre de l'économie urbaine algérienne, où les activités portuaires sont d'une importance disproportionnée avec les activités industrielles. Quelques chiffres suffiront pour donner une idée de sa médiocrité quantitative. Tout d'abord, on notera qu'en 1958, il n'existait en Algérie que 47 entreprises de plus de 500 ouvriers. Quant au nombre des ouvriers urbains d'Algérie d'après une statistique de 1954 (1), il ne dépassait pas 250.000, dont moins de 59.000 Européens et moins de 191.000 Algériens parmi lesquels 141.000 (73 %) manœuvres. Si l'on ajoute à ce chiffre les employés du commerce et de l'industrie (parmi lesquels, bien entendu, la proportion des Algériens baissait considérablement), on n'obtient encore qu'un total de 330.000 salariés. Cela ne représente même pas le tiers de la population algérienne souffrant du chômage, du sous-emploi ou du « mauvais emploi » dans les campagnes et dans les villes, moins encore même si l'on calcule qu'en raison d'un accroissement démographique de 2,5 % par an, la population algérienne mâle en âge de travailler s'est accrue d'environ 400.000 unités depuis 1954, c'est-à-dire que la population non ou mal « employée » doit s'élever aujourd'hui à près d'un million et demi, sans compter ceux que les événements récents et la fuite des Européens a momentanément réduits au chômage.

Il faudrait donc que l'emploi (agriculture et industrie) fasse plus que quadrupler pour absorber la surpopulation relative qu'on a estimée à la moitié des hommes en âge de travailler. Pour que l'emploi puisse être multiplié

(1) Cf. Progr. Comm. n° 15, *Bases et Perspectives économique-sociales du conflit algérien.*

par quatre, il faudrait que les investissements soient au moins multipliés par dix, ce qui donne encore un rapport modeste entre le capital-salaires et l'autre (ce que le marxisme appelle la composition organique du capital). Mais une augmentation de 900 % du capital investi, combien faudra-t-il d'années — même dans les conditions politiques de l'indépendance — pour l'obtenir ? Et combien de nouvelles centaines de milliers d'hommes seront venus entre temps s'entasser sur le marché du travail ? A cette question nous n'avons pas de réponse toute prête, car cela dépend de la situation économique mondiale et, finalement, des intérêts du grand capital financier international dont même tout le Maghreb avec ses 25 millions d'hommes, ne saurait se rendre indépendant pour s'industrialiser derrière un rideau de fer, et dont l'Algérie seule, à plus forte raison, ne se rendra pas indépendante. Sans vouloir faire une comparaison qui serait forcée, et à titre purement indicatif, notons qu'en U.R.S.S. (considérée comme la championne mondiale des rythmes de développement rapide), l'augmentation la plus spectaculaire des investissements qu'on ait enregistrée et qui a eu naturellement lieu au début de « l'édification économique » du... capitalisme de marque stalinienne (1928-1932), a atteint non pas 900 %, mais seulement 315 %. Il a fallu attendre 1945-50 pour voir de nouveau les investissements dépasser 100 %, ce qui s'explique par la stimulation des destructions : encore l'augmentation n'atteignait-elle pendant cette période de quatre ans que 132 %. Pour voir les investissements de 1928 multipliés par neuf, il faut attendre 1946 (46,8 milliards contre 5,2 milliards), soit 18 ans (1). La « voie arabe »... au capitalisme pense-t-elle pouvoir battre de loin la « voie soviétique » ? En réalité, seule une aide prolétarienne indépendante des lois mercantiles pourrait épargner à la classe ouvrière algérienne toute une phase historique de souffrances et d'efforts pour l'édification d'une industrie moderne. Malheureusement, les conditions politiques d'une telle aide — l'existence d'une dictature prolétarienne dans un pays ou plutôt plusieurs pays développés — n'existent pas, la Russie ayant depuis longtemps cessé d'être prolétarienne et socialiste, faute d'avoir reçu elle-même une telle aide du prolétariat européen. Dans ces conditions, que le F.L.N. bourgeois ne vienne pas conter aux paysans et prolétaires algériens que l'indépendance politique instaurera pour eux « le paradis sur terre » (2) comme disait Lénine, tournant

(1) Cf. Progr. Comm. : *l'Economie Soviétique de la Révolution à nos jours*.

(2) Cf. Dans *Résistance algérienne* du début 1957, ce passage dans le plus pur esprit de la démocratie abstraite et mystificatrice qui caractérise la pensée politique bourgeoise : « L'indépendance est la forme nationale de la liberté, la réalisation et l'incarnation de la liberté à l'échelle de la nation. Et cette indépendance est le *fondement*, la *condition* même de la liberté individuelle... La cause de la liberté est universelle elle vaut pour tous les hommes. C'est pourquoi la cause algérienne concerne, sans distinctions, tous les partisans de la liberté ; car sa victoire consolidera, en même temps, le règne de la liberté dans le monde. » En réalité, dans les nations les plus « libres », non seulement le prolétariat, mais toute l'espèce est esclave des lois du Capital qui fait pis encore que fragmenter la société humaine en classes étrangères et ennemies, pis encore que transformer des hommes en simples machines à produire de la richesse, leur déniait toute « liberté » autre que celle de... voter : jeter périodiquement toute la société dans le cataclysme des crises et des massacres impérialistes. Comment la victoire du mouvement national-révolutionnaire algérien (victoire purement politique) consoliderait-elle autre chose que la domination du Capital ?

en dérision les prétentions émancipatrices d'autres bourgeoisies indépendantistes. Mais surtout qu'il ne vienne pas, par la bouche du centriste Ben Bella, — le pire démagogue du parti — leur conter qu'il s'agit d'instaurer on ne sait quel socialisme original, de suivre on ne sait quelle voie « arabe » de l'émancipation des opprimés et des exploités !

Les accords d'Evian et la « révolution algérienne » :

L'éclatement de l'insurrection algérienne en 1954 a obligé le gouvernement français à se pencher sur la situation sociale engendrée par la colonisation. Pour faire pièce au mouvement national révolutionnaire, le gouvernement général à Alger a élaboré en 1958 des « *Perspectives économiques du développement décennal de l'économie de l'Algérie* » qui ont fourni les données du fameux Plan de Constantine annoncé en octobre 1958. Le Plan en question consentant de grands avantages aux investissements en Algérie suscita l'intérêt de nombreuses sociétés françaises et étrangères, groupes industriels et banques. Des sociétés pour l'expansion de l'Algérie se constituèrent, mais étant données les circonstances politiques, ne dépassèrent pas ce stade, attendant prudemment de quel côté tournerait le vent : le F.L.N. n'avait-il pas alors la réputation d'être non seulement nationaliste, mais — horreur ! — « révolutionnaire » ? Ce n'est qu'après Evian — et en particulier pour avoir freiné le légitime mouvement de révolte des masses populaires algériennes contre l'O.A.S. qui, par le plastic et le poignardage, préparait au capitalisme des colons une place de choix dans l'Algérie nouvelle que la « révolution algérienne » (tous les textes depuis 1954 en témoignent !) ne lui avait jamais contestée : — ce n'est qu'après cette scandaleuse compromission avec l'ennemi que le F.L.N. fut proclamé universellement parti de sagesse et de justice !

Bien que le F.L.N. ait alors déjoué la manœuvre de l'impérialisme français en continuant à revendiquer l'indépendance politique totale, il n'est pas sans intérêt de voir quelle était la portée économique et sociale de ce Plan. En effet, à moins que triomphe ce que toute l'hypocrite bourgeoisie mondiale dénonce comme « l'anarchie algérienne » (c'est-à-dire l'éclatement d'une confuse lutte de classe que le « frontisme » politique officiel aura bien entendu toutes les peines à étouffer sans coups de force qui seront le meilleur démenti à l'existence d'un prétendu « intérêt national unique »), c'est toujours le « plan » en question qui constitue selon les accords d'Evian eux-mêmes au moins le programme de départ des transformations inévitables.

Les nécessités sociales s'imposant avec une clarté évidente même aux pires ennemis de l'émancipation sociale, le plan reconnaissait d'une part la nécessité d'une réforme agraire et, d'autre part, d'une certaine industrialisation. En cinq ans, il devait fournir 400.000 emplois réguliers et distribuer 250.000 ha de terres nouvelles. Promesses déjà modestes, mais les réalisations le furent plus encore ! Seulement 82.000 ha furent acquis (contre grosse indemnité aux Compagnies propriétaires !) par la *Caisse d'Accession à la Propriété et à l'Exploitation rurale* ce qui, à condition de respecter la surface minima de 25 ha par exploitation, ne permettait encore de caser que moins de 3.300 familles, alors que les candidats à la réforme agraire sont au moins un million ! Dans l'industrie, l'achèvement de la raffinerie de pétrole d'Alger, celui du complexe pétro-chimique d'Arzew et du complexe sidérurgique de Bône, ne fourniront encore que moins de 10.000 emplois. Quant à la mise en marche

des 300 sociétés qui avaient reçu l'agrément de la direction du Plan, elle ne fournirait que 24.000 emplois environ. On est donc loin non seulement des besoins, mais des promesses ! A l'époque (*L'Ouvrier Algérien*, 1-2-58), le F.L.N. opposait à ce Plan « La révolution algérienne faite par le peuple des campagnes et des villes » et qui édifierait « demain une Algérie pour le peuple où la résorption du chômage aura le pas sur la règle du profit maximum, où le travailleur n'aura pas à trembler quotidiennement pour la vie de ses enfants et devant des lendemains incertains ». Et elle rejetait le Plan en ces termes : « Est-il besoin de préciser que cela (c'est-à-dire cette « révolution ») est diamétralement opposé au Plan de Constantine ? Certes l'on ne refuse pas à l'avance la coopération de qui que ce soit, mais on se doute que, si le peuple algérien a pris les armes, c'est pour qu'on l'entende, pour qu'on lui reconnaisse ce droit à l'existence. Et dans le domaine économique comme partout ailleurs, il veut être traité comme un peuple majeur. Certains pourront penser que nous sommes peu réalistes, et que nous avons tort de refuser ce « pont d'or » que nous offre de Gaulle. Nous avons notre idée sur ce pont d'or, sur ses tenants et aboutissants. Nous savons bien où retournera en définitive cet or dispensé soi-disant en Algérie. C'est pourquoi nous sommes apparemment modestes, (mais) dans le fond beaucoup plus ambitieux ».

Aucun révolutionnaire ne songera certes à reprocher au F.L.N. de ne pas avoir troqué l'indépendance politique pour le plat de lentille du Plan de Constantine. Mais que signifie ce passage ? « La coopération offerte par de Gaulle ne profiterait qu'aux capitalistes qui investiraient en Algérie. Nous, nous édifierons un « capitalisme populaire » (en quelque sorte) qui profitera à tous. Telle est notre ambition, plus haute que toutes les réalisations brillantes qu'on nous promet. » Mais c'est précisément cette démagogie sociale (dont le syndicat ouvrier de tendance F.L.N. devait nécessairement se faire l'écho) que le marxisme doit dénoncer. Car les faits sont plus forts que toute démagogie, et avec les accords d'Evian, dont Ben Bella lui-même a récemment déclaré qu'ils resteraient la charte des relations entre la France et l'Algérie, les faits sont là !

Voyons un peu la critique que le F.L.N. faisait lui-même de cette économie coloniale sommairement décrite plus haut, les moyens qu'il préconisait pour en sortir, et le compromis finalement intervenu. Dans son numéro du 16-7-60, *El Moudjahid* déclarait :

« On comprend... l'intérêt des colonialistes français d'Algérie et leur opposition farouche à l'indépendance : ils réussissent (...) à faire supporter par le budget français les risques qu'ils endosseraient eux-mêmes s'ils investissaient en Algérie.

« (Ils) préfèrent rapatrier leurs profits plutôt que de faire courir des risques nouveaux à leurs capitaux en investissant dans des domaines « aventureux » (industrie). Cette évidence est amplement démontrée par le faible pourcentage de capitaux privés (69 % de fonds publics ou assimilés contre 31 % de capital privé). Cette évidence est soulignée si l'on compare la faiblesse des fonds investis dans les sociétés nouvelles à (celle) des fonds investis dans des sociétés existantes plus rapidement rentables.

« Capital des sociétés créées : 1959... 73,4 millions de NF.

« Augmentation de capital de sociétés déjà existantes : 1959... 567 millions de NF. L'échéance des dividendes et des profits est sûre : ces sociétés anciennes ne demandent pas d'immobilisations longues de capitaux, sauf les investissements pétroliers qui, eux, sont toujours rentables. »

« Pourquoi le capitaliste d'Algérie refuse-t-il d'investir ses capitaux sur place et préfère-t-il les placer à l'étranger ? Ce phénomène tient à la structure économique des pays sous-développés. Il revient plus cher, et pour des profits moindres d'y construire une usine de produits finis par exemple qu'en pays industrialisé.

« C'est en effet le faible niveau de vie (qui rend difficile la création d'un marché intérieur) d'une part ; l'absence d'une infrastructure poussée (réseau routier, énergie peu coûteuse) et d'une main-d'œuvre spécialisée de l'autre, qui rendent peu productifs les investissements dans le secteur industriel. Rien d'étonnant alors à ce que les capitaux fuient là où ils rapportent plus, après s'être formés dans les secteurs du commerce et des biens fonciers. »

Comment l'Algérie indépendante échapperait-elle à ce cercle vicieux du « sous-développement », puisqu'elle ne peut ni, bien entendu, modifier les lois du capitalisme, ni sauter par dessus le capitalisme directement dans le socialisme, ni même édifier son capital national par ses seules forces, comme le fit la Russie stalinienne derrière son « rideau de fer », mais avec bien d'autres ressources humaines et naturelles que même le Maghreb tout entier ? La réponse donnée par *El Moudjahid* dans l'article ci-dessus cité était la suivante : « Dans ces conditions, seule une augmentation du niveau de vie des Algériens améliorera la demande intérieure au point de capter les capitaux et d'inviter les entreprises à investir sur place ». Mais comme l'article le disait lui-même plus haut, ce n'est nullement la demande intérieure solvable qui à elle seule est capable de « capter les capitaux » : encore faut-il que les investissements soient « productifs » ; une des conditions d'investissements productifs dans les pays où tous les autres éléments du capital sont chers... c'est le bas prix de la main-d'œuvre. Comment sortir de ce cercle vicieux ? Audacieusement, *El Moudjahid* concluait : « En Algérie, comme dans tous les pays sous-développés, où la population rurale est dominante (de 70 à 80 % en Algérie, selon les statistiques N.D.R.), c'est dans l'amélioration du revenu paysan que se trouve une voie de solution non seulement au problème des transferts de capitaux, mais à celui beaucoup plus vaste du développement de l'Algérie ».

La conclusion de toute cette analyse était donc qu' « une réforme agraire sérieuse et d'inspiration révolutionnaire est la base de l'industrialisation de l'Algérie ». Mais comment définir une « réforme agraire d'inspiration révolutionnaire » ? « Il ne s'agira pas, pour l'Algérie indépendante », s'écriait *l'Ouvrier algérien*, « de créer quelques réalisations spectaculaires, des fermes coloniales modèles ou même quelque département témoin. Nous organiserons la levée en masse des paysans algériens dans la bataille des aménagements ruraux (...) pour ce faire le Gouvernement algérien a la possibilité de réaliser deux fois plus vite et dix fois moins cher (que l'Etat colonial). » Pour cela, encore faudrait-il que le gouvernement algérien soit au moins maître du sol. Ce n'est pas le cas. Et en second lieu, il lui faudrait la capacité de « mobiliser » effec-

tivement les paysans ; de la Russie à la Chine, l'expérience prouve que c'est la chose la plus difficile à réaliser : Khrouchtchev pourrait en dire quelque chose au Bureau Politique algérien ! C'est surtout difficile à réaliser quand le principe est « *faire dix fois moins cher* » ! Car sur le dos de qui se réalisera l'« économie » si ce n'est sur celui de la classe paysanne appelée à se « lever en masse » ?

Pendant la guerre d'indépendance, les différents organes du F.L.N. ont à très juste titre tourné en dérision à la fois la réforme agraire proposée dans le Plan de Constantine et (consciemment ou non ?)... celles des pays frères du Maghreb ou plutôt de Tunisie, puisqu'au Maroc il n'en est même pas question. De cette réforme tunisienne, que celle d'Algérie devait laisser bien loin derrière elle comme une chose ni « sérieuse » ni « révolutionnaire », nous savons par un spécialiste de l'économie du Maghreb (1) les intéressantes choses suivantes, dont on n'appréciera la portée que si l'on se rappelle qu'en Tunisie le domaine de l'agriculture traditionnelle n'atteignait que 2.990.000 ha sur 3.700.000 ha cultivables en tout, ce qui — la part faite à la grande et moyenne propriété tunisienne, plus importante que son homologue algérienne — donnait une moyenne de 5 ha seulement par famille, 20 ha étant nécessaires. En fait, la moitié de la population paysanne tunisienne — soit presque un million et demi d'hommes — souffrait de ce que la sociologie bourgeoise nomme pudiquement « sous-emploi » et donc de revenus de misère :

« Des mesures ont été prises (par la démocratique République bourgubienne N.D.R.) pour modifier la condition de l'agriculture tunisienne. La restauration des sols et le reboisement ont été *encouragés* (! N.D.R.). Une Caisse de Développement du Centre et du Sud a été créée, et dans ces mêmes régions des « cellules de mise en valeur ». Un plan d'aménagement du cap Bon a été dressé (construction d'un barrage en terre pour l'irrigation : diable ! N.D.R.). Les prêts en faveur de la petite hydraulique ont été accrus (d'où endettement encore plus grand du petit paysan ! N.D.R.).

« Plus ambitieuses furent les fondations de l'Office de l'Enfida (*société coloniale*, N.D.R.) et de l'Office de Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda. » Voyons donc...

« L'Office de l'Enfida se propose de fixer 12 à 15.000 personnes (un million et demi de « sous-employés » paysans, N.D.R.) sur 30.000 ha environ (soit 2 ha par tête, c'est-à-dire pas la moitié de la moyenne déjà terriblement insuffisante du Maghreb : 5 ha ! N.D.R.). « Mais, constate placidement l'auteur, « les paysans installés ne s'adaptent guère (et pour cause ! N.D.R.). Les terres sont médiocres, mal équipées. » Mais à côté de cela, note-t-il, « Le domaine de l'Enfida conserve 15 à 20.000 ha de terres pourvues en eau, avec plantations d'oliviers, cultures maraîchères, huilerie moderne, laiterie-fromagerie, etc... » Et voilà ce que donne et ne peut que donner une « réforme agraire, quand elle prend la place de la nécessaire *révolution* agraire, que ne feront ni Offices, ni Instituts, ni Etats parlementaires, qu'ils soient « benbellistes » ou « bourgubiens », mais seulement l'action directe des expropriés du sol !

(1) René Gallissot : *L'Economie d'Afrique du Nord*, P.U.F., 1961.

Mais poursuivons : « L'Office de Mise en Valeur de la Vallée de la Medjerda entend utiliser au mieux les périmètres d'irrigation (50.000 ha dans la basse Medjerda) établis sous le protectorat en faveur des cultures coloniales. En 1958, *la propriété était limitée* (mesure qui semble dans les plans, toujours aussi mystérieux, du nouveau pouvoir en Algérie, N.D.R.) à 50 ha au maximum dans les terres irrigables de la basse Medjerda. 20.000 ha sont ainsi récupérés pour être distribués à 4 ou 5.000 familles ». Dans ce cas, il s'agit de terres convenablement pourvues en eau, et probablement fertiles puisqu'autrefois du domaine des « cultures coloniales » ; mais la surface reste dérisoire : 4 à 5 ha par famille !... L'auteur ne l'ignore pas : « Mais ces petits exploitants ne pourront guère se maintenir *s'ils ne sont pas encadrés par des organisations coopératives* ». Autre solution prônée, celle-là, par le F.L.N. — et qui ne fait que prolonger l'agonie économique et morale de la famille paysanne attachée à son lot de misère !

En dépit de tout cela, « l'intention de la réforme agraire est plus affirmée en Tunisie qu'au Maroc. Le domaine public tunisien a recouvré des terres. Le régime foncier des terres a été clarifié : la propriété religieuse des Habous a été abolie ; un nouveau régime des terres collectives doit aboutir à généraliser la propriété privée. » Gageons que les terres collectives en question sont des terres de pâture : leur transformation en propriété privée ne pourra avoir pour effet que de précipiter la décadence de l'élevage provoquée par la colonisation précisément pour les mêmes raisons ! « Outre les terres habous, le domaine public a reçu les biens confisqués de l'ex-famille beylicale et des terres reprises par application de la loi sur les fortunes mal acquises. » (De la même façon, le projet de programme de la Fédération de France du F.L.N. réclamait récemment la confiscation et la distribution des biens des « traîtres » à la cause de l'Algérie indépendante.)

« Le chiffre des terres de culture dont dispose le patrimoine domanial n'est pas connu : il serait de l'ordre de 200.000 ha. Quelques distributions de lots ont été effectuées en faveur d'anciens combattants de l'indépendance » (la démagogie de la mesure crève les yeux ! N.D.R.). « Une loi de 1959 (c'est-à-dire trois ans avant l'indépendance, mais l'Algérie ira-t-elle plus vite, elle qui parle de « rapidité deux fois plus grande » ? N.D.R.) annonce que l'attribution des terres du domaine public sera réglée *par des organismes locaux*, et non par les enchères publiques. L'acquisition des lots est interdite à ceux qui possèdent déjà une propriété d'étendue supérieure à la moyenne » (qu'est-ce que la « moyenne » entre les immenses propriétés des grosses sociétés et le lopin du paysan tunisien ? N.D.R.). « Le rachat de la totalité des terres possédées par les Européens est envisagé » (le gouvernement tunisien n'a pas attendu si longtemps pour protester contre l'occupation de la base de Bizerte ! N.D.R.). Et l'auteur de conclure sceptiquement : « La réforme agraire cessera-t-elle d'être une ébauche ? » Nous répondons : à coup sûr, non, sans développement de la lutte de classe.

Si en Tunisie, il existe une moyenne et grosse bourgeoisie indigène, non seulement urbaine mais rurale, qui a joué le rôle de frein dans la lutte anti-impérialiste, alors qu'en Algérie celle-ci a pris des aspects « extrémistes » en rapport avec la prédominance des éléments populaires — et en particulier des paysans sans terre — et à une situation sociale encore plus tragique, la

réforme tunisienne donne à l'avance une idée de ce qui peut être réalisé demain en Algérie. Que disent en effet les accords d'Évian en matière agraire ? : « L'Algérie assurera sans aucune discrimination une libre et paisible jouissance des droits patrimoniaux acquis sur son territoire avant l'autodétermination. Nul ne sera privé de ces droits sans une indemnité équitable préalablement fixée. Dans le cadre de la réforme agraire, la France apportera à l'Algérie une aide spécifique en vue du rachat, pour tout ou partie, de droits de propriété détenus par des ressortissants français. Sur la base d'un plan de rachat établi par les autorités algériennes compétentes, les modalités de cette aide seront fixées par accord entre les deux pays de manière à concilier l'exécution de la politique économique et sociale de l'Algérie avec l'échelonnement normal du concours financier de la France. »

Un « plan de rachat établi par les autorités compétentes », c'est tout le contraire d'une *révolution* agraire qui, faite par les intéressés eux-mêmes, se préoccupe peu à la fois de « plan » et surtout d' « indemnisation équitable ». Mais si en outre la réforme doit se faire de façon à *concilier* les intérêts des... finances françaises et ceux ne disons même pas des expropriés algériens, mais du capitalisme algérien, quelle portée bien supérieure à celle de la réforme tunisienne peut-elle avoir ?

Au reste, pour le F.L.N., la réforme agraire n'était qu'une des conditions de son grand but social : l'industrialisation aussi rapide que possible du pays. Quels étaient donc ses plans à cet égard avant la victoire politique, et quelles furent finalement les dispositions d'Évian ?

Les neuf dixièmes de l'économie urbaine dépendant du capital européen, il s'agit tout d'abord de savoir quelle a été la position de la « révolution algérienne » à l'égard de celui-ci. En fait, elle est partie de cet axiome que le développement de l'Algérie ne pouvait être que le développement du noyau de capitalisme implanté par la colonisation. De là son attitude à l'égard de la minorité non arabe monopolisant, non seulement les principaux moyens de production, mais ce que Lénine appelait la « culture capitaliste ». D'une part, elle n'a pas craint de diriger contre l'État colonial la xénophobie populaire (et plus particulièrement des classes pré-capitalistes) qui est le produit historique fatal de l'oppression coloniale qui s'est exprimée dans ce terrorisme « aveugle », c'est-à-dire frappant tout Européen sans distinction de classe sociale, et souvent « sauvage » dont tous les philistins, oublieux des horreurs de la colonisation et de la répression se sont si fort scandalisés. Mais c'est précisément en cela qu'elle a mérité ses titres révolutionnaires aux yeux mêmes des marxistes internationalistes qui savent bien que les troupes sociales de l'insurrection et leurs méthodes sont ce que l'histoire les a faites, et ce qui compte avant tout, c'est que contre l'ignoble ordre politique et social existant, *l'insurrection ait lieu*, même si les sentiments qui l'animent ne sont pas ceux du prolétariat (et à plus forte raison de la bourgeoisie !) « civilisé », même si les formes ne sont pas celles de la révolution moderne. Ses buts politiques atteints, il était cependant fatal que le parti national-révolutionnaire dirige tous ses coups précisément contre cette « xénophobie » « primitive » et « grossière », c'est-à-dire contre les classes qui l'avaient porté au pouvoir, et plus simplement

contre l'élan révolutionnaire qui avait servi à briser le joug de l'état colonial, mais qui ne pouvait plus que gêner l'instauration et le renforcement de l'Etat bourgeois ordinaire qu'il s'était toujours proposé d'édifier. C'est que jamais le F.L.N. n'avait pensé que le développement des noyaux de capitalisme implanté par la colonisation pourrait se faire sans les capitalistes et les salariés européens. Dans la question agraire, une telle position se heurtait au fait que c'étaient les Européens qui détenaient les meilleures terres. C'est d'ailleurs pourquoi le programme agraire du F.L.N. est toujours resté — et reste partiellement — un mystère (du congrès de la Soumnan aux décisions d'Hammamet), chose curieuse pour une révolution qui se voulait essentiellement paysanne. Mais en ce qui concerne l'économie citadine, rien ne s'opposait à ce programme : la bourgeoisie algérienne était trop faible pour qu'il existât entre elle et la bourgeoisie européenne une concurrence, et non pas une symbiose. Quant au prolétariat, même si les conditions internationales lui avaient permis de lutter non pas au sein d'un *front* inter-classe et pour une démocratie bourgeoise, mais bien comme parti indépendant et pour sa dictature de classe, il n'aurait pu, en l'absence de pouvoirs ouvriers dans les pays avancés, revendiquer une transformation socialiste, et aurait donc dû limiter ses buts à la « transformation de l'économie coloniale en économie nationale », poussant à fond la révolution anti-impérialiste. Dans ces conditions, il aurait pu accepter *en théorie* une perspective du type de celle de Lénine pour la révolution russe en attendant la révolution internationale : un pouvoir prolétarien contrôlant une économie capitaliste dans laquelle l'ancien patronat aurait pu continuer à exercer ses fonctions économiques. Mais le problème ne s'est même pas posé, puisque la seule organisation ouvrière algérienne connue, le syndicat constitué en 1958, l'U.G.T.A., a fait sienne toutes les positions du F.L.N., c'est-à-dire non seulement le développement du capitalisme, mais même la démocratie bourgeoise parlementaire. Pour la « révolution algérienne », donc, et en dépit du terrorisme anti-européen, il s'agissait d'obtenir le maintien de la minorité européenne, porteur quasiment exclusif de la « culture capitaliste », en Algérie et sa soumission à l'Etat national algérien.

Dans ce but, toutes les traditions de classe, de l'islamisme de la société pré-capitaliste à... l'internationalisme prolétarien en passant par le démocratisme bourgeois furent mobilisées.

Dès 1956, par exemple, *Résistance algérienne* écrivait : « ...Comme le souligne un hadith du Prophète : « les hommes sont égaux entre eux comme les dents du peigne du tisserand ; pas de distinction entre le blanc et le noir, l'Arabe et le non-Arabe, si ce n'est leur degré de crainte de Dieu. » Et de conclure : « L'Islam n'est point raciste : le message de Mohamed n'est point jalousement limité à un peuple : il est universel. Les « spécialistes » occidentaux confondent sciemment le racisme avec la fierté légitime des Musulmans qu'alimentent le souvenir d'offenses injustifiées, un manque d'égard qui va jusqu'au mépris gratuit ».

En tant qu'organes d'un *front* de tous les courants philosophiques et sociaux, et que les Oulémas avaient d'ailleurs rallié dès le début de l'insur-

rection, pourquoi les publications de la « révolution » algérienne n'auraient-elles pas accueilli cette pieuse littérature ? (1).

Mais l'intelligentsia de l'ancienne U.D.M.A. était laïque, elle, et elle traita la même question dans le langage du démocratism classique : « La ligne de démarcation de la Révolution ne passe pas entre les communautés religieuses qui peuplent l'Algérie, mais entre, d'une part, les partisans de la liberté, de la justice, de la dignité humaine et, d'autre part, les colonialistes et leurs soutiens, quelle que soit leur religion ou leur condition sociale. La meilleure des preuves n'est-elle pas le châtement suprême infligé à des traîtres : officiants du culte, dans l'enceinte même des mosquées ? » (Plateforme, II, 5). Il est vrai que, tout en proclamant la possibilité d'une coexistence pacifique entre Arabes et non-Arabes dans la nouvelle République, cette intelligentsia se préoccupa toujours de la fameuse question de la « culture » nationale qu'elle posa à la façon éclectique de la bourgeoisie de façon à satisfaire à la fois sa propre impatience de s'émanciper et les préjugés les plus archaïques de la vieille société algérienne : « En Algérie, la culture arabo-musulmane qui a pu être sauvegardée dans l'essentiel malgré l'oppression coloniale... exigera... un persévérant travail de pensée et de rénovation spirituelle tenant compte pour une large part des acquisitions capitales de l'époque moderne dans tous les domaines » (*El Moudjahid*, 1-3-57), ou encore, dans le numéro du 15-11-57 : « La nécessité de se survivre engendre chez l'Algérien le souci d'être lui-même et de comprendre l'Autre ; d'assimiler l'expérience moderne sans se laisser assimiler par autrui. Cette double exigence fait que le peuple algérien est à la fois le plus nationaliste et le plus ouvert qui soit, le plus fidèle à l'Islam et aussi le plus accueillant pour les valeurs extra-islamiques. »

Selon toute apparence, le syndicat F.L.N., lui, se préoccupait peu de « valeurs islamiques » ou « extra-islamiques », et c'est dans le langage de classe des exploités de tous les pays qu'il adressait en 1958 son appel aux travailleurs algériens d'origine européenne pour qu'ils entrent dans la lutte anti-impérialiste : « *Comme vous, nous sommes des salariés* (souligné dans l'original). Nous ne vivons que de la force de nos bras ou de l'effort de notre intelligence. Nous sommes condamnés à vivre ensemble, à travailler dans le même chantier, le même atelier, la même administration, le même bureau, le même domaine agricole. Nous sommes exploités par la même grosse société industrielle ou financière, le même Etat patron, le même gros colon. Généralement, nos salaires sont insuffisants, le plus souvent, ils sont inférieurs aux vôtres. De plus, vous en êtes témoins, nous sommes toujours brimés, humiliés ; notre dignité humaine

(1) De même pourquoi le F.L.N. n'aurait-il pas tenté de mettre dans son jeu le Pape de toute la chrétienté en même temps que la « classe ouvrière de France » et toute notre bonne gauche nationale ? Un message de mai 1957 du F.L.N. à Pie XII confirme à la fois que pour le « frontisme » tous les moyens sont bons, y compris les plus réactionnaires, et que le F.L.N. a toujours souhaité la coexistence pacifique des deux communautés dans l'Etat algérien indépendant : « En Algérie, la preuve est apportée chaque jour que le Christianisme et l'Islam peuvent coexister sur le même sol et coopérer pacifiquement au progrès moral et matériel (!!! N.D.R.) de la même communauté humaine. C'est pour confirmer notre attachement à une telle communauté que très respectueusement nous faisons appel à votre Sainteté pour que ces chances de survie soient sauvegardées. Pour cela, il est nécessaire et urgent que l'épreuve de force prenne fin. Votre haute autorité pourrait puissamment y contribuer... »

n'est pas respectée ; le chômage plonge notre jeunesse dans la misère. *Comme vous, nous sommes des syndicalistes*. Nous avons ensemble lutté dans des grèves communes pour conquérir, pour tous, de meilleures conditions de vie... » Il est vrai que la conclusion n'avait plus rien de prolétarien, ne faisant que répéter les thèmes mensongers du démocratisation : « *Comme tous les ouvriers conscients, nous sommes des démocrates* (souligné dans l'original). Nous n'accepterons jamais de vivre sous un régime féodal (!) monarchique ou théocratique. Nous aussi nous voulons la Liberté et le Progrès Social dans une République moderne où tous les citoyens seront véritablement égaux, sans discrimination ethnique, linguistique ou confessionnelle » (lettre ouverte de l'U.G.T.A. publiée en annexe à la seconde édition de la Plateforme du F.L.N.).

En dépit de cette fatale soumission à la vision politique bourgeoise, il n'y a rien de l'« éclectisme » et de l'opportunisme bourgeois dans cet appel à une *solidarité de classe* des travailleurs européens d'Algérie ; en effet, si ceux-ci jouissaient d'avantages certains par rapport aux travailleurs arabes, ils étaient eux-mêmes victimes de la colonisation, ayant un niveau de vie inférieur aux travailleurs métropolitains, comme on l'a fait de diverses parts remarquer (1). Objectivement donc, ils n'avaient rien à perdre au remplacement de l'économie coloniale par une économie même capitaliste plus moderne et développée, si ce n'est les douteuses prérogatives de l'appartenance à la « race des maîtres ». Par un fatal retournement des choses, ces moyens que l'Internationale communiste préconisait pour rallier les prolétaires coloniaux au *communisme* et vaincre leurs préjugés nationalistes et leur méfiance (2), ce sont dans ce cas les ouvriers coloniaux qui les ont employés pour rallier les ouvriers européens à la cause de l'*indépendance nationale*. En dépit du recul politique, c'est tout à leur honneur, étant donné la « concurrence » que leur faisaient les ouvriers d'origine européenne, et le mépris qu'ils leur manifestaient. La tentative a échoué devant l'infection *impérialiste* des ouvriers d'origine européenne ; si elle avait abouti, bien que faite dans le cadre du nationalisme révolutionnaire, elle aurait dû conduire à une unité ouvrière par dessus les barrières de race sur un programme de défense salariale contre le patronat dans la nouvelle République, ce qui aurait été un résultat positif, quoique limité, du point de vue de classe. Ainsi les travailleurs coloniaux d'Algérie ont fait la preuve qu'ils étaient en réalité bien plus « avancés » que les évolués, puisque jusque dans leur adhésion à la politique bourgeoise du Front, ils ont su préserver la solidarité ouvrière. Si les « évolués » avaient rempli leur devoir à leur égard, quelle difficulté n'aurait pas eu la bourgeoisie

(1) Cf. Programme Communiste n° 15 « *Bases et perspectives économique-sociales du conflit algérien* ».

(2) Dans les « *Thèses sur la question d'Orient* » au IV^e Congrès, l'I.C. proposait d'agiter dans ce but des revendications économiques telles que la hausse des salaires indigènes jusqu'aux salaires des ouvriers européens, la protection du travail, etc. En réalité, la section algérienne de la C.G.T. fut animée du pire esprit de l'aristocratie ouvrière, le désintérêt général de cette catégorie pour le sort des travailleurs les plus défavorisés se doublant par ailleurs d'un esprit impérialiste. C'est ainsi que les travailleurs algériens furent amenés à fonder l'U.G.T.A., tout en précisant bien qu'elle accueillait tous les travailleurs d'Algérie, quelle que soit leur origine ethnique. La bourgeoisie algérienne a vu d'un bon œil la fondation de ce syndicat qui adoptait les thèses national-révolutionnaires.

coloniale à les maintenir dans le cadre borné du national-démocratisme ! Quelle n'aurait pas pu être leur contribution au mouvement prolétarien international pour le socialisme ! S'ils sont tombés sous la coupe des courants bourgeois et petits-bourgeois, c'est donc notre faute, à nous prolétariat européen — la faute des prétendus « communistes » qui, en Algérie, n'ont su organiser que « l'aristocratie » ouvrière d'origine européenne, et encore sur les bases du pire chauvinisme : Bab-el-Oued, avant d'être le fief de l'O.A.S., n'était-il pas celui du P.C.A. ?

En conclusion, *au prix d'un escamotage du problème agraire*, la « révolution » algérienne a pu dans sa Plate-forme (III, 4, A) se définir de la façon suivante qui explique les dispositions prises bien plus tard dans les accords d'Evian à l'égard de la minorité européenne : « La Révolution algérienne n'a pas pour but de « jeter à la mer » les Algériens d'origine européenne, mais de détruire le joug colonial inhumain.

« La Révolution algérienne n'est pas une guerre civile, ni une guerre de religion.

« La Révolution algérienne veut conquérir l'indépendance nationale pour installer une République démocratique et sociale garantissant une véritable égalité entre tous les citoyens d'une même patrie, sans discrimination ».

Cette définition permet de juger la portée réelle de ce passage caractéristique d'un article intitulé *Tous Algériens* et publié le 29-1-1961 dans *El Moudjahid* sous le titre « La citoyenneté algérienne, solution juste et réaliste :

« L'offre par le F.L.N. de la citoyenneté algérienne aux Européens d'Algérie revêt un caractère nouveau, *révolutionnaire*, qui n'a pas toujours été souligné. Cette offre est pourtant *l'une des marques les plus originales du nationalisme algérien*. L'offre du F.L.N. met en lumière la *force* de la Révolution algérienne, sa maturité, son aptitude à résoudre positivement la question de la minorité européenne, et cela non pas en théorie, mais *en pratique*, dans le processus même de la lutte nationale, ainsi que l'atteste la participation au combat d'Algériens de souche européenne. »

Tout ce que cette offre met en réalité en lumière, c'est que la « révolution » algérienne n'est nullement anti-capitaliste, en dépit de tant de phrases sur le « socialisme arabe » auxquelles une fausse « avant-garde » a la sottise de se laisser prendre en France. Sa « force » et sa « maturité » sont donc celles de la conservation sociale qui, dans la conjoncture mondiale actuelle des forces de classe, se sent bien entendu de taille à endiguer l'éventuelle poussée révolutionnaire des expropriés de la terre et des sans-travail des villes à l'aide de phrases sur l'unité nationale, sur l'ordre démocratique, sur la future prospérité de l'Algérie indépendante, surtout avec l'appui d'une importante police formée par les ex-maîtres français (des « techniciens » ne se sont-ils pas rendus récemment en Algérie dans ce but ?). En reniant une vaine et barbare « guerre des races », elle peut s'attirer les sympathies prolétariennes, alors qu'elle renie en réalité la guerre féconde et nécessaire des classes sociales opposées, des exploités et des exploités. Une telle manœuvre est peut-être effectivement « nouvelle », dans la mesure où la structure sociale et raciale des autres pays qui ont fait une révolution anti-impérialiste ne s'y prêtait pas, et peut-être constitue-t-elle effectivement « l'originalité du nationalisme algérien ». Mais cette originalité est toute *contre-révolutionnaire* puisqu'il n'est rien, *pas même*

le louable mépris prolétarien pour toute xénophobie rétrograde que ce nationalisme n'aura su exploiter pour imposer aux exploités coloniaux l'objectif mensonger d'une République « fondée sur l'égalité démocratique de tous les citoyens » alors que, comme toutes les républiques du monde, elle le sera sur l'antagonisme des classes et l'exploitation du travail !

Qu'importe, dès lors, que les accords d'Evian aient fait, en ce qui concerne le statut juridique des Européens des « concessions » auxquelles le F.L.N. s'était pourtant par avance, refusé, telle que le droit à la *double nationalité* pour les hésitants ? Ce ne sont là que détails. La disposition capitale, c'est la garantie par la République algérienne « des droits acquis dans le cadre de la législation française » et qui « vise les biens et notamment les propriétés foncières... les titres miniers, les droits à pension, les engagements antérieurs sur l'Algérie » ; c'est la promesse que « les institutions seront *aménagées* (souligné par nous : quel euphémisme !) de façon à garantir le respect de ces droits et libertés ». Mais cette « concession » là, elle était inscrite dès le début dans l'orientation démocratique et donc bourgeoise que le F.L.N. a donné à ce qui était en effet une insurrection sociale. Un démagogue comme Ben Bella peut bien tenter de laisser croire qu'elle est imputable au « néo-colonialisme » de négociateurs trop pressés dont il serait lui-même totalement pur. Il ne peut pas par conséquent faire oublier toute la propagande du F.L.N. pendant sept ans, ni cacher que les accords en sont l'aboutissant logique. Il est lui-même obligé de jurer par ces accords, et ce n'est pas sa menace de faire rouvrir par l'Etat algérien les entreprises dont les patrons ne seront pas rentrés dans un certain délai qui peut être considérée comme une rupture avec les principes qu'ils ont énoncés. Khider a donc parfaitement raison de dénoncer, après l'interview « retentissante » de Ben Bella au journal « communiste » italien, la fâcheuse habitude de celui-ci de se réserver à lui seul les fleurs de... l'anti-néo-colonialisme. C'est cependant cette basse démagogie que le « communisme » du P.C.F. tend à accréditer auprès des ouvriers français en « optant » pour le « benbellisme » qui a pourtant imposé au P.C.A. la dissolution et l'adhésion individuelle de ses militants au Front !

Tout en prévoyant le maintien des capitalistes coloniaux dans leurs biens et leurs droits, le F.L.N. avait cependant prévu que l'indépendance apporterait une série de changements de la politique économique de l'Algérie susceptibles d'accélérer l'industrialisation. La critique plus haut rapportée qu'il avait faite de l'économie coloniale et en particulier des raisons pour lesquelles les capitaux amassés par les Européens dans les secteurs du commerce et des biens fonciers « fuyaient » à l'étranger au lieu de se réinvestir en Algérie aurait pu laisser supposer qu'une fois au pouvoir le F.L.N. entendait au moins contrôler ces mouvements de capitaux. Eh bien, il n'en a rien été. Les accords d'Evian ont au contraire stipulé que « les transferts à destination de la France bénéficieront d'un régime de liberté ». La seule restriction à cette liberté est de celle que tous les capitalistes du monde tournent aisément : « le volume global et le rythme des opérations devront néanmoins tenir compte des impératifs du développement économique et social de l'Algérie ».

Pendant sa guerre d'indépendance, le F.L.N. considérait que la « solution des problèmes de développement » non seulement de l'Algérie, mais de tout le Maghreb « était soumise à deux préalables :

« — le rejet d'une union douanière totale avec la France et avec l'Europe, une union douanière entre un pays moderne équipé et un pays à développer (étant) une escroquerie qui se traduit par l'appauvrissement progressif du pays non développé ;

« — une planification économique seule susceptible d'équilibrer le développement à l'échelle du Maghreb » (El-Moudjahid, *l'Afrique en marche vers l'Unité*, avril 1958).

Il répétait sur tous les tons qu' « en ce qui concerne ses relations économiques, l'Algérie ne peut être guidée que par ses intérêts » et proclamait qu'avec la liberté douanière retrouvée « elle pourrait contracter d'intéressants accords avec des sociétés allemandes, italiennes et même américaines », nouer des relations économiques avec les pays méditerranéens (Espagne, Yougoslavie, Grèce), et avec les pays exclus de l'Europe des Six (Scandinavie, Angleterre), et bien entendu l'Europe orientale, la Chine populaire et le Japon ». Bref, du monde entier devaient lui venir les capitaux, le monde entier devait s'ouvrir à sa production, et toute sa vision économique et sociale, en dépit de la démagogie socialiste affleurant parfois, n'était en fin de compte qu'un hymne au *libéralisme économique*, présenté aux prolétaires comme le principe même de leur émancipation !

En fait, les accords d'Évian ont proclamé non pas la « liberté économique » de l'Algérie, mais sa « coopération » avec la France. Un statut particulier doit préciser ultérieurement les modalités de la coopération monétaire (l'Algérie restant dans la zone franc) et celles des échanges entre la France et l'Algérie. Mais en ce qui concerne les échanges, le statut devra seulement 1° « préciser » si les deux pays s'accorderont « des tarifs préférentiels » ou s'il y aura « absence de droits » sur leurs marchandises respectives ; 2° « les facilités d'écoulement sur le territoire français des produits excédentaires de l'Algérie par l'organisation des marchés de certains produits, eu égard en particulier aux conditions de prix » (cette fixation des prix des produits algériens dont le F.L.N. s'est toujours plaint qu'ils étaient fixés artificiellement bas sous la colonisation donnera lieu à des marchandages dans lesquels l'Algérie indépendante sera à peine mieux placée que l'Algérie coloniale) ; enfin 3° les restrictions à la libre circulation des marchandises, justifiées notamment par le développement de l'économie nationale, la protection de la santé publique, la répression des fraudes. (En ce qui concerne le premier point, il y a un cercle vicieux : les restrictions seront justifiées par le développement de l'économie algérienne ; mais ce développement suppose précisément de telles restrictions, c'est-à-dire un protectionnisme auquel la France ne saurait consentir).

Sans préjuger donc arbitrairement de l'issue des luttes à venir entre les deux Etats, on peut admettre que le gouvernement gaulliste avait quelques raisons de résumer les clauses des accords concernant la coopération franco-algérienne par ce vaniteux bulletin de victoire :

« (La coopération) permettra la sauvegarde des intérêts privés, le maintien et le développement des relations commerciales entre la France et l'Algérie.

« Grâce à la permanence de liens privilégiés dans le domaine des échanges et de la monnaie, aucune rupture n'interviendra dans le rythme de développement de l'Algérie » (le gouvernement ne pensait-il pas plutôt, le bon apôtre,

à l'absence de rupture dans le rythme... de l'expansion française ? N.D.R.).

« Celle-ci continuera à faire partie de la zone franc et les transferts entre l'Algérie et la France jouiront d'un régime de liberté : *le marché algérien sera largement ouvert à l'industrie française* (c'est nous qui soulignons N.D.R.) ; les grands produits algériens (vins, agrumes, fruits et légumes) conserveront en France leur débouché traditionnel, ainsi sera assurée *demain comme hier*, dans le cadre d'un régime préférentiel, *la prospérité de l'Algérie* ».

Le cynisme de la dernière phrase a bien pu faire grimacer le F.L.N. qui n'a cessé de dénoncer précisément la misère d'une Algérie à économie coloniale. Mais les accords, plutôt que de dire comment, avec ses moyens *purement bourgeois*, le F.L.N. pourrait sortir l'Algérie de cette misère (comment pourraient-ils bien le dire !), ne font que longuement décrire la perpétuation de la domination française sur l'Algérie « libérée ». La liberté de circulation des troupes françaises sur le territoire algérien entre leurs points de stationnement ; les droits de l'impérialisme français sur Mers-el-Kébir et certains sites sahariens ne sont que l'expression militaire de cette domination. La première pourrait bien être précieuse à l'Etat algérien lui-même (et non pas seulement à ce qu'il peut rester en Algérie de population européenne) s'il ne parvenait pas à endiguer rapidement l'« anarchie » sociale et politique, c'est-à-dire la lutte des classes pauvres. Quant aux seconds, ils pourront servir de prétexte à des manifestations d'irrédentisme du genre de celles de Bizerte, exutoire commode aux revendications sociales. L'essence de la domination n'est pourtant pas militaire, ni même culturelle, quoique les accords portent également un coup aux prétentions du F.L.N. de restaurer la langue arabe dans tous ses droits en stipulant l'emploi obligatoire du français à côté de la langue nationale dans tous les textes officiels, dans les rapports entre services publics et Algériens d'origine européenne, à la télévision et à la radio, et en prévoyant une « aide » française pour la réorganisation de l'enseignement à tous les degrés. L'essence de cette domination est économique, et c'est en substance *la continuation du Plan de Constantine dans un cadre politique nouveau* : « L'aide financière et technique française fixée à un niveau équivalent à celui des programmes en cours pour une première période de trois ans renouvelables s'appliquera notamment à l'étude, à l'exécution ou au financement des projets d'investissements publics ou privés présentés par les autorités algériennes compétentes, à la formation des cadres et techniciens algériens, à l'envoi des techniciens français ; elle s'appliquera également aux mesures de transition à prendre pour faciliter *la remise au travail des populations regroupées*. Elle pourra revêtir suivant les cas la forme de prestations en nature, de prêts, de contributions ou participations. Les autorités algériennes et françaises compétentes se concerteront pour assurer la pleine efficacité de l'aide et son affectation aux objets pour lesquels elle a été consentie ».

C'est l'évidence de la perpétuation de l'ancienne domination coloniale sous une autre forme, et aussi de la collaboration du nouvel Etat algérien avec le vieil impérialisme français qui fait dire en Algérie comme en France à une prétendue « avant-garde » que les accords néo-colonialistes d'Evian doivent être « dépassés ». Mais à moins d'être des démagogues comme Ben Bella et ses partisans, ou bien des volontaristes indignes du titre de marxistes comme cette chapelle trotskyste qui, dans un supplément au numéro d'août 1962 de *La Voie Communiste*, prétendait sérieusement enseigner aux masses algé-

riennes comment il fallait s'y prendre pour cela, une chose est évidente : le « dépassement » des accords d'Évian, ce serait le dépassement de ce que la « révolution » algérienne était depuis le début, non pas une révolution « socialiste » comme le laissent entendre ou le disent impudemment les uns et les autres, mais une « révolution démocratique », c'est-à-dire une transformation essentiellement *politique* et dans le cadre strict du capitalisme. Mais un tel dépassement, c'est-à-dire *rien moins que le développement d'une révolution* (ou au moins d'une Commune) *prolétarienne à partir de cette espèce de révolution bourgeoise qui a eu lieu*, est une affaire qui dépasse de loin les désirs de telle ou telle chapelle politique. C'est une affaire qui dépend de *rappports non seulement intérieurs mais internationaux de classe*, et comme nous le verrons maintenant, ce que sont aujourd'hui ces rapports ne laissent malheureusement pas du tout espérer que de la révolte sociale qui a animé le mouvement indépendantiste de l'Algérie ou du conservatisme social qui s'efforce aujourd'hui d'édifier l'Etat algérien, ce soit la révolte qui à bref échéance triomphe, satisfaisant enfin ces brûlants besoins sociaux si longtemps opprimés et encore aujourd'hui déçus !

La constitution de l'Etat national algérien :

L'Etat national algérien, qui va se constituant au milieu d'une lutte confuse d'autorités diverses parlant exactement le même langage, d'une guerre de communiqués et de poses personnelles dans le meilleur style des vieilles républiques parlementaires, sera ce que le rapport national et international des forces de classe lui commande d'être, c'est-à-dire l'instrument du « néo-colonialisme ». La vérité sortant parfois des pires bouches, Ben Bella a — pour une fois — bien posé la question lorsque proclamant sa foi dans la possibilité pour l'Algérie d'échapper à ce destin il a dit : « De deux choses l'une : ou il y a *une révolution en marche* dans ce pays, ou il n'y en a pas ».

Justement. En d'autres termes, ou bien la révolution sociale qui a permis l'élimination de l'Etat colonial continuera au mépris des directives d'*unité nationale* et de *discipline démocratique* lancées aussi bien par les « bourgeois rétrogrades » du G.P.R.A. que par les « progressistes » du Bureau Politique ou les « vrais militants » de la *willaya* insubordonnée, et alors l'Assemblée constituante pourrait bien être renvoyée aux calendes grecques, sans qu'aucune autre forme d'Etat stable supérieure puisse d'ailleurs surgir ; ou bien tout « rentrera dans l'ordre » et le suprême but politique de la « révolution algérienne » : l'élection d'une « assemblée parlementaire souveraine » sera rejoint, confirmant le caractère purement *politique* et donc *bourgeois* de la victoire.

Mais quelle est donc la classe de la société algérienne qui pourrait faire obstacle à ce qui, aux yeux du monde entier, apparaît comme « la plus heureuse conclusion des choses » ?

Quoique la « révolution algérienne » ait tout fait pour rendre leur éclat archi-terni... aux « grands principes de 1789 », qu'elle ait proclamé sur tous les tons que la démocratie parlementaire était le meilleur garant des intérêts de *tous* les citoyens, de *toutes* les classes de la société (et que le P.C.A. soit sorti de la honteuse obscurité où il était réfugié, pendant la lutte précisément, pour *approuver* cette propagande), il est bien évident qu'elle sera en réalité la forme rêvée de domination aussi bien de la bourgeoisie nationale (d'origine arabe ou européenne, le F.L.N. a bien raison de considérer que la distinction

n'a plus aucune portée économique et sociale une fois l'indépendance conquise, sauf, ajouterons-nous, en ce qui concerne la terre) que du capitalisme financier international. Ni l'un ni l'autre ne s'y trompent d'ailleurs, puisque les protocoles d'accord sur la « coopération » prévus par Evian ont été signés avec le gouvernement français et que le patronat algérien n'a pas refusé, manifestement, ce « chèque en blanc sur la confiance » que lui demandait le « terrible » Ben Bella.

En tant qu'il se refuse à admettre que la direction de la « révolution » tombe dans les mains « d'une seule classe », le prolétariat algérien peut-il faire échec à la construction de la République bourgeoise ? Le prolétariat ne possède de force politique spéciale qu'autant qu'il possède une organisation distincte poursuivant des buts distincts. Or la seule organisation connue du prolétariat algérien est non point un parti, mais une centrale syndicale qui a fait de toutes les promesses du *front national* de libération sa doctrine politique et son évangile social. Quand il refuse la direction « par une seule classe », ce n'est pas contre la dictature capitaliste qu'il se dresse : il nie seulement la doctrine prolétarienne et marxiste de l'État ; il renie la *dictature du prolétariat* en doctrine pour adopter celle de la démocratie inter-classes. La preuve en est, en particulier, cette définition que l'U.G.T.A. donnait d'elle-même pendant les années de guerre : « L'U.G.T.A., dans l'heure présente, considère à juste titre qu'aucune amélioration de la condition sociale ne peut être faite sans le bouleversement total des structures actuelles. Ces dernières sont fondées sur une conception (?!) rétrograde, sur l'exploitation de l'homme par l'homme, *d'un pays par l'autre* ». C'est bien pourquoi l'I.C. disait que la libération des pays coloniaux dépasse les cadres bornés, nationaux de la révolution démocratique, mais cet enseignement n'est pas parvenu jusqu'au prolétariat algérien de 1962 grâce à la liquidation de l'I.C. par les renégats ! « Elles sont incompatibles avec une répartition des richesses et l'amélioration de vie de la classe ouvrière ». Le prolétariat révolutionnaire veut s'appropriier *internationalement* les sources de richesse pour les utiliser rationnellement, c'est-à-dire dans les cadres d'un mode de production non *capitaliste*, non *national* ; le réformisme veut seulement en modifier « la répartition » entre les classes, entre les nations — et, modestement, « améliorer les conditions de vie » des salariés dans le cadre du salariat. Mais poursuivons : « L'U.G.T.A. persiste à croire, et c'est la base fondamentale de sa doctrine, que seule *l'indépendance de l'Algérie* (souligné dans l'original) entraînera un équilibre dans les rapports de ses ressortissants, un accroissement et un développement dans l'intérêt national de l'exploitation des ressources du sol algérien ». Qu'est-ce que cela annonce, sinon la *collaboration de classe* en politique, et dans le domaine social, l'adhésion au productivisme, comme partout ailleurs ?

L'U.G.T.A. a, il est vrai, un programme de revendications formulé comme suit en mars 1960 : « *Un salaire minimum national*, applicable à tous les travailleurs sans aucune distinction (pour les ouvriers agricoles, cette revendication est intimement liée à la réglementation de la durée de leur travail — 48 heures par semaine ;

« — *Des Allocations familiales et des Assurances sociales* identiques pour tous les travailleurs (application du régime le plus favorable) ;

« — *Une fonction publique algérienne* ;

« — *Le droit au travail pour tous* ;

« — *L'arrêt de l'immigration étrangère, etc...*

programme concluant d'ailleurs que « les travailleurs algériens qui supportent le lourd fardeau de la surexploitation colonialiste sont *solidaires de la lutte menée par leur peuple en vue de sa libération totale* ».

Sans que nous puissions nous livrer ici en détail à la critique de chacune de ces revendications, il est bien évident que le fait d'être entré dans la lutte de libération nationale sans « être instruit des tâches particulières du prolétariat » (comme le disait l'Internationale), sans une vision dépassant la démocratie bourgeoise et l'égalité abstraite des nations — bref sans doctrine politique et sociale de classe, limite considérablement pour le syndicat F.L.N. la possibilité de faire triompher même ces revendications économiques les plus modestes : dans la République algérienne comme partout ailleurs, le Capital ne répondra-t-il pas par les « nécessités de l'expansion » qui est le credo de l'U.G.T.A. comme, en France, il est celui de toutes les centrales syndicales ?

Par ailleurs, selon une pratique bien établie dans le monde entier où les « organisations ouvrières » sollicitent leur place dans l'Etat, revendiquent le droit non à lutter, mais à collaborer avec la classe adverse, l'U.G.T.A. vient de réclamer par avance sa représentation dans la future assemblée constituante algérienne. Ainsi seront réalisées les conditions de ce *totalitarisme* rêvé par le Capital, et qui ne dépend pas tant du nombre des partis s'agitant sur la scène politique que de l'accord de *toutes les classes* sur son programme social. C'est là bien entendu la position de l'U.G.T.A., c'est-à-dire de l'appareil que le F.L.N. s'est empressé de constituer pour encadrer les ouvriers, et on pourra dire qu'elle ne préjuge en rien de la position de ceux-ci : mais dans l'euphorie de l'indépendance d'une part, dans la décomposition universelle du parti prolétarien international de l'autre, il n'y a aucune raison de prévoir un rapide affrontement entre la « base » et cette « direction » là. Dans les récentes manifestations d'Alger après la fusillade de la Casbah, rien n'indique que les ouvriers aient une position différente de celle du reste de ce « peuple » qui s'acclamait lui-même sans rien opposer d'autre aux « dirigeants » que sa volonté de voir constituer au plus vite selon les règles de la « légalité démocratique » l'Etat national algérien capable d'assurer « la relance économique ». Non seulement cela n'a rien d'étonnant, mais c'est le contraire qui surprendrait après sept ans de « frontisme » politique. Au reste, les conditions seraient-elles meilleures du point de vue de l'indépendance de classe du prolétariat que ce serait une héroïque folie de la part des ouvriers algériens que de vouloir affronter maintenant toutes les classes adverses et l'impérialisme mondial, de tenter avec leurs faibles effectifs de renverser un rapport de force fondé sur la dissolution totale du prolétariat français et européen comme classe révolutionnaire.

En fait, si la « crise du F.L.N. » traduit une opposition sociale profonde, celle-ci ne concerne nullement les différentes classes de cette population urbaine qui n'a joué qu'un rôle secondaire dans la lutte militaire contre l'impérialisme et qui attend du nouvel ordre politique quantités d'améliorations à sa situation économique et sociale. Elle oppose plus généralement la ville et la campagne qui a porté tout le poids de la lutte anti-impérialiste, mais *pour laquelle les chances de changement profond apparaissent les plus maigres*. C'est ce que nous semble traduire le fait que la *lutte contre le willayisme* a été

depuis le début une constante de la politique des chefs dits « civils » du F.L.N., le Bureau Politique prenant simplement la succession de ses anciens adversaires du G.P.R.A. et de l'Exécutif provisoire à cet égard, et parlant le même langage. Mais qu'est-ce que le « willayisme » ? Le particularisme local contre le centralisme ? A supposer qu'un tel particularisme existe et soit de taille à faire obstacle à la constitution d'un Etat centralisé (ce qui ne nous semble pas le cas), d'où peut-il provenir, si ce n'est précisément des campagnes ? Serait-ce alors cette opposition dont toute la presse bourgeoise se gargarise entre « civils » et « militaires » ? Mais quel sens a-t-elle pour une armée insurrectionnelle où le militant était un soldat de l'indépendance nationale et réciproquement ? Et cette armée elle-même n'était-elle pas, de l'aveu même du F.L.N., formée essentiellement de paysans ? La « lutte contre le willayisme », c'est donc une forme de la lutte de la ville contre la campagne, qui coïncide d'ailleurs avec la tentative classique de toute bourgeoisie de remplacer les hiérarchies « populaires » même inspirées entièrement de son idéologie par ses propres fonctionnaires et ses propres institutions. Il est aussi vain, donc, de chercher une possibilité de « continuation de la révolution algérienne » dans le conflit entre Bureau politique et willaya IV qu'au temps de la Libération en France une manifestation de lutte de classe dans le conflit entre l'appareil de l'Etat et... les formations partisans ! Au reste, les revendications de cette dernière suffiraient à lever les derniers doutes : recours au G.P.R.A., attribution de postes aux « vrais » militants de l'intérieur dans la nouvelle hiérarchie étatique, respect des listes présentées par les willayas pour les élections à l'Assemblée constituante, etc.

En conclusion, les marxistes doivent laisser aux bons « antifascistes » de la gauche française le soin de prendre parti pour tel ou tel clan du F.L.N., car tous parlent en somme le même langage. Ils doivent laisser aux théoriciens d'une « révolution permanente » à la petite semaine l'espoir d'un « dépassement » prochain du *démocratisme* et du *nationalisme* de la « révolution algérienne », et à plus forte raison les petites recettes d'un tel dépassement. De toutes façons, les antagonismes et la lutte de classe finiront par éclater dans la république démocratique algérienne comme partout ailleurs, contrairement aux promesses du F.L.N. qui la présente comme la solution de tous les antagonismes sociaux et la dernière forme de l'émancipation du « peuple » et du « prolétariat » algériens. Mais la « prochaine étape » comme disent tous les activistes et tous les volontaristes n'est pas une affaire de jours, de semaines ou de mois ; c'est moins encore une affaire purement algérienne : c'est toute la phase historique dont le *prolétariat international* a besoin pour reconstituer sa *force révolutionnaire* détruite dans tous les frontismes démocratiques nationaux, progressistes du monde, c'est-à-dire son *parti mondial* de classe.

REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION EN CHINE

(Suite)

Dans notre dernier numéro, nous avons montré que l'Internationale communiste passée sous l'influence du courant centriste, dit stalinien, avait substitué à la doctrine et à la pratique marxistes de la révolution double une prétendue doctrine de la « révolution par étapes » qui consistait à appuyer purement et simplement la démocratie bourgeoise, pour finalement se substituer à elle, adoptant son programme et liquidant celui du communisme. La justification de ce retour fatal à une politique menchévique dans la révolution chinoise a été outre les « nécessités de la lutte anti-impérialiste », la prétendue existence d'un féodalisme chinois, face auquel la bourgeoisie aurait eu une tâche révolutionnaire à remplir. En fait, ce féodalisme n'existait pas, la terre étant dans les mains d'une bourgeoisie marchande et usurière.

Dans les années fatales 1925-30 où la question chinoise revenait à toutes les réunions du Comintern, le courant centriste représenté alors par Staline et Boukharine s'évertua à démontrer les prétendues différences existant entre la révolution russe et la révolution chinoise afin de justifier une politique soi-disant originale et adaptée à cette dernière, alors qu'elle n'était que la transposition, à la Chine de la ligne menchévique battue en Russie. Même si l'on ne peut adopter tous ses jugements, on doit reconnaître à Léon Trotsky le grand mérite d'avoir réclamé dans tous ces débats l'application des principes et de la politique qui, en Russie, avaient permis la victoire prolétarienne, et donc tenté de maintenir la continuité de la ligne bolchévique contre les « innovateurs ».

Pour Staline et Boukharine, il s'agissait de pousser le Parti Communiste chinois à collaborer avec le Kouomintang bourgeois pour la constitution d'un « front anti-impérialiste commun ». Pourquoi l'alliance permanente avec la démocratie bourgeoise que Lénine n'avait pas jugée licite dans la révolution bourgeoise démocratique le serait-elle devenue dans le mouvement de libération nationale d'un pays semi-colonial comme la Chine ? A Staline-Boukharine qui fondaient toute la tactique liquidatrice de l'I.C. en Chine sur une distinction entre pays oppresseurs et pays opprimés reprise fort mal à propos à Lénine, Trotsky répondait fort justement : « ... Lénine *élevait* les mouvements de libération nationale, les insurrections coloniales et les guerres de nations opprimées jusqu'au niveau des révolutions démocratiques-bourgeoises, en particulier du 1905 russe. Mais Lénine ne posait pas du tout comme le fait actuellement Boukharine... les guerres de libération nationale *au-dessus* des révolutions bourgeoises démocratiques ! ».

« *Elever les guerres de libération nationale au-dessus des révolutions bourgeoises-démocratiques* » d'une part ; attribuer à la bourgeoisie chinoise, en raison d'un joug colonial réel ou d'un féodalisme inexistant, une *nature révolutionnaire* (quitte à déclarer que celle-ci est désormais « épuisée » lorsqu'en 1927 ses généraux écraseront dans le sang la commune ouvrière de Canton, puis,

une dizaine d'années plus tard, lors de la guerre anti-japonaise, qu'elle est ressuscitée !), tel fut l'apport « théorique » qui permit à Moscou de liquider le P.C.C. en tant que parti prolétarien et communiste. Telle est l'origine idéologique du faux extrémisme chinois d'aujourd'hui, dont les disciples dégénérés de Trotsky attendent pourtant la défense et l'illustration du marxisme, totalement oubliés qu'ils sont des grands débats théoriques du passé et des positions mêmes du maître dont ils se réclament abusivement.

Pourtant, dès 1912, dans un article intitulé « *Démocratisme et populisme en Chine* » et consacré à Sun Yat Sen, président provisoire de la République chinoise issue de la révolution de 1911 et futur fondateur du Kouomintang, Lénine montrait que bien loin de miser sur *la bourgeoisie révolutionnaire*, les communistes devaient s'en méfier non seulement parce qu'elle serait tôt ou tard de l'autre côté de la barricade, mais parce que plus elle mettait de « socialisme » dans son idéologie, plus elle avait de chances de retenir longtemps le prolétariat sous sa dépendance.

Pour Lénine, la similitude des situations révolutionnaires et des problèmes qui se posaient en Chine et en Russie ne faisait aucun doute, bien que la Chine ait été un pays semi-colonial alors que la Russie tsariste était déjà un impérialisme. Elle faisait si peu de doute que dans son article, il compare les deux pays afin de tirer de la critique du démocratism chinois des enseignements valables pour la Russie :

« La plate-forme de la grande démocratie chinoise (car c'est bien cela que représente l'article de Sun Yat Sen) nous force et nous donne un bon prétexte à considérer une fois de plus sous l'angle des récents événements mondiaux le problème de la corrélation du démocratism et du populisme dans les révolutions bourgeoises actuelles en Asie. C'est un des problèmes les plus sérieux qui se soient posés à la Russie pendant la période révolutionnaire ouverte en 1905. Et non seulement à la Russie, mais à toute l'Asie, comme on le voit d'après la plate-forme du président provisoire de la République chinoise, en particulier si on la compare au développement révolutionnaire en Russie, Chine, Turquie, Perse. »

Après avoir rendu les honneurs qui sont dus au révolutionnaire bourgeois qui rejette les réformes constitutionnelles, pose hardiment le problème de la situation sociale et économique des masses et de leur lutte ouverte, qui comprend même l'insuffisance de la « révolution nationale » et inscrit à son programme les « trois principes du peuple : nationalisme, démocratie et socialisme », Lénine souligne que ce radicalisme bourgeois n'a rien d'étonnant, si ce n'est pour la bourgeoisie réactionnaire des pays « civilisés » — si ce n'est, ajouterons-nous, pour un Staline.

Ce qui attire surtout l'attention de Lénine à une époque où le prolétariat doit lutter partout pour la conquête du pouvoir, *même dans les conditions d'une révolution démocratique-bourgeoise*, c'est que la bourgeoisie nationale des pays coloniaux ou arriérés peint son enseigne aux couleurs du socialisme. C'est ce que la bourgeoisie russe avait déjà fait, de son lointain précurseur, l'aristocrate Hertzen, jusqu'à ses représentants de masse dans les Doumas, les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. Lénine relève les mêmes traits dans l'idéologie de Sun Yat Sen :

« Cette idéologie de démocratisation combatif est liée chez le populiste chinois premièrement à des rêves socialistes — à l'espoir d'éviter la voie du capitalisme pour la Chine, à prévenir le capitalisme — deuxièmement, au plan et à la propagande d'une réforme agraire radicale. Ces deux courants idéologiques et politiques représentent précisément l'élément qui fait le *populisme* au sens spécifique du terme, c'est-à-dire sa différence avec le démocratisation, ce qu'il a de plus que le démocratisation. »

Ce fut aussi l'élément qui, plus tard, incita Staline et Boukharine à affirmer que le parti communiste chinois ne pouvait pas avoir à l'égard de la « révolutionnaire » bourgeoisie chinoise la même attitude que le parti bolchévique russe à l'égard de la bourgeoisie anti-tsariste. Mais quelle conclusion Lénine tirait-il, lui, du fait que le courant révolutionnaire bourgeois n'était pas seulement démocratique en Chine, mais également populiste ? Tout autre chose que les liquidateurs du P.C.C. dénoncés par Trotsky :

« C'est la théorie du « socialiste »-réactionnaire petit-bourgeois. Car il est tout à fait réactionnaire de rêver qu'il soit possible en Chine de « prévenir » le capitalisme ; que, par suite du retard de la Chine, la « révolution sociale » y soit plus facile, etc. Et Sun Yat Sen avec, on peut dire, une inimitable naïveté virginale réduit lui-même à néant sa théorie populiste réactionnaire lorsqu'il reconnaît ce que la vie le force à reconnaître, à savoir que « la Chine est à la veille d'un gigantesque développement industriel » (c'est-à-dire capitaliste), qu'en Chine, le « commerce » (c'est-à-dire le capitalisme) « se développera dans des proportions énormes », que « dans 50 ans il y aura chez nous beaucoup de Changhaï », c'est-à-dire de centres de la richesse capitaliste, de la misère et du dénuement des prolétaires. » (Souligné par nous, N.D.R.)

A ce prolétariat qui, une dizaine d'années après l'article cité, devait déjà se manifester comme une force de classe, quelle tâche lui incombait selon Lénine ? De se prosterner devant la « nature révolutionnaire » de la bourgeoisie chinoise, c'est-à-dire d'en embrasser le démocratisation particulier, le *populisme* ? C'est bien cela que Staline et Boukharine proposèrent plus tard comme « tactique du Parti Communiste chinois », mais pour faire une telle réponse, Lénine aurait dû renier toute sa propre lutte pour le développement du parti prolétarien et marxiste que fut en Russie le bolchevisme : cette inconséquence revenait de droit à Staline, que Lénine avait dû déjà combattre dans ses fameuses thèses d'avril, et elle revint malheureusement aussi à Boukharine. « Pour autant que s'accroîtra en Chine le nombre des Changhaï, répond Lénine, le prolétariat chinois s'accroîtra. Il formera vraisemblablement un parti ouvrier social-démocrate (nous sommes en 1912, le parti ouvrier marxiste n'a pas encore pris le titre de « communiste » et garde encore le vieux nom critiqué par Marx et Engels, N.D.R.) qui, critiquant les utopies petites-bourgeoises et les idées réactionnaires de Sun Yat Sen (souligné par nous, N.D.R.) saura certainement séparer avec soin, conserver et développer le noyau démocratique révolutionnaire de son programme politique et agraire. »

Ce que Lénine définissait là n'était rien moins qu'un bolchévisme chinois. En Russie, la lutte du bolchévisme a culminé dans l'instauration de la dictature du prolétariat appuyé sur la paysannerie révolutionnaire, c'est-à-dire dans l'instauration du pouvoir soviétique qui réalisa une réforme agraire radicale, mais ne sortant pas des cadres du capitalisme, d'une part ; et qui, dans

l'attente de la révolution socialiste mondiale dont il ne cessa de se réclamer, assumé à son corps défendant, la gestion d'une industrie capitaliste que les intérêts divergents de la paysannerie et du prolétariat lui imposait de développer rapidement d'un côté, pour répondre aux besoins des masses rurales, et de contrôler de façon despotique de l'autre pour éviter que le prolétariat urbain ne se trouve trop défavorisé par rapport aux autres classes. Peu importe ici que le parti de Lénine ait fini par succomber à ces exigences contradictoires au point de devenir, sans révolution apparente, le parti de Staline, fossoyeur du socialisme prolétarien, internationaliste et révolutionnaire, et restaurateur de l'opportunisme réformiste auquel, en Russie, se rattachait le menchévisme. Ce qui nous intéresse ici, c'est de savoir à laquelle des deux lignes qui s'affrontent, dans l'article ci-dessus, cité de Lénine, se rattache « l'extrémisme » chinois actuel, le P.C.C. de Mao Tsé Toung : le démocratisme populiste de Sun Yat Sen ? Ou bien le bolchévisme dont Lénine prévoyait, souhaitait et définissait le développement dans la Chine de 1912 ?

Poser ainsi la question, c'est déjà la résoudre. Ce que « l'extrémisme » chinois d'aujourd'hui, c'est-à-dire le prétendu parti communiste de Mao Tse Toung, continue, ce n'est pas le bolchévisme, c'est ce que Lénine appelait le « socialisme » réactionnaire petit-bourgeois, le populisme de Sun Yat Sen, moins la naïveté virginale qu'il trouvait chez ce dernier, et que... Staline a fait perdre au populisme « communiste » de Mao. Une preuve suffirait déjà, écrasante : le bolchévisme n'a pas seulement fait la révolution en Russie ; il a assumé, face au prolétariat mondial, une gigantesque mission : la reconstitution d'une Troisième Internationale sur les ruines de la Seconde, conduite à sa perte par l'opportunisme social-démocrate. L'« extrémisme » chinois dit qu'il a fait la révolution en Chine ; mais alors qu'il n'y a plus même formellement, de Troisième Internationale ; alors qu'il se pose en adversaire de l'opportunisme krouchtchevien, que fait-il pour ce prolétariat mondial privé de sa doctrine et de son organisation de classe, sans volonté ni même espoirs révolutionnaires ? Il lui crie « Vive l'Albanie » ! L'appui au parti népotiste, corrompu, bruyant mais sans doctrine, gouvernant le plus petit mais aussi le plus chauvin et le plus misérable pays d'Europe, tels sont tous les rapports de l'« extrémisme » chinois avec le « mouvement ouvrier » (si on peut dire !) du monde ! Toute comparaison avec le léninisme, reconstruteur de l'Internationale révolutionnaire, est donc non seulement insultante mais stupide.

Les misérables « oppositions » d'aujourd'hui aux directions des partis communistes officiels sont aveugles à cette différence non seulement parce que faute de savoir définir une politique prolétarienne, elles ne mesurent pas l'étendue du désastre subi par le mouvement prolétarien, mais aussi parce que, pour les mêmes raisons, elles sont bien incapables de distinguer entre la République socialiste russe de 1917 et la démocratie populaire chinoise de 1949.

Quoique d'une tout autre portée historique que ses homonymes d'Europe centrale et orientale, cette République est dans la tradition du populisme chinois ci-dessus défini par Lénine, non du socialisme prolétarien européen et mondial.

Ce n'est pas une dictature du prolétariat (ni même une « dictature démocratique du prolétariat et des paysans »), mais bien l'Etat des quatre classes

rêvé par Sun Yat Sen et revendiqué par Mao dans la doctrine officielle du P.C.C. : « Le mouvement révolutionnaire chinois dirigé par le P.C.C. est dans son ensemble un mouvement révolutionnaire complet comprenant les deux étapes de la révolution : la révolution démocratique et la révolution socialiste. Ce sont deux processus révolutionnaires *de caractère différent* et c'est seulement *après avoir achevé le premier* qu'on peut entreprendre le second » (Cf. La Révolution chinoise et le P.C.C.). Qu'est-ce qui distingue le « communisme » maoïste du populisme de Sun Yat Sen ? Qu'est-ce qu'il a « de plus » que lui ? Uniquement la promesse que l'Etat démocratique n'est qu'une simple *étape* sur la voie de la révolution socialiste, c'est-à-dire uniquement l'hypocrisie de prétendre que *les mêmes forces politiques* qui ont été hier les fauteuses de l'avortement *démocratique* de la révolution, seront demain les glorieux instruments de sa victoire *socialiste* ! Dans la Russie de 1917, Kérensky ne formulait pas autrement sa théorie de la « révolution nationale générale », mais au lieu d'attendre qu'il « achève son étape *avant* d'entreprendre la sienne », le parti de Lénine le renversa. Il savait bien qu'il n'y avait pas deux « étapes » successives de la Révolution, mais deux conceptions de classe opposées de ses buts, et mieux, deux issues historiques pour le prolétariat : la défaite... ou la victoire !

La démocratie populaire de Mao, n'est donc rien de plus que l'Etat populiste *plus le mensonge stalinien*. Les principes auxquels il obéit ne sont pas ceux de l'internationalisme prolétarien, mais les « trois principes du peuple : nationalisme, démocratie et socialisme », formulés par les populistes chinois et fustigés par Lénine comme on a vu plus haut.

Que cette République soit issue d'une guerre d'indépendance nationale que le Kouomintang a été incapable de susciter et de conduire ne suffit nullement à lui donner un caractère socialiste et prolétarien. L'Internationale Communiste avait bien inscrit la lutte anti-impérialiste dans le programme des partis communistes et prolétariens des colonies et semi-colonies, mais elle n'a jamais prétendu que seuls de tels partis pouvaient la mener, ou inversement que le fait de la mener conférerait à n'importe quels partis un tel caractère ! Bien que tardives et entachées de « frontisme », les « *Thèses générales sur la question d'Orient* » du IV^e Congrès (novembre 1922) sont bien explicites à ce sujet : « La tâche fondamentale, *commune à tous les mouvements nationaux-révolutionnaires* (c'est nous qui soulignons et il est bien évident que pour les communistes non encore dégénérés d'alors, cette dénomination ne s'appliquait pas aux partis prolétariens marxistes N.D.R.), consiste à réaliser l'unité nationale et l'autonomie politique. La solution réelle et logique de cette tâche dépend de *l'importance des masses travailleuses que tel ou tel mouvement saura entraîner dans son cours...* » (« tel ou tel mouvement », et non pas le seul mouvement communiste embryonnaire des colonies N.D.R.). « Se rendant fort bien compte que *dans diverses conditions historiques, les éléments les plus variés* (c'est nous qui soulignons encore N.D.R.) peuvent être les porte-parole de l'autonomie politique, l'Internationale Communiste soutient tout mouvement national-révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme. » Les « conditions historiques » dans lesquelles la guerre anti-japonaise puis, dans un sens, « anti-américaine » s'est développée en Chine se caractérisent d'une façon que l'Internationale n'avait sinon pas prévu, du moins pas souhaité : par sa

propre disparition, et par la disparition de la dictature prolétarienne en Russie. Elle n'était donc là ni pour « appuyer » le mouvement national-révolutionnaire chinois — ni pour démentir les prétentions « communistes » du P.C.C. chinois au vu et au su du prolétariat mondial. L'assimilation grossière Kuomintang = bourgeoisie, P.C.C. = prolétariat + paysannerie, aurait déjà été fausse dans les premières années du P.C.C., auquel Moscou reprochait maintes insuffisances marxistes et qui n'avait pas su établir de jonction avec les masses paysannes : à plus forte raison devait-elle l'être après plus de vingt ans de « révolution par étapes », c'est-à-dire de collaboration de classe du P.C.C. avec la République du Kouomintang. Il est vrai que cette fausse équation elle-même a été corrigée par le maoïsme en fonction du rôle déterminant qu'il a voulu attribuer à la paysannerie, et qu'il faudrait l'écrire tout à l'inverse : Kuomintang = bourgeoisie ; P.C.C. = paysannerie + prolétariat (non sans ajouter les intellectuels progressistes et les bourgeois patriotes !) mais si la ville peut bien gouverner la campagne, la campagne ne peut ni ne pourra jamais gouverner la ville, mais seulement en infléchir la politique. Or, la « ville », ça n'est pas *ou* la haute bourgeoisie *ou* le prolétariat, ce sont, *surtout dans des pays de faible développement capitaliste, les classes moyennes derrière* la bourgeoisie ou derrière le prolétariat, ou encore... la bourgeoisie retranchée dans l'immobilisme social, détachée du mouvement populaire, et le prolétariat à *la remorque* de la petite-bourgeoisie ! Les thèses sur la question nationale et coloniale du II^e Congrès de l'I.C. étaient explicites à ce sujet : « L'impérialisme étranger qui pèse sur les peuples orientaux les a empêchés de se développer socialement et économiquement simultanément avec les classes de l'Europe et de l'Amérique... Le résultat de cette politique est que dans ceux d'entre ces pays où l'esprit révolutionnaire se manifeste, il ne trouve son expression que *dans la classe moyenne cultivée.* » En Chine comme partout ailleurs dans l'histoire moderne, c'est bien la ville qui encadre le mouvement paysan (nous verrons ultérieurement comment !), non sous les traits d'un parti nettement prolétarien et socialiste comme le parti bolchévique, mais sous ceux d'un parti petit-bourgeois asiatique, donc à *la fois* démocrate et populiste, et en outre passé par l'école de... Staline.

Si l'Etat né de cette conjonction historique des forces de classe devait nécessairement incarner le premier principe de Sun Yat Sen, il devait tout autant en incarner le second, c'est-à-dire la *démocratie*, dans la mesure où il ne s'avoue pas un Etat de classe, mais prétend les représenter toutes, se vantant en particulier du ralliement des bourgeois « progressistes » et « patriotes ». Cette prétention à être issu d'un prétendu intérêt général et à servir la « majorité » des citoyens est précisément ce qui distingue l'Etat de la phase historique capitaliste aussi bien des Etats antérieurs féodaux ou théocratiques que de celui qui lui succédera : l'Etat prolétarien, et qui invoquera ouvertement le seul intérêt de la classe émancipatrice, et non point un « intérêt national » qui n'existe pas. Indépendamment du sens libéral que les philistins attachent inmanquablement au mot de *démocratie* précisément parce qu'ils croient à la coexistence pacifique des classes et à l'« intérêt général », mais que l'histoire tout entière dément, l'Etat maoïste est donc bien une démocratie — tout mono-partite qu'il soit — c'est-à-dire le contraire d'un Etat soviétique, d'un Etat prolétarien et communiste — bref de la République rouge de 1917 en

Russie. Dans la ligne de la *révolution double*, le parti bolchévik avait fait disperser, par les marins révolutionnaires, la Constituante à peine réunie, convaincu que la démocratie bourgeoise n'avait pas devant elle toute une « étape » historiquement utile et nécessaire, qu'elle était déjà contre-révolutionnaire, que le terme de la révolution « purement démocratique » était déjà dépassé avant même d'être atteint. Dans la ligne de la *révolution par étapes*, le parti de Mao ne s'est pas seulement rallié au mot d'ordre de l'Assemblée Constituante, il a été le seul à l'exécuter, fidèle en cela aux vœux testamentaires de Sun Yat Sen. Mais ce qui a triomphé ainsi, ce n'est pas une « version » chinoise de la révolution dans les pays arriérés : c'est la forme historique de l'Etat capitaliste, que la révolution socialiste devra détruire et briser !

Le troisième « principe du peuple » auquel obéit cet Etat, c'est le *socialisme* tel que le concevait le populiste critiqué par Lénine : c'est dire qu'à la différence des deux autres, il ne correspond pas à une réalité historique et de classe, mais relève uniquement de l'idéologie spécifique du courant nationaliste et démocrate — et donc bourgeois — en Chine. A quoi se réduisait en réalité ce « socialisme » revendiqué par Sun Yat Sen, c'est Lénine qui l'a dit dans l'article plus haut cité (1) :

« En fait, à quoi se ramène la « révolution économique » dont Sun Yat Sen parle si pompeusement et si confusément au début de son article ? Au transfert de la rente foncière à l'Etat, c'est-à-dire à la nationalisation de la terre par un impôt unique dans l'esprit de Henry George. Il n'y a absolument rien d'autre de *réel* dans la « révolution économique » proposée et préconisée par Sun Yat Sen.

« La différence entre la valeur de la terre dans un coin perdu de province et à Changhai est la différence de la grandeur de la rente. La valeur de la terre est la rente capitalisée. Faire en sorte que « l'accroissement de la valeur » de la terre soit « propriété du peuple », cela signifie transférer la rente, c'est-à-dire la propriété de la terre à l'Etat, ou en d'autres termes, nationaliser la terre.

« Cette réforme est-elle possible dans le cadre du capitalisme ? Non seulement elle est possible, mais elle représente le capitalisme le plus pur, conséquent jusqu'au bout, idéalement parfait. Cela a été indiqué par Marx dans la « *Misère de la Philosophie* », prouvé en détail dans le Troisième Tome du *Capital* et développé de façon particulièrement concrète dans la polémique contre Rodbertus dans les « *Théories de la plus-value* »... L'ironie de l'histoire veut que le populisme, au nom de la « lutte contre le capitalisme » dans l'agriculture avance un programme agraire dont la réalisation complète signifierait le développement *le plus rapide* du capitalisme dans l'agriculture ! »

Ils se prennent et se font passer pour des socialistes, et ce sont les meilleurs agents du Capital : c'est ainsi que Lénine dénonçait par avance (en 1912 !) les staliniens russes et chinois dans sa lutte contre les populistes. Mais il ajoutait seulement au *conditionnel* que la « réalisation complète de leur programme signifierait le développement *le plus rapide* du capitalisme », car

(1) Lénine : Démocratisme et Populisme en Chine.

ils sont incapables de réaliser complètement leur propre programme. En Russie, ce ne sont pas les socialistes-révolutionnaires, mais bien les *bolchévicks* qui ont nationalisé la terre, sans d'ailleurs prétendre qu'il s'agissait d'une mesure *socialiste* ; ensuite, c'est le kolkhose qui a triomphé, et s'il était déjà douteux sous Staline que dans cette forme, la rente foncière revînt réellement à l'Etat, sous Krouchtchev il est absolument certain qu'elle reste aux exploitations paysannes ; mais qui dira, après toutes les plaintes du Grand Secrétaire, que le kolkhose assure « le développement le plus rapide du capitalisme » dans l'agriculture ? qui ne voit qu'elle la maintient au contraire à des rendements pré et sous-bourgeois ?

En Chine, comme nous le verrons dans la suite de cette étude, le programme agraire « *radical* » mais *bourgeois* de Sun Yat Sen : la nationalisation de la terre, n'a pas connu l'ombre d'une réalisation même juridique depuis que Mao Tsé Toung a « transformé » le parti communiste chinois en « parti paysan » et l'a fait sien. Une « réforme agraire » infiniment *moins radicale et encore plus éloignée du socialisme* dans la succession des modes historiques de production, donc, d'une part ; une multiplication (modeste, il est vrai !) des « Changhaï » dont Sun Yat Sen rêvait, sans voir que c'était le « développement de la richesse capitaliste et du dénuement prolétarien », l'intensification du commerce : « il n'y a rien d'autre de réel » dans le « socialisme » officiel de la République de Mao, cinquante ans après la critique impitoyable de Lénine aux préjugés petits-bourgeois du populisme dont il prévoyait que le prolétariat se débarrasserait en constituant « probablement » son parti de classe.

*
**

La suite de cette étude montrera à travers quelles luttes politiques et sociales le parti qui avait adhéré en 1921 à l'Internationale Communiste et qui portait en lui les espoirs révolutionnaires du prolétariat mondial en Chine a déçu et trahi ces espoirs et involué sous l'influence stalinienne jusqu'à n'être plus qu'une réincarnation du populisme de Sun Yat Sen.

De telles réincarnations des vieux partis national-révolutionnaires des colonies et semi-colonies en partis nouveaux non seulement ne sont pas rares, mais de règle dans l'histoire tourmentée des révolutions anti-impérialistes. Elles s'expliquent par le cours que *dans les conditions historiques du recul et de la dispersion du mouvement socialiste et prolétarien des pays avancés* la lutte de classe ne pouvait manquer d'y prendre, et qui, sous des formes politiques différentes, a été fondamentalement le même partout.

Dans la mesure où ces pays arriérés ont connu un certain développement capitaliste depuis la première guerre mondiale, celui-ci n'a pas renforcé, mais bien affaibli les vellétés révolutionnaires de la bourgeoisie indigène ; en effet, d'une part, il multipliait les liens qui dès le départ l'avait rendue plus ou moins solidaire du capital financier international : d'autre part, il poussait dans la lutte un nombre croissant de couches sociales dont elle se sentait menacée. C'est ce qui explique l'épuisement rapide des partis national-révolutionnaires bourgeois, leur fossilisation réactionnaire, leur immobilisme croissant face à l'ennemi qu'ils étaient nés pour combattre. Que ceux-ci aient été remplacés non pas par des partis prolétariens (des partis de « révolution double ») mais par des partis petits-bourgeois s'explique aisément : là où

il a tenté de se manifester, comme en Chine, le prolétariat indigène a été écrasé ; ailleurs, il a été impuissant à retrouver un acquis révolutionnaire que seul plus d'un siècle de progrès bourgeois en Europe avait pu produire, puisque ce « progrès » avait laissé à l'écart les races de couleur ; et il fut plus facile au prolétariat avancé de le perdre en laissant l'opportunisme détruire l'Internationale qu'à lui de se l'assimiler dans les brèves années révolutionnaires du premier après-guerre où il aurait eu l'occasion de le faire.

Pour prendre des exemples plus récents et surtout moins « énigmatiques » aux yeux de tous que l'exemple chinois, c'est ainsi que le Vieux Destour tunisien a eu son Néo-Destour, et le P.P.A. algérien son... F.L.N. De même, le Kouomintang chinois devait lui aussi avoir son Néo-Kouomintang. Le fait que ce dernier s'appelle « parti communiste chinois » et qu'il gouverne une des grandes puissances du monde alors que les partis communistes de Tunisie et d'Algérie sont relégués dans une obscurité sans gloire ne reflète aucune différence dans la nature de classe de ces partis « anti-impérialistes ». Il reflète seulement une différence secondaire dans l'alignement immédiat des classes d'un pays semi-colonial comme la Chine où la bourgeoisie détenait le pouvoir tout en le partageant avec l'impérialisme mondial, et de pays coloniaux comme ceux du Maghreb français où elle ne détenait pratiquement rien du tout. Il reflète aussi une simple différence d'âge entre les deux mouvements national-révolutionnaires, le premier ayant coïncidé avec les premiers pas de l'I.C. sur la voie de la déchéance et de la mort, alors que quand le second s'est produit, le stalinisme lui-même était devenu « trop révolutionnaire » aux yeux de ses héritiers.

C'est à cause de telles différences que l'histoire paraît aux non-marxistes (et aussi aux faux et mauvais marxistes !) toujours nouvelle, inattendue et indéchiffrable. C'est à cause de la *reproduction du même rapport non pas momentanément mais fondamental des classes* dans tous les mouvements anti-impérialistes de ces pays, pourtant si différents par leur potentiel économique, l'aire géo-sociale à laquelle ils appartiennent, la date à laquelle ils sont entrés dans le tourbillon de l'histoire moderne, que leurs histoires respectives nous apparaissent au contraire analogues, prévues et bien claires. Ce rapport, c'est, avec mille nuances secondaires, *toutes les classes populaires contre la haute-bourgeoisie pro-impérialiste*. De la Chine à... l'Algérie indépendante, on vient nous dire que la « révolution » qu'il caractérise est *anti-capitaliste*. Ces amateurs de nouveautés ne voient pas que c'était déjà (*mutatis mutandi* et le pro-impérialisme mis à part) l'alignement des classes... dans la France révolutionnaire de 1793, alors que la Gironde multipliait les insurrections « fédéralistes » contre la dictature démocratique de Paris.

« Anti-capitaliste », Robespierre ? Comme si Robespierre n'avait pas frayé la voie à la dictature du Capital — qui dure encore. A l'inverse, pur jacobin, Lénine ? Comme si Lénine n'avait pas eu d'ambition plus haute que de frayer la voie à des sous-Robespierre coloniaux ! Comme si la voie que la Révolution russe a voulu ouvrir, qu'elle a ouverte et que seul l'opportunisme stalinien a refermée pour longtemps, n'était pas celle de la dictature mondiale du prolétariat, de la victoire mondiale du socialisme !

Les « jacobins » chinois eurent par rapport aux vieux jacobins français

le désavantage de devoir compter avec un prolétariat relativement développé qui les a obligés à faire eux-mêmes ce que leurs glorieux prédécesseurs avaient pu laisser à d'autres en raison du moindre développement des antagonismes sociaux de leur époque, c'est-à-dire l'écraser comme classe indépendante. Il est vrai qu'ils avaient eu sur ces mêmes jacobins français l'avantage historique d'être les contemporains d'une révolution *socialiste*, mais c'est précisément leur jacobinisme qui le leur fit perdre, en leur faisant confondre cette révolution avec une « entreprise de bonification des pays sous-développés », selon la forte expression d'un marxiste contemporain. Si bien que tout parti — membre de l'I.C. qu'ils étaient, ils se retrouvèrent jacobins sans plus, ou plutôt jacobins et *en plus* assassins d'ouvriers ! Pareille bévue leur étant commune avec le stalinisme russe, on ne voit pas comment ils auraient pu s'en prévaloir pour lui disputer, au temps de sa gloire, la direction du « communisme mondial », leurs mains n'étant pas moins tachées du sang prolétarien que les siennes ! La « bonification capitaliste » de la Russie sous-développée étant parvenue à un degré avancé sous les règnes successifs de Staline et de Krouchtchev, le krouchtchevisme a cessé de parler même le langage anodin du « bonificateur », c'est-à-dire le langage anti-impérialiste petit-bourgeois de Staline. Mais le « jacobinisme » chinois, lui, ne peut l'abandonner, non pas en raison d'un quelconque « extrémisme », mais parce que chez lui, la « bonification » reste presque toute à faire !

L'ironie de l'histoire a ainsi voulu que ce soit précisément le parti qui incarne le mieux l'opportunisme stalinien *dans la question coloniale*, le fauteur de la *défaite prolétarienne dans la révolution anti-impérialiste* qui prétende aujourd'hui à la relève de Moscou dans la direction sinon du prolétariat, du moins des mouvements anti-colonialistes ! Mais la révolution démocratique-bourgeoise des colonies et semi-colonies d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ayant déjà donné tout ce qu'elle pouvait donner dans les conditions de la contre-révolution mondiale, tout le « rôle » de l'extrémisme chinois se limitera finalement à témoigner de la lenteur que le maintien du Capitalisme dans les zones développées du monde impose au développement économique des pays arriérés ; des souffrances infinies dont celui-ci s'accompagne pour leur prolétariat, aussi bien (et peut-être plus encore) sous l'Etat national-populiste à la chinoise, que sous les Etats « néo-colonialistes » à la maghrébine. Voilà ce qu'au début de cet article nous appelions « l'aveu de la contre-révolution triomphante à la révolution étranglée ». Que disaient en effet l'Internationale prolétarienne, la Révolution soviétique, le véritable léninisme aux peuples coloniaux, tandis que le populisme prétendait les libérer par une révolution purement *nationale* et unissant toutes les classes *populaires* ?

« Ouvriers et paysans de l'Orient... nous (c'est-à-dire la République rouge de Russie - NDR) sommes liés à vous par le destin : ou nous nous unissons aux peuples de l'Orient et *accélérons la victoire du prolétariat d'Europe occidentale* (souligné par nous - NDR) ou nous périrons, et vous serez esclaves (id°). » La République rouge de 1917 a péri, et les peuples des pays sous-développés restent directement ou indirectement esclaves de la domination impérialiste, comme les cris de l'« extrémisme » chinois en témoignent. De cette domination, aucun Etat national-populiste ne viendra jamais à bout ; seule l'armée sociale incomparablement agrandie de tous les ouvriers du monde, la force reconstituée de l'Internationale prolétarienne l'abattra.

LE DÉVELOPPEMENT HISTORIQUE DE LA PRODUCTION CAPITALISTE

PRODUCTION INDUSTRIELLE ET RYTHMES D'ACCUMULATION

Sur la base de données statistiques décrivant la progression des produits industriels dans les principaux pays du monde, nous avons formulé à plusieurs reprises la loi de croissance de l'industrie capitaliste (1) que nous allons résumer ici en trois points.

— I —

Les divers capitalismes nationaux n'apparaissent pas simultanément dans l'histoire. Tout au contraire, le mode de production capitaliste — après avoir connu des développements précoces, mais sans issue, dans le bassin méditerranéen en particulier — s'empare pour la première fois de l'ensemble d'une économie nationale en Angleterre ; de là, il se lance à l'assaut du monde qu'il conquiert peu à peu dans de terribles convulsions politiques, militaires et sociales. L'Europe de l'ouest d'abord, les Amériques ensuite, l'immense Russie plus tard et, aujourd'hui enfin, les continents asiatique et africain passent successivement sous sa coupe. Le capital, usant tout à la fois de la force brutale et de la « persuasion » économique, faisant alterner la ruine et le massacre, lançant la canonnière, le corps expéditionnaire ou la flotte atomique là où les explorateurs, les missionnaires et les marchands n'ont pas suffi, le capital, partout, fraie un chemin à ses marchandises, érode puis ruine les formations économiques qui l'ont précédé, détruit les empires séculaires, balaie les coutumes et les traditions millénaires, réduit l'humanité vivante au rôle de prolétaire, d'esclave moderne. Partout, sur ces ruines sanglantes, le capital établit son empire. Il modèle le monde à son image jusqu'à devenir l'image même du monde, le mode de production dominant à l'échelle mondiale.

Ce processus d'expansion a une conséquence décisive : l'inégal développement des divers capitalismes nationaux qui « coexistent », selon la terminologie chère à M. Krouchtchev, à la surface du globe. Telle nation récente se dégage à peine d'un mode de production pré-capitaliste, en est encore au stade de l'expropriation des producteurs indépendants (artisans et surtout paysans) qui les jettera, comme salariés, dans les bagnes productifs du capital — et c'est à ce niveau-là qu'en sont les jeunes nations capitalistes nées de la vague anti-coloniale de cet après-guerre —, tandis que la vieille Angleterre, jadis

(1) Nous renvoyons plus particulièrement le lecteur aux articles suivants, parus respectivement dans les numéros 8 et 20 de cette revue : *Dialogue avec Staline, A propos de l'Europe Unie et l'Economie soviétique de la révolution à nos jours*, ainsi qu'à notre brochure *Dialogue avec les morts* (Critique du XX^e Congrès du P.C. russe).

maîtresse du monde, ayant même perdu sa place de « brillant second », parcourt sa phase d'impérialisme sénile, victime du boomerang capitaliste qui lui a fait semer aux quatre coins du monde les ferments du développement capitaliste d'où sont nés les colosses d'aujourd'hui.

Le capitalisme, donc, se développe d'une manière inégale, heurtée, catastrophique : la concurrence commerciale, les crises de surproduction, les guerres de classe et les guerres nationales sont les jalons de son développement, marqué, à chaque période déterminée, non seulement par l'*inégal* puissance des divers capitalismes nationaux, mais aussi par leur *âge inégal*. En considérant la « date de naissance » des divers capitalismes nationaux, c'est-à-dire l'époque où l'on peut considérer que le mode capitaliste de production est devenu dominant à l'intérieur de leurs frontières, on peut classer les principaux pays capitalistes en capitalismes jeunes — les nations afro-asiatiques et sud-américaines —, capitalismes mûrs — l'U.R.S.S. et le Japon —, capitalismes séniles — les U.S.A. et les pays d'Europe occidentale.

— II —

Les pays de capitalisme jeune accumulent sur un rythme rapide, les pays de vieux capitalisme sur un rythme lent. Un même pays, au cours de son histoire, passe donc successivement par tous les stades intermédiaires, allant de l'exubérance des rythmes d'industrialisation aux taux d'accroissement très réduits de l'impérialisme pourrissant.

Mais dans la présentation de ce second aspect de l'évolution historique du capitalisme, la plus grande précision s'impose si l'on veut éviter les équivoques favorables à une vision gradualiste de l'histoire des sociétés de classe qui se représente volontiers le déclin d'un mode de production comme le déclin de la quantité matérielle de « biens » (2) qu'il produit.

Le marxisme — et la réalité historique ! — sont tout à fait étrangers à cette vision évolutionniste qui compare l'histoire des modes de production à une sorte de courbe sinusoïdale : au début le capitalisme produit beaucoup et la courbe qui représente sa production monte vertigineusement, mais lorsqu'il est arrivé à maturité, sa production décroît lentement. La courbe de la production, partie de très bas, croîtrait donc jusqu'à un sommet — l'apogée du capitalisme — pour redescendre ensuite lentement. C'est au bas de la descente que surgirait le passage à un mode de production supérieur. Une telle manière de présenter les faits, outre qu'elle n'a aucune réalité et se trouve continuellement démentie par les données mêmes de la production capitaliste, ne fait que traduire la nullité théorique, l'incapacité politique et la lâcheté sociale des fameuses « classes moyennes ». Effrayées par le développement vertigineux de la production capitaliste, la mainmise sur toutes les activités économiques par le capital qu'il suppose et leur propre ruine que l'un et l'autre

(2) Le stock mondial de bombes thermo-nucléaires, l'énorme flotte de guerre, du porte-avions aux sous-marins équipés de fusées *Polaris*, de même que les *Vostock III* et *IV* font partie de cette aimable catégorie économique. Et Dieu sait si le capitalisme est habile à développer cette catégorie-là de « biens » !

entraînent, les classes moyennes rêvent, alternativement, d'un « socialisme démocratique » — instauré pacifiquement et, pourquoi pas puisque M. Thorez permet tous les espoirs malgré ses quelques maigres sièges à la Chambre, par la voie parlementaire — qui les protégerait des monopoles, ou bien d'un retour tout aussi illusoire à la petite économie familiale indépendante.

La « compétition pacifique » de M. Krouchtchev, si elle n'est, en réalité, qu'une élégante formule pour désigner la concurrence commerciale sur le marché mondial entre deux super-Etats impérialistes, joue ce même rôle de désarmement du prolétariat en accréditant l'idée d'un triomphe progressif du socialisme, et donc d'une disparition parallèle et « non-violente » du capitalisme. Tout l'arsenal « théorique » et politique des soi-disant communistes vient compléter harmonieusement cette « compétition »-là par le retour aux mots d'ordre petits-bourgeois les plus écoulés et par le reniement complet de toute la doctrine prolétarienne. Ces Messieurs prônent le *pacifisme* pour faire échec aux guerres, — toute l'analyse marxiste du capitalisme montre, comme le rappela déjà Lénine à Kautsky qui rêvait d'un « super-impérialisme », d'un équilibre pacifique entre les Etats jetés corps et âme dans la concurrence économique, que les guerres sont le produit inévitable du mode de production capitaliste ; rejetant le pacifisme petit-bourgeois qui désarme le prolétariat et le livre sans défense à la guerre impérialiste, Lénine proclamait le *défaitisme révolutionnaire*, la nécessité de *transformer la guerre impérialiste en guerre civile*. Nos « communistes » actuels ont découvert le *passage pacifique au socialisme*, — le marxisme, l'histoire des luttes prolétariennes depuis la révolte des Egaux jusqu'à la révolution d'octobre en passant par la Commune, et la réalité quotidienne de la société capitaliste ne connaissent que la lutte des classes débouchant sur la *guerre des classes*. Mais il y a mieux encore dans le bric-à-brac qui tient lieu de doctrine aux communistes dégénérés : *l'utilisation du parlement pour accéder au socialisme*, — toute la doctrine marxiste, toute l'histoire des sociétés de classes enseignent précisément que l'Etat n'est point cet organisme mythique planant au-dessus des classes qu'adore le démocratisme imbécile du philistin petit-bourgeois, mais l'instrument de la domination d'une classe ; la glorieuse Commune de 1871 a montré une fois pour toutes que la tâche du prolétariat révolutionnaire n'était point d'investir de l'intérieur, de conquérir progressivement l'Etat bourgeois, mais de le *détruire* ; fidèle à son enseignement, la révolution bolchevique a réservé à l'Assemblée Constituante le sort qu'elle méritait : elle l'a fait disperser à coups de pied au cul, les baïonnettes n'étant point nécessaires en pareil cas. Nos « communistes » cuvée 1962 ne parlent plus que de *démocratie populaire*, réunissant en une seule expression les deux mots-clés de la petite-bourgeoisie : la démocratie (la dictature, le césarisme, le fascisme : quelle horreur !) et le peuple (tous unis ! Les classes ? Connais pas !) ; les maîtres du marxisme n'ont jamais parlé, eux, que de *dictature du prolétariat*. Enfin, pour couronner l'édifice (mais hâtez-vous, il tremble déjà sur ses bases), nos révisionnistes modernes ont inventé les *voies nationales au socialisme*, la « lutte » contre les monopoles et le « soutien » de la petite propriété paysanne, — mais le cadre national, la nation est précisément l'ambiance vitale du capitalisme : la destruction de celui-ci ne peut laisser subsister celle-là, le socialisme est par nature international ; par ailleurs, le capitalisme le plus développé, le plus concentré (les fameux monopoles, justement) est

l'anti-chambre du socialisme, alors que le petit producteur propriétaire, borné moralement, économiquement rétrograde et politiquement réactionnaire est son ennemi mortel !

La perspective marxiste du passage au socialisme n'a donc rien à voir avec un soi-disant déclin des forces productives ou de la production au sein du capitalisme : le capitalisme mourra précisément de sa folie hyperproductive. Le mode capitaliste de production élève constamment — si l'on considère la moyenne historique qui se dégage de conjonctures de signes inverses — la production industrielle globale. Mieux même, il augmente constamment, quoique d'une manière moins marquée évidemment, la quantité de produits industriels disponible par habitant (3). Précisons donc ce que nous entendons par rythme d'accroissement de la production (4) et voyons ce que signifie sa baisse dans le temps, lors du « vieillissement » du capitalisme.

Prenons un exemple numérique, emprunté à la réalité. En 1946, la production industrielle de l'Angleterre était à l'indice 125 ; l'année suivante, en 1947, l'indice était de 129. La production avait donc augmenté. Nous appelons augmentation *absolue* de la production, la différence entre la production d'une année donnée et la production de l'année qui la précède. Ici, l'augmentation absolue est de $129 - 125 = 4$ points d'indice. Nous appelons augmentation *relative* de la production (4), le rapport entre l'augmentation absolue de la production et la production de l'année précédente. Dans notre exemple, ce

4

rapport est de $\frac{4}{125} = 0,032$, ou bien, en exprimant ce rapport en pourcentage, 3,2 %.

Il est non seulement légitime, mais encore nécessaire de considérer cet accroissement relatif et non pas seulement l'accroissement absolu, en particulier si l'on veut comparer le développement de deux (ou plusieurs) capitalismes différents. Savoir que le premier a un accroissement absolu de la production de 100 et le second de 500 ne nous apprend rien sur la vitesse relative d'accroissement de ces deux capitalismes. Par contre, si nous savons que la production

(3) Nous ne discutons ici que de l'aspect *quantitatif* de la croissance industrielle capitaliste. Il est évident que, d'un point de vue *qualitatif*, le capitalisme croît d'une manière démeurée, dans sa phase sénile, les produits inutiles et nuisibles. Le capitalisme développé, imprimant à la productivité du travail un progrès décisif, l'utilise de plus en plus au développement des branches productives socialement parasites. Deux exemples faciles nous suffiront ici. Tout d'abord la mécanisation de la petite économie domestique, les fameux appareils électro-ménagers, que la propagande bourgeoise veut faire passer pour une « libération de la femme » alors qu'elle ne fait que maintenir une production artisanale qui refuse le progrès décisif du travail associé et de la production de masse, — pour ne rien dire de ses implications sociales : le triomphe de l'égoïsme familial (Cf., à propos, *La dissolution de la morale bourgeoise est l'œuvre du capitalisme*, P.C. N° 13 et *La société communiste*, P.C. N° 17). Enfin le poids croissant, dans la société impérialiste, de la production des armes qui absorbe une quantité d'heures de travail proprement colossale et une fraction considérable des forces productives de l'ensemble de la société, alors que son seul usage consiste à détruire les résultats du travail et le travail vivant, les hommes eux-mêmes. La société capitaliste développée se livre à un gigantesque gaspillage de la force de travail attelée à produire à la sueur de son front les éléments de sa propre destruction.

(4) Les expressions suivantes sont toutes synonymes : rythme d'accroissement, taux d'accroissement, accroissement relatif.

précédente du premier capitalisme était de 1 000 et celle du second de 10 000, nous voyons que leurs rythmes respectifs sont de 10 % et 5 %. Nous avons là un élément de comparaison qui n'existait nullement dans la considération des seuls accroissements absolus.

C'est donc cette augmentation relative de la production qui décroît historiquement lorsque le capitalisme vieillit. Mais cette loi, comme toutes les lois qui régissent le capitalisme, ne s'impose qu'à la longue, au milieu d'écarts désordonnés qui sont les reflets de l'anarchie foncière de la production capitaliste. Inutile d'essayer de la vérifier en considérant chaque année les taux d'augmentation de la production : on se trouvera en présence de chiffres variant d'une manière désordonnée, tantôt baissant, tantôt montant d'une manière apparemment inexplicable. Cette loi, qui s'impose comme résultante de mouvements en sens contraires qui se compensent mutuellement ne se vérifie que si l'on considère une période suffisamment longue pour que les mouvements de sens contraires s'annulent en dégagant une tendance historique. C'est cette tendance historique qui nous intéresse, mais avant de l'illustrer par des exemples choisis dans le développement industriel des principaux pays capitalistes, revenons un peu sur la nature de ces mouvements désordonnés dont est agité le taux annuel d'accroissement de la production.

Le cycle de la production capitaliste peut être subdivisé en plusieurs périodes qui se succèdent dans le temps. On a d'abord une période d'accumulation intense, où les taux d'augmentation se maintiennent à un niveau élevé ; cette période se termine dans une crise générale de surproduction, s'étendant sur plusieurs années pendant lesquelles, non seulement la production n'augmente pas, mais encore diminue fortement : à des taux d'accroissement élevés succèdent donc des taux *négatifs* ; la crise terminée, la production reprend son élan et l'accumulation ses rythmes élevés ; cet élan se brise finalement dans une guerre générale qui n'est rien d'autre, du point de vue qui nous intéresse ici, que la manière capitaliste de conjurer une nouvelle crise. Le résultat, quant aux rythmes d'accumulation, est identique à celui d'une crise de surproduction, avec cette circonstance aggravante que les taux négatifs d'accroissement de la production s'accompagnent cette fois de destructions massives de capital fixe (bâtiments, installations productives diverses, machines, etc...) et... de capital variable, c'est-à-dire de forces de travail d'hommes vivants. Ce qui précède est suffisant pour comprendre que la loi de baisse de l'accroissement relatif de la production ne se fraye un passage, ne se manifeste que si l'on considère des périodes de temps très longues afin que, les écarts compensés, se manifeste une tendance générale.

Une remarque s'impose encore. Si le capitalisme jeune accumule vite, le capitalisme sénile peut être momentanément « rajeuni » et cela de deux manières. D'abord par une crise de surproduction qui, détruisant des produits et maintenant un rythme d'augmentation de la production *négatif* pendant plusieurs années, ouvre la voie à une nouvelle expansion capitaliste. Ensuite et surtout, le capitalisme sort rajeuni d'une guerre — victorieuse ou non — pourvu qu'elle ait entraîné des destructions massives des installations productives, bouleversé l'infrastructure productive du pays (promesses de reconstructions lucratives et de travaux « d'utilité publique » qui font la joie de l'intérêt

privé), réduit à un niveau extrêmement faible la production nationale. Le capitalisme, littéralement, vit des catastrophes qui bouleversent le sort de l'humanité : le « miracle » allemand, la « prospérité » française, les rythmes vertigineux du Japon, l'expansion soviétique n'ont point de mystère (5). Ils sont nés directement des souffrances inouïes imposées à l'humanité pendant la dernière guerre mondiale, des massacres, des famines, des épidémies, des bombardements qui détruisaient les usines, les gares, les ponts, les installations portuaires, les canaux et entassaient les cadavres. Le fumier naturel de la prospérité actuelle du monde capitaliste « rajeuni », c'est cet immense charnier des millions de morts de la dernière guerre !

Considérons maintenant l'évolution des rythmes d'accumulation pour quelques grands pays capitalistes : l'Angleterre, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis et la Russie. Le tableau ci-contre donne une vue synthétique de la croissance industrielle du monde capitaliste, en indiquant, pour chacun des pays considérés, le rythme moyen d'augmentation de la production dans des périodes historiques suffisamment longues pour que les conjonctures particulières se trouvent annulées : La loi générale que nous avons énoncée et qui se trouve complètement masquée dans une analyse portant sur quelques années seulement pour les raisons déjà indiquées, se vérifie ici pleinement. Quelques précisions sont toutefois indispensables sur la méthode d'élaboration de ce tableau. Les sources documentaires en sont les publications des divers instituts statistiques nationaux ; l'année de référence pour tous les pays est 1913. Comment sont choisies les limites des diverses périodes historiques (ou cycles) que nous distinguons pour chaque pays ? C'est là une question importante, car chacun sait qu'il est facile de faire dire aux statistiques ce que l'on veut pourvu que l'on soit suffisamment habile et les divers instituts statistiques se livrent dans ce domaine à une « compétition » des plus krouchtchevienne. La production capitaliste ne croît pas suivant une courbe harmonieuse, mais parcourt un trajet en « dents de scie » : après une ascension plus ou moins régulière, nous avons une chute de la production, puis une remontée qui finit par dépasser le niveau précédemment atteint, et cette succession de « hautes conjonctures » et de « dépressions » se répète continuellement. Considérons un exemple arbitraire pour mieux nous faire comprendre :

Année 1 : indice de production = 100.

Année 2 : indice de production = 90.

Année 3 : indice de production = 110.

Année 4 : indice de production = 80.

La production a commencé par décroître de 100 à 90, pour croître à nouveau jusqu'à 110 et enfin décroître encore jusqu'à 80. Nous dirons que l'indice de l'année 2 est un *sommet minimum* de la courbe (la production y est inférieure à celle des années immédiatement précédente et suivante), et que l'indice de l'année 3 est un *sommet maximum* (la production y est supérieure

(5) Les Etats-Unis, eux, c'est pendant la guerre elle-même qu'ils ont réalisé de « belles affaires » : voir, à ce propos, dans notre dernier numéro, p. 41, le tableau donnant la répartition de la production industrielle mondiale entre les divers pays.

ANGLETERRE			FRANCE			ALLEMAGNE			ETATS-UNIS			RUSSIE		
I	II	III	I	II	III	I	II	III	I	II	III	I	II	III
1859	24		1859	17		1859	10	4,6 %	1859	3		1859		
		3,6 %			4,2 %	1872	18		1872		7,1 %			
1883	56		1883	45										
1883	56		1883	45		1872	18		1872					
		2,0 %			2,7 %			4,2 %						
1913	100		1913	100		1913	100		1913	100		1913		
1913	100		1913	100		1913	100		1913	100	6,1 %	1913		
												1921	31	19,1 %
												1929	205	
												1929	205	
		1,7 %			1,5 %			2,1 %				1940	852	
												1940	852	
												1940	852	8,7 %
1961	222		1961	207		1961	273		1961	569		1961	4877	

I - Année initiale et année finale de la période historique considérée.

II - Indice de la production industrielle pour l'année initiale et l'année finale.

III - Augmentation relative moyenne pour la période considérée.

à celle des années précédente et suivante). Dans le but d'éliminer de la recherche ces hauts et ces bas qui se compensent (mais à quel prix pour l'humanité !), nous considérons une sorte de courbe idéale allant d'un sommet maximum à un autre sommet maximum. Les périodes historiques que nous distinguons dans notre tableau sont donc toujours comprises entre deux maxima de la production.

Examinons maintenant le tableau. On remarque que dans tous les pays envisagés la production matérielle a crû dans d'énormes proportions pour la période historique considérée : elle est devenue 9 fois plus grande en Angleterre, 12 fois en France, 27 fois en Allemagne, 190 fois en Amérique et 488 fois en Russie (pour la période 1913-1961 seulement) : il n'est donc pas question d'un déclin des forces productives ! Par ailleurs, plusieurs conclusions découlent de ce tableau (6). Tout d'abord, et c'est le point essentiel, dans chaque pays se vérifie pleinement la loi de décroissance des rythmes d'accumulation : il suffit de consulter, pour un pays donné, les chiffres alignés dans la colonne III pour s'en rendre compte. Ensuite, à une époque donnée, les rythmes de croissance des divers pays varient en fonction de l'âge de leur capitalisme, les plus jeunes accumulant plus vite : il suffit de parcourir notre tableau horizontalement en considérant les colonnes III des différents pays pour s'en convaincre. Aussi bien avons-nous disposé les cinq nations considérées dans l'ordre même de leur ancienneté dans la forme capitaliste. Enfin, la Russie soi-disant socialiste n'échappe nullement à cette loi (7).

— III —

Le développement de l'industrie capitaliste s'accompagne donc de deux phénomènes : le développement inégal et la différence dans les rythmes d'accumulation selon que l'on a affaire à un capitalisme jeune ou vieux. Ces deux données, combinées à ce que l'on pourrait appeler l'indice de puissance potentielle de chaque capitalisme national et qui inclurait l'évaluation de facteurs

(6) Les augmentations relatives qui figurent dans ce tableau sont, comme il est indiqué, des augmentations relatives *annuelles moyennes*. Encore faut-il bien comprendre ce qu'on entend par là. On commet une erreur mathématique grossière en se contentant de diviser l'augmentation relative de la période considérée par le nombre d'années qu'elle comprend. Considérons par exemple le premier cycle de l'Angleterre : 1859 : 24 ; 1883 : 56. Le calcul erroné consiste à dire : l'accroissement absolu est de $56 - 24 = 32$; l'accroissement relatif est donc $32 : 24 = 1,33$ ou 133 % ; le cycle comporte 24 années, l'accroissement relatif moyen est donc : $133 : 24 = 5,5$ % ! Le calcul est en réalité bien différent. Prenons un exemple simple : soit un indice de 100, croissant sur le rythme de 5 %. La première année il sera devenu 105 : jusque-là pas de mystère. Mais l'année suivante, l'augmentation de 5 % portera sur 105 et non sur 100, et l'indice passera à 110,3 et non à 110. La différence semble faible, mais au bout de 10 ans on aura 162,9 et non pas 150. L'indice va donc, avec un rythme de 5 %, de 100 à 162,9 en 10 ans. Le calcul erroné que nous avons indiqué plus haut conduirait à déduire un rythme bien supérieur ; on aurait en effet : accroissement relatif total : 62,9 % ; accroissement relatif annuel : $62,9 : 10 = 6,29$ % et non 5 % comme cela est en réalité.

(7) Cf. pour plus de détail l'*Economie soviétique de la révolution à nos jours*, Programme Communiste n° 20, et *Dialogue avec les morts*.

aussi divers que l'extension du territoire national, ses ressources naturelles au sens le plus large (valeur agricole du sol, richesses du sous-sol, climat, cours d'eau, situation géographique), la densité et la croissance de la population et même les caractéristiques de l'histoire nationale, déterminent les modalités de la guerre continuelle que se livrent les nations (ou les groupes de nations) capitalistes pour l'hégémonie mondiale. La concurrence effrénée sur le marché mondial, la course à la domination financière là où le système colonial a fait faillite, le partage du monde et sa remise en question, les gigantesques crises qui asphyxient la production — et les hommes par voie de conséquence — sous un amas de marchandises invendues, et les guerres impérialistes qui résolvent par les ruines et les massacres les problèmes posés par l'accumulation démente, — toute la vie du capitalisme et toutes ses manifestations découlent de cette incitation à produire toujours plus, à élargir toujours plus la base de la production pour éviter que la baisse du rythme d'accumulation entraîne la baisse de la masse des profits.

VALEUR ET PRIX DE PRODUCTION.

Nous avons tenté jusqu'ici de donner une idée de l'évolution de la production capitaliste en prenant pour point de départ ses manifestations extérieures, c'est-à-dire les vicissitudes quantitatives de sa production industrielle. Mais quel est le lien entre la production industrielle matérielle et les mécanismes profonds du capitalisme, ou bien, en posant autrement la même question, quel rapport pouvons-nous établir entre la loi de l'accumulation telle que nous avons pu la formuler sur la base des données statistiques elles-mêmes et l'analyse classique du capital par Marx ? La réponse est bien claire, même si elle déçoit les « modernisateurs », toute la cohorte des « révisionnistes » actuels qui s'échinent à rénover ce qu'ils n'ont jamais réussi à assimiler : le développement réel de l'industrie capitaliste obéit aux lois formulées par Marx il y a plus d'un siècle. Non point, bien sûr, en ce sens que la volonté des capitalistes se plierait à ces lois, mais parce qu'elles sont l'équation scientifique du mode de production capitaliste.

Le concept de *valeur* est au centre de la critique marxiste de l'économie politique. Très tôt, les économistes officiels se sont gaussés de cette valeur impalpable qui ne se réalise quasiment jamais dans les échanges individuels, et toute l'économie vulgaire lui tourna le dos pour se consacrer à l'« étude » des prix de marché. Si elle révélait par là sa vénération pour les idoles capitalistes — seul le prix, c'est-à-dire l'argent, ce que l'on empoche intéresse le bourgeois ! —, elle manifestait du même coup son incapacité théorique et scientifique. Dans les sciences de la nature, de même, la mécanique ne fit des progrès décisifs qu'à partir du moment où l'on considéra la grandeur « masse » — que personne n'a jamais vue ni touchée — au lieu de s'intéresser aux seuls poids, dont les variations *pour un même corps* (lors de déplacements à la surface de la planète, lors de l'ascension d'un sommet montagneux par exemple) déroutaient. Seule l'hypothèse de l'existence d'une *masse* pouvait rendre compte des multiples variations du *poids*. Le concept de valeur joue le même rôle dans l'économie politique : ce n'est qu'à partir de la *valeur* que peuvent être comprises et expliquées les inextricables variations, dans un sens ou dans l'autre, des *prix*.

Pour Marx, la valeur (ou valeur d'échange) d'un objet produit par le travail humain c'est le temps de travail socialement nécessaire pour le reproduire systématiquement. Tout produit est, en quelque sorte, une somme d'heures de travail cristallisées, une certaine dépense de force de travail matérialisée (8). La valeur d'un produit est donc proportionnelle au nombre d'heures de travail humain moyen qu'il contient. La valeur monétaire d'une marchandise n'est qu'un indice de cette valeur proportionnelle au temps de travail nécessaire, l'argent, la monnaie n'étant à l'origine qu'une marchandise comme les autres. Le fait que cette marchandise spéciale se confine peu à peu dans un rôle exclusif de moyen d'échange, ou plutôt que l'or supplante peu à peu les autres marchandises dans ce rôle spécial est dû à ses caractéristiques physiques particulières (résistance à l'usure, valeur importante sous un faible volume). Le remplacement de l'or par une monnaie de papier ne change rien, au fond, à l'affaire — spéculations mises à part ! —, ces papiers fonctionnant comme des symboles de valeur acceptés par tous (9).

A l'aube du développement de l'échange des marchandises, lorsqu'il portait essentiellement sur des excédents qu'une communauté de producteurs échangeait contre les excédents d'une autre communauté, l'échange restait occasionnel, fortuit, non nécessaire. Il est certain qu'à cette époque-là la valeur d'usage des marchandises (leur aptitude à satisfaire un besoin humain) devait souvent l'emporter sur leur valeur d'échange. Pourtant, au fur et à mesure que l'échange se développe, qu'il devient régulier et détermine certains producteurs à produire pour l'échange, les marchandises s'échangent de plus en plus selon leur valeur.

En effet, dans les premières manifestations historiques d'échanges réguliers, alors que la division sociale et technique du travail n'est encore qu'ébauchée, chaque acheteur connaît bien les conditions de production des objets qu'il acquiert :

« Le paysan du Moyen âge connaissait assez exactement le temps de travail nécessaire à la fabrication des objets qu'il acquérait par échange. Le forgeron, le charron travaillaient sous ses yeux... Le paysan ainsi que ceux à qui il achetait étaient eux-mêmes des ouvriers (producteurs directs) et les articles échangés étaient les propres produits de chacun. Qu'avaient-ils dépensé pour la fabrication de ces produits ? Du travail et seulement du travail : pour remplacer les outils ou pour produire la matière première et la travailler, ils n'avaient dépensé rien d'autre que leur propre force de travail ; comment pourraient-ils alors échanger leurs produits contre ceux d'autres producteurs travaillant eux-mêmes autrement que dans le rapport du travail fourni ? Non seulement le temps de travail employé à ces produits était la seule mesure

(8) Il s'agit du *travail social moyen* : tel ouvrier malhabile n'ajoute pas plus de valeur au produit pour la seule raison qu'il met plus longtemps à le fabriquer. Le temps de travail qui détermine la valeur est le temps moyen pour l'ensemble des produits d'une même catégorie : les écarts individuels et accidentels s'y compensent. Nous laissons ici de côté la question de la réduction du travail complexe — qualifié si l'on veut — au travail simple dans l'estimation de la valeur.

(9) Toutefois, dans la forme monétaire développée, les rapports de valeur entre les marchandises et l'origine même de la valeur des marchandises s'entourent de mystère propre à l'argent, rendant inintelligibles le mécanisme de l'échange et l'appropriation de travail non payé par le capitaliste.

propre à évaluer quantitativement les grandeurs à échanger, mais il n'y en avait pas d'autre possible... Pour toute la période de l'économie naturelle paysanne, il n'y a pas d'autre échange possible que celui où les quantités de marchandises échangées tendent à se mesurer de plus en plus d'après les quantités de travail qu'elles matérialisent (10). »

Avant même l'apparition du capitalisme, la production marchande s'était donc développée en se fondant nécessairement sur la loi de la valeur. Mais le capitalisme, s'il présuppose l'existence de la production marchande, va lui imprimer un élan nouveau et transformer toute la production sociale en production de marchandises. L'échange, qui n'était tout d'abord qu'une exception n'affectant qu'une mince partie des produits du travail humain, va se développant jusqu'à devenir, avec le capitalisme, la règle pour l'ensemble de la production humaine. Aujourd'hui, tout est marchandise, — non seulement les produits du travail humain, mais le travail humain lui-même ou, plus exactement, la force de travail humaine.

Au cours d'un long cheminement historique que nous ne tenterons même pas d'esquisser ici mais qui plonge ses racines dans le développement du commerce international dont l'essor décisif remonte au XV^e siècle, le capitalisme, d'abord purement commercial, s'empare peu à peu des diverses branches de production existantes et les révolutionne complètement en s'emparant des moyens de production, tout en ruinant du même coup les producteurs indépendants (artisans et paysans) qui sont contraints de vendre leur force de travail. Cette prise en mains de la production sociale par le capitalisme va elle-même entrer en conflit avec la loi de la valeur qui réglait jusque-là l'échange des marchandises. Le mode de production capitaliste, en effet, trouve son moteur dans l'appropriation de travail non payé, dans la réalisation d'un profit. Peu importe au capitaliste de fabriquer des broches à dents plutôt que des automobiles ou des journaux démocratiques : l'essentiel c'est que cela se vende en rapportant un profit. Ce qui détermine le capitaliste à produire une marchandise, c'est la grandeur du rapport entre les frais qu'il devra engager (le capital qu'il devra investir) et le profit qu'il retirera de la vente. Partant d'un stade de la société où la production n'entraînait qu'occasionnellement l'échange, nous sommes passés par un stade où la production se faisait en partie en vue de l'échange, pour arriver finalement à une production en vue du profit.

De quoi se compose l'avance de capital qui doit être consentie pour pouvoir produire ? D'abord de *capital constant* — usure des machines, matières premières et auxiliaires — que notre capitaliste acquerra sur le marché à leur valeur et qui transmettront cette valeur au produit. Ensuite, de *capital variable* (ou salaires) destiné à acheter la force de travail d'un certain nombre d'ouvriers. Cette force de travail étant devenue une marchandise comme les autres se paie à sa valeur, représentée par l'ensemble des produits nécessaires à l'entretien de l'ouvrier et de sa famille (ou, ce qui revient au même, par la somme d'argent qui leur correspond). Mais l'usage de cette marchandise produit précisément du travail, c'est-à-dire de la valeur : le capitaliste s'est donc rendu maître d'une marchandise spéciale qui produit de la valeur. Si la

(10) Engels, *Complément et supplément au Livre III du Capital, Le Capital*, Livre III, Tome I, Ed. Soc. p. 32-33.

longueur de la journée de travail est de 10 heures, si 5 heures de travail reproduisent le salaire payé à l'ouvrier, il restera au capitaliste 5 heures de travail pour lesquelles il n'a rien payé, 5 heures de surtravail. Ce surtravail des ouvriers correspond à la plus-value (ou profit) encaissée par le capitaliste. L'équation de valeur d'une marchandise peut donc être représentée par :

$$c + v + p$$

où c représente le capital constant, v le capital variable et p la plus-value ou profit. La somme $c + v$ représente l'avance du capitaliste, p son profit. Le capitaliste ne s'intéresse nullement au fait que son profit provient entièrement du travail non payé de ses ouvriers alors que la valeur du capital constant ne fait que réapparaître dans le produit sans rien lui ajouter. Si Marx, mettant en évidence le rapport entre la plus-value et la fraction variable du capital qui l'a produite, calcule le *taux de la plus-value*, c'est-à-dire le degré d'exploitation de la classe ouvrière, le capitaliste, lui, s'intéresse au rapport entre son profit d'une part, et son avance *totale* de capital d'autre

part. Si le taux de la plus-value s'exprime par le rapport $\frac{p}{v}$, le taux de profit,

lui, sera $\frac{p}{c + v}$.

C'est à ce point que surgit une difficulté. Le taux de la plus-value étant donné (11), on voit facilement que des produits différents, correspondant à une même avance de capital, peuvent contenir plus ou moins de plus-value selon que l'avance du capitaliste contient plus ou moins de capital variable. Prenons trois exemples numériques, dans lesquels le capital constant et le capital variable sont réduits en pourcentage :

I. — $80c + 20v + 20p = 120$

II. — $70c + 30v + 30p = 130$

III. — $60c + 40v + 40p = 140$

Dans ces trois exemples, l'avance du capitaliste est la même, 100, mais se décompose de différentes manières en capital constant et variable. On dit que la *composition organique*, c'est-à-dire le rapport entre le capital variable et le capital constant, varie dans les trois cas. Pourtant dans les trois cas le taux de la plus-value et donc le degré d'exploitation de la classe ouvrière est le même :

$$\frac{p}{v} = \frac{20}{20} = \frac{30}{30} = \frac{40}{40} = 100\%$$

Voyons ce que devient le taux de profit :

I. — $\frac{p}{c + v} = \frac{20}{100} = 20\%$

(11) Dans ce qui suit nous supposons que le taux de la plus-value est de 100 %, dans un but de simplification. Cela signifie que l'ouvrier moyen travaille autant pour lui (pour reproduire son salaire) que pour le capitaliste (pour produire la plus-value).

$$\text{II.} \quad \frac{p}{c + v} = \frac{30}{100} = 30 \%$$

$$\text{III.} \quad \frac{p}{c + v} = \frac{40}{100} = 40 \%$$

Le taux de profit varie du simple au double en passant du capital I au capital III ! Nous pouvons supposer que nos capitaux I, II et III représentent les capitaux moyens de trois branches de production différentes (12) : les divers capitaux investis dans un pays donné ne peuvent l'être suivant la même composition organique pour des raisons de technique productive propre à chaque branche. Mais le capitalisme, s'il ne peut donc uniformiser les compositions organiques de tous les capitaux, ne peut pas plus tolérer que des capitaux *égaux*, parce qu'ils sont investis dans des branches productives différentes, rapportent un profit différent :

« Si l'on écarte des différences insignifiantes, fortuites, se compensant les unes les autres, il n'y a pas de doute que dans la réalité il n'existe pas et il ne saurait exister de différence dans les taux moyens de profit entre les différentes branches de production, sans que tout le système de la production capitaliste en soit supprimé. Il semblerait donc que la théorie de la valeur soit ici incompatible avec le mouvement réel et les phénomènes objectifs accompagnant la production et qu'il faille par conséquent renoncer à comprendre ces phénomènes (13). »

Dans la réalité, la contradiction apparente se résout par l'établissement d'un *taux de profit moyen*, d'un taux général de profit qui est le point d'arrivée d'un certain développement de la production capitaliste. Les marchandises se vendant à leur valeur, des taux de profit très différents s'établissent dans les diverses branches productives. Dès lors, les capitaux des branches productives à faible taux de profit vont se précipiter vers les branches qui, au contraire, offrent des taux de profit élevés. Cet afflux de capitaux déterminera finalement une surproduction dans la branche productive considérée, entraînant par là même une baisse du taux de profit. Ainsi, par le mouvement naturel des capitaux et le jeu de la concurrence tend à s'établir, pour l'ensemble de la production d'un pays donné et pour une période déterminée, un taux de profit général. Pourtant, son triomphe définitif n'est assuré que par le développement du *système de crédit*, par la diffusion du système bancaire qui, assurant la *concentration* des divers capitaux éparpillés et, par voie de conséquence, leur extrême mobilité, les « dépersonnalise » complètement en faisant agir l'ensemble du capital social comme un tout. Toutes les différences réelles entre les conditions techniques particulières de la production s'évanouis-

(12) A l'intérieur d'une même branche productive, les capitaux employés dans des entreprises différentes peuvent fort bien avoir une composition organique différente. Une moyenne, toutefois, s'en dégage. Une minorité de capitaux ont une composition organique supérieure, partant une productivité supérieure et réalisent un surprofit ; une autre minorité de capitaux a une composition organique inférieure et réalise un sous-profit. La concurrence tend à éliminer ces derniers capitaux et à réaliser un nivellement par le haut, toujours remis en question, des compositions organiques des capitaux d'une même branche.

(13) Marx, *Le Capital*, Livre III, Tome I, Ed. Soc. p. 170.

sent, les capitaux individuels ne se manifestant plus que comme des fractions particulières de ce capital social total et ne recevant plus leur profit qu'au prorata de leur participation à l'ensemble du capital.

Revenons à notre exemple de trois capitaux de composition organique différente et supposons, pour simplifier, que toute la production sociale se compose uniquement de ces trois branches productives. Plus haut, nous avons volontairement comparé, dans chaque branche de production, une avance identique de capital, 100 dans notre exemple. Mais dans la réalité le capital total des diverses branches est loin d'être égal, certaines l'emportant de loin sur d'autres (du point de vue de l'importance des installations fixes, de la consommation de matière première et pour le nombre d'ouvriers employés). Supposons donc que l'avance de la branche I soit quatre fois plus importante que celle de la branche II et que celle-ci soit elle-même trois fois plus importante que la branche III (14). Pour obtenir l'ensemble du capital social, il nous suffit d'additionner les diverses rubriques des capitaux I, II et III :

$$\begin{array}{rcl} \text{I. —} & 960 \text{ c} + 240 \text{ v} + 240 \text{ p} & = 1.440 \\ \text{II. —} & 210 \text{ c} + 90 \text{ v} + 90 \text{ p} & = 390 \\ \text{III. —} & 60 \text{ c} + 40 \text{ v} + 40 \text{ p} & = 140 \end{array}$$

$$\text{Capital total : } 1.230 \text{ c} + 370 \text{ v} + 370 \text{ p} = 1.970$$

Le taux de la plus-value pour ce capital total n'a, bien sûr, pas changé :

$$\frac{\text{p}}{\text{v}} = \frac{370}{370} = 100 \%$$

Mais quel est le taux de profit pour l'ensemble du capital social ?

$$\frac{\text{p}}{\text{c} + \text{v}} = \frac{370}{1.600} = 23 \frac{1}{8} \%$$

Ce taux de profit du capital total s'impose peu à peu comme le taux de profit général, valable pour toutes les branches de production. Les produits de chaque branche ne seront plus vendus à leur valeur, telle qu'elle découle, d'une part du taux de la plus-value et, d'autre part, de leur composition organique particulière ; ils seront vendus à leur *prix de production* qui résulte de l'application du taux de profit moyen à l'avance de capital, quelle que soit sa composition particulière.

Le taux du profit moyen étant maintenant connu — dans notre exemple $23 \frac{1}{8} \%$ —, ainsi que l'avance effectuée dans chaque cas par le capitaliste ($\text{c} + \text{v}$), on peut facilement calculer la masse du profit et donc le prix de production :

$$\frac{\text{p}}{\text{c} + \text{v}} = 23 \frac{1}{8} \%$$

(14) Cela ne change rien, évidemment, aux taux de la plus-value et du profit dans chacune des branches considérées.

On a donc :

$$p = \frac{(c + v) 23 \frac{1}{2}}{100}$$

Voyons quels sont les résultats dans chaque cas :

I. — c + v	=	960 + 240	=	1.200
		$1.200 \times 23 \frac{1}{2}$		
p	=	<hr style="width: 100%; border: 0.5px solid black;"/>		277,5
		100		
prix de production	=	1.200 + 277,5	=	1.477,5
II. — c + v	=	210 + 90	=	300
		$300 \times 23 \frac{1}{2}$		
p	=	<hr style="width: 100%; border: 0.5px solid black;"/>		69,375
		100		
prix de production	=	300 + 69,375	=	369,375
III. — c + v	=	60 + 40	=	100
		$100 \times 23 \frac{1}{2}$		
p	=	<hr style="width: 100%; border: 0.5px solid black;"/>		23,125
		100		
prix de production	=	100 + 23,125	=	123,125

Résumons ces résultats dans un tableau :

	c + v	Plus-value	Profit au taux moyen	Valeur	Prix de production
I	1.200	240	277,5	1.440	1.477,5
II	300	90	69,375	390	369,375
III	100	40	23,125	140	123,125
Capital total	1.600	370	370,000	1.970	1.970,000

Ce tableau nous permet de tirer plusieurs conclusions :

1° Les produits de chaque branche de production se vendent à leur prix de production qui est, en général, différent de leur valeur.

2° Ce prix de production correspond à la valeur si la composition organique du capital est équivalente à la composition organique moyenne (15) ; il est supérieur à la valeur là où la composition organique est supérieure à la moyenne et il lui est inférieur si la composition organique est inférieure à la moyenne.

3° La masse de plus-value réellement extorquée à la classe ouvrière dans chaque branche de production ne correspond pas à la masse de profit que le capital s'approprie dans cette branche. Mais l'ensemble de la plus-value extorquée à la classe ouvrière dans son ensemble se trouve répartie, sous forme de profits, entre les divers capitaux proportionnellement à leur

(15) Ce cas ne figure pas dans notre tableau, mais s'en déduit facilement.

grandeur et quelle que soit leur composition organique : la masse totale de profit est égale à la masse totale de plus-value.

Le capital total — ou, si l'on veut l'ensemble des capitalistes — se présente donc comme l'exploiteur de l'ensemble de la classe ouvrière :

« ... Un capitaliste qui, dans sa sphère de production, n'emploierait pas de capital variable, partant pas d'ouvriers (hypothèse en réalité exagérée), serait tout aussi intéressé à l'exploitation de la classe ouvrière par le capital et retirerait tout autant son profit du surtravail non payé qu'un capitaliste qui n'utiliserait que du capital variable et dépenserait en salaire tout son capital (hypothèse tout aussi exagérée)... Chaque capitaliste individuel, tout comme l'ensemble des capitalistes dans chaque sphère de production particulière, participe à l'exploitation de toute la classe ouvrière par l'ensemble du capital et au degré de cette exploitation non seulement par sympathie générale de classe, mais par intérêt économique direct, parce que le taux moyen du profit dépend du degré d'exploitation du travail total par le capital total (16). »

La loi de la valeur qui semblait battue en brèche, règle donc en réalité les rapports entre l'ensemble du capital et l'ensemble de la force de travail. On voit poindre ici, au travers de l'analyse économique, apparemment froide, les rapports entre les classes, l'antagonisme fondamental, viscéral, de la société capitaliste : celui qui dresse l'ensemble du prolétariat contre la force aveugle du capital, contre l'organisme tentaculaire qui veille à sa conservation et à son développement : l'Etat de classe, contre tous ceux qui — hommes d'Etat, prêtres ou politiciens — prêchent la conservation ou la réforme là où l'histoire réclame la révolution.

TAUX DE PROFIT ET AUGMENTATION RELATIVE DE LA PRODUCTION.

Nous avons vu que la constitution d'un taux de profit moyen réduit les divers capitaux employés dans des sphères de production particulières à n'être plus que des fractions du capital total : le taux de profit moyen dérive d'une péréquation générale des taux de profit particuliers. Quelle que soit la composition organique réelle propre à sa branche de production particulière, un capital donné participe à la masse totale du profit comme s'il avait la composition organique moyenne du capital total.

Comment évolue cette composition organique moyenne ? S'il est évident que la masse totale du capital croît constamment au cours de l'histoire, il est non moins évident que sa fraction variable croît moins vite que sa fraction constante. Autrement dit, la composition organique moyenne s'élève sans cesse : une même avance de capital, 100 par exemple, contiendra plus de capital variable, 50 par exemple, dans un capitalisme jeune que dans un capitalisme développé où le capital variable ne représentera plus que 10 par exemple. Cette élévation de la composition organique moyenne correspond à un phénomène d'observation courante : l'élévation de la productivité du travail.

(16) Marx, *Le Capital*, Livre III, Tome I, Ed. Soc. p. 211, 212. On remarquera que la première partie de la citation s'applique en particulier à l'*automation* et explique la formation de profit dans le cas limite d'une entreprise entièrement automatisée.

Qu'est-ce que cela signifie ? Tout simplement que le capitalisme abaisse constamment le temps de travail nécessaire à produire un objet donné. Comment y parvient-il ? En utilisant plus de machines, des installations productives plus vastes et plus perfectionnées, qui permettront à un même nombre d'ouvriers de transformer, dans le même laps de temps, plus de matières premières et auxiliaires. Des premiers métiers à tisser aux modernes machines-transfert en passant par les chaînes de montage, l'industrie capitaliste a multiplié la productivité du travail dans des proportions gigantesques. Mais cette productivité accrue suppose, nous l'avons vu, une augmentation relative du capital constant par rapport au capital variable : un ouvrier, dans une journée de travail, d'une part actionne des machines plus importantes et plus complexes et, d'autre part, transforme plus de matières premières. La composition organique moyenne du capital va donc se modifier. Si, à un moment donné tout le capital social pouvait être représenté par l'équation productive suivante :

$$\text{I. — } 50 c + 50 v + 50 p$$

plus tard il sera devenu, par exemple :

$$\text{II. — } 90 c + 10 v + 10 p$$

Lorsque le capital social passe de la composition I à la composition II, le taux de profit, évidemment, change :

$$\text{I. — } \frac{p}{c + v} = \frac{50}{100} = 50 \%$$

$$\text{II. — } \frac{p}{c + v} = \frac{10}{100} = 10 \%$$

Donc, au fur et à mesure que la composition organique moyenne s'élève, le taux de profit moyen baisse. Ce résultat pourrait sembler absurde : alors que la recherche du profit est le moteur de l'économie capitaliste, son développement entraîne une baisse du taux de profit. Mais cette baisse résulte en réalité de l'incitation à s'approprier plus de profit. Le capitaliste n'introduit jamais une machine nouvelle dans le seul but d'améliorer la productivité du travail (17) ; s'il investit plus de capital constant, partant s'il perfectionne la technique productive, c'est pour obtenir le même produit à moindres frais, c'est pour abaisser le *coût de production*. Il se place ainsi dans une situation privilégiée face à ses concurrents, réalisant un surprofit momentané qui élève le taux de profit de son capital au-dessus de la moyenne sociale. Mais la concurrence obligera finalement les autres capitalistes à introduire eux-mêmes ces perfectionnements techniques, élevant du même coup la composition organique moyenne et abaissant le taux de profit moyen au-dessous de son niveau précédent. C'est donc la recherche d'un taux de profit supérieur à la moyenne qui finit par engendrer son contraire, la baisse du taux de profit moyen lui-même. Si l'on considère d'autre part que l'introduction de perfectionnements techniques est d'autant plus importante que la branche productive considérée possède un capital total plus vaste et plus concentré (que l'on songe

(17) Cela, seul le socialisme pourra le réaliser, pour élever la production d'abord — particulièrement dans les branches productives que néglige le capitalisme, l'agriculture par exemple — mais surtout pour réduire le temps de travail imposé à l'humanité.

par exemple à la sidérurgie moderne), si l'on tient compte, donc, du fait que l'élévation de la composition organique est plus rapide justement dans les branches productives qui possèdent un poids économique déterminant, on comprendra facilement que la baisse du taux de profit soit la loi même de l'expansion capitaliste.

Toutefois, la baisse du *taux* de profit ne détermine nullement la baisse de la *masse* de profit, bien au contraire. Si nous voulons reprendre nos deux exemples de composition organique du capital pour deux périodes successives, nous devons admettre qu'en passant de I à II l'ensemble du capital a, par exemple, décuplé. On a donc en réalité :

$$\begin{aligned} \text{I.} & \text{--- } 50 \text{ c} + 50 \text{ v} + 50 \text{ p} \\ \text{II.} & \text{--- } 900 \text{ c} + 100 \text{ v} + 100 \text{ p} \end{aligned}$$

Si le taux de profit moyen est devenu cinq fois plus petit, la masse du profit, elle, a doublé, passant de 50 à 100 (18).

Revenons maintenant en arrière. Analysant l'évolution de la production industrielle des principaux pays capitalistes sur la base des données statistiques de leur volume physique, nous avons pu conclure que son augmentation relative moyenne baissait historiquement ; retournant ensuite à l'analyse classique du capital par Marx, nous en avons appris que la loi fondamentale de l'accumulation capitaliste était précisément la baisse tendancielle du taux de profit. Quels liens s'établissent-ils entre ces deux résultats ?

Que l'on ait considéré dans un cas la production industrielle matérielle et dans l'autre seulement des valeurs, ne présente aucun inconvénient car ce qui nous a intéressé dans les deux cas ce sont des *rappports* — *taux* de profit ou augmentation *relative* — et non des grandeurs brutes. Considérons la production industrielle d'un pays donné exprimée par son indice. Supposons que l'indice soit de 100 la première année et qu'il devienne 110 l'année suivante. Tout le capital industriel a donc produit la première année un stock de marchandises dont la grandeur est proportionnelle à 100, tandis que tout le capital industriel de l'année suivante a produit un stock proportionnel à 110. Nous pouvons raisonnablement supposer que la composition organique moyenne du capital ne varie pratiquement pas dans l'espace d'un an. Si la productivité du travail ne varie pas, d'où peut provenir l'augmentation de la production ? Elle ne peut découler que d'une augmentation du capital. Celle-ci, à son tour, ne peut naître que d'un investissement de la plus-value réalisée la première année. Supposons, pour simplifier, que toute la plus-value réalisée la première année soit capitalisée. Toute l'augmentation de la production dérive donc de l'investissement de la totalité de la plus-value du cycle précédent.

Arrêtons-nous un instant sur l'équation productive de tout le capital industriel mis en œuvre : $c + v + p$. Elle symbolise deux choses. Prise en bloc, elle représente la valeur de tout le produit industriel pendant une

(18) La baisse du taux de profit est une tendance de l'économie capitaliste. Nous ne pouvons indiquer ici tous les facteurs qui la contrecarrent ; précisons seulement qu'elle ne se manifeste pas régulièrement, d'année en année par exemple, mais s'impose au terme de longues périodes historiques.

période déterminée — un an dans notre cas. D'autre part, elle indique les diverses parties qui constituent la valeur des produits : le capital constant, le capital variable et la plus-value (ou profit). Avant que les produits ne soient vendus, avant que leur valeur se matérialise dans la monnaie, ils n'existent que comme objets produits par le travail humain, ils ne se manifestent que sous leur forme matérielle, physique. C'est précisément cette grandeur physique des produits que représente l'indice de la production industrielle. Représentons-nous toutes les marchandises produites en une année comme stockées dans un immense entrepôt ; rien n'empêche de les séparer en trois « tas » distincts. Le premier représentera la valeur du capital constant, le second celle du capital variable et le troisième enfin celle du profit. Nous aurons simplement exprimé les différentes composantes de la valeur des marchandises en fractions de ces mêmes marchandises, nous aurons exprimé les diverses fractions du (c, v et p) en parties proportionnelles à son produit. On voit donc qu'il est indifférent de considérer l'équation $c + v + p$ comme exprimée en valeurs ou en quantités physiques. Nous pouvons donc écrire :

$$\text{Année I. — } c_1 + v_1 + p_1 = 100$$

$$\text{Année II. — } c_2 + v_2 + p_2 = 110$$

Mais nous avons supposé plus haut que toute la plus-value était capitalisée. La seconde année l'avance de capital est donc égale à $c_1 + v_1 + p_1$. Nous pouvons écrire :

$$c_2 + v_2 = c_1 + v_1 + p_1$$

Calculons le taux de profit pour la seconde année :

$$\frac{p_2}{c_2 + v_2} = \frac{p_2}{c_1 + v_1 + p_1}$$

Or nous savons que $c_1 + v_1 + p_1 = 100$; nous en déduisons facilement que $p_2 = 10$. Remplaçons les lettres par leur valeur ; il vient :

$$\text{taux du profit} = \frac{10}{100} = 10 \%$$

Calculons maintenant l'accroissement relatif de la production annuelle. On a :

$$\text{Accroissement absolu} = 110 - 100 = 10$$

$$\text{Accroissement relatif} = \frac{10}{100} = 10 \%$$

Nous voyons donc que, pourvu que l'on suppose que la composition organique du capital ne varie pas dans l'espace d'une année et que toute la plus-value est capitalisée, le taux de profit est égal à l'accroissement relatif de la production. Notre première hypothèse est parfaitement admissible si nous voulons déterminer une tendance historique et non une conjoncture passagère ; remarquons de plus que notre étude des indices de production s'étale sur plus d'un siècle — de 1859 à 1961. Pour la seconde, le raisonnement ne changerait pas si l'on supposait qu'une fraction seulement de plus-value est investie, comme cela se passe effectivement dans la réalité ; simplement, le taux de

profit et l'augmentation relative seraient proportionnels, mais leur évolution dans le temps continuerait à se faire dans le même sens.

On voit donc que le taux de profit évolue parallèlement à l'accroissement relatif annuel de la production qui baisse inexorablement tout au long de l'histoire du capitalisme comme nous l'avons montré. Pour être plus exacts nous devrions dire, en réalité, que la baisse du rythme d'accumulation n'est que la manifestation, au niveau de la production matérielle, de la baisse du taux de profit. Le capital s'alimente de la croissance continue de la masse de son profit ? Certes, mais, tenaillé par la baisse de son taux, il ne peut poursuivre la recherche du profit qu'en développant sans cesse la masse de la production, qu'en réalisant une *accumulation élargie*.

Le mode de production capitaliste trouve son moteur dans ses propres contradictions. Poussé à produire par sa soif de profit, il est condamné à engendrer lui-même la limitation de son profit. Il ne peut dès lors échapper à cette contradiction qu'en la repoussant momentanément pour la voir se renouer plus loin, toujours plus menaçante, s'enflant au même rythme que lui. Le taux de profit baisse ? Il faut accumuler plus encore, dresser partout ces temples de la religion nouvelle que sont les installations productives, s'annexer toujours de nouvelles forces de travail vivant et les écraser toujours plus sous le poids du travail mort, des machines. Les frontières du pays sont trop étroites ? Il faut les franchir pour porter partout dans le monde l'évangile du capital : la marchandise. Le capital étranger s'y oppose ? Il faut le vaincre, par la concurrence économique aujourd'hui, par la guerre impérialiste demain ! Il faut s'emparer des nations plus faibles ou moins développées, y exporter des capitaux qui produisent là-bas plus de profit que dans les métropoles, s'en faire un tremplin dans la lutte pour la domination du marché mondial.

Voilà quelle est l'histoire de l'expansion capitaliste ! Mais derrière cette course sans repos à toujours plus produire, à toujours plus accumuler, à toujours plus exploiter se profile l'ombre qui réjouit les révolutionnaires, celle de la crise économique. A l'euphorie du monde capitaliste d'aujourd'hui qui est née du dernier massacre impérialiste fera écho demain le glas des « vendredi noir » qui dressera à nouveau le prolétariat. Alors renaitra du volcanisme même de la production, la flamme de la guerre de classe.

APRES LES GREVES ITALIENNES

*EN ITALIE COMME EN FRANCE
LA « PROSPERITE » S'APPUIE
SUR LA MEME TRAHISON
DE L'OPPORTUNISME*

Au milieu du siècle dernier Marx annonçait avec le transfert vers l'Océan Pacifique des centres de développement du capitalisme une prochaine relégation de l'Europe derrière les colosses américain, russe et asiatique. Et ces prévisions ne furent pas démenties par les règnes « brillants » de Victoria, Napoléon III ou Bismarck, ni par le succès des expéditions coloniales. Marx voulait dire que faute de révolution prolétarienne la vieille Europe serait vouée à la réaction et au piétinement. C'était la leçon de 1848 où les bourgeois et les démocrates croyaient faire une révolution, mais fusillèrent les ouvriers parisiens et amenèrent au pouvoir Napoléon le Petit ; où la bourgeoisie allemande s'en remit à la Prusse des junkers pour faire l'unité nationale. Depuis, comme un vieux volcan, l'Europe crache périodiquement le feu des guerres impérialistes et la lave des révolutions. Dans les intervalles où le volcan semble éteint, la bourgeoisie s'efforce de faire croire que les assises de cette société se sont stabilisées et qu'à l'abri des catastrophes elle peut encore prêcher le « progrès ».

Ainsi, après la dernière guerre mondiale, s'est-elle répandue en illusions sur le « miracle » de son rajeunissement. Ce fut d'abord la Belgique donnant à ses voisins dévastés le spectacle d'une prospérité sans nuage. Les grèves du Borinage en 1959, celle de 1961 contre la « loi unique » sont venues montrer que l'on avait mangé sur l'avenir dans un pays où la social-démocratie la plus insouciant du monde ne s'était même pas retroussé les manches pour donner à la prospérité le sens d'un « effort national » sur le compte d'une exploitation toujours plus grande des prolétaires. En 1961, la bourgeoisie est venue leur dire,

à ces socialistes dont la dégénérescence est aussi vieille que celle de la II^e Internationale : sans vous, Messieurs, rien ne va plus. L'effort que l'on demande au prolétariat belge ne pouvait être garanti que par ses traîtres « socialistes ».

Ensuite vint le « miracle » allemand. Là, le poids de la réaction russo-américaine dispensa même la bourgeoisie d'avoir recours au service de ses valets socialistes qui avaient été si utiles après la première guerre mondiale pour écraser la révolution. La fameuse « démocratie » que l'on voulait inaugurer en Allemagne sur les ruines des traditions politiques (fascistes ou social-démocrate) de la bourgeoisie ressemblait simplement à une mauvaise réédition du vieux parti catholique du « Centre », fruit vert de l'époque bismarckienne. Les bases politiques du « miracle » allemand étaient l'œuvre médiocre de la réaction internationale. Les premiers soubresauts du prolétariat allemand ont déjà montré comment la « prospérité » repose sur son exploitation. Aussitôt, les syndicats réformistes ont présenté les revendications de salaires comme celles d'un partage plus « équitable » des bienfaits de l'expansion. Ils savent très bien qu'aujourd'hui la marge est moins grande, mais leur rôle est précisément de le cacher. En même temps le parti social-démocrate a changé son chiffon de programme afin d'élargir encore plus ses possibilités électorales dans le cas, encore imprévisible, où ses bonzes devraient sortir de leurs conseils d'administration pour défendre plus directement le pouvoir politique de l'État bourgeois. On voit ce que signifie la « prospérité » : réaction internationale, collaboration de classe, des millions de prolétaires d'Allemagne de l'Est livrés gratuitement par l'U.R.S.S. aux bu-

reaux d'embauche de la Ruhr. Les capitalistes de la petite Allemagne qui s'étaient si bien accommodés des mutilations territoriales, garanties de coexistence et de paix sociale, sentent que même dans leur refuge, dans le paradis des profits défendus par toutes les armées de l'Occident, leur tranquillité est menacée. C'est pourquoi l'on verse tant de larmes humanitaires sur le « mur » de Berlin. L'U.R.S.S. viendra-t-elle à l'aide ?

On parla aussi de « miracle » italien. Quelle est la bourgeoisie qui ne s'est pas cru miraculée après avoir trempé impunément dans une effroyable tuerie mondiale ? Chacun, une fois rentré chez soi, a présenté comme un « miracle » le phénomène de sa propre survie. Mais ces miracles nationaux ne sont que l'œuvre internationale du capital, s'appuyant partout sur l'exploitation et la trahison des prolétaires. En Italie donc, voici qu'un bourgeois déclare : finissons-en de parler de miracle italien, la vérité est que les ouvriers ont payé et qu'il faudra un peu les « encourager » si l'on veut que ça continue. Le capitaine d'industrie tire à sa manière la leçon des récentes grèves. En quelques mois presque toutes les catégories de prolétaires ont cessé le travail pour les mêmes revendications, manifestant parfois une admirable combativité. La bourgeoisie italienne comprend qu'il faut jeter du lest. Et c'est un... gouvernement « centre-gauche », puisé dans les vieilles traditions nationales de démocratisme mi-laïque, mi-clérical.

Que fait le P.C.I. ? Il soutient « l'ouverture à gauche » comme Thorez soutenait le gouvernement Mollet. Il applaudit aux nationalisations, comme le P.C.F. dans l'immédiat après-guerre. Il est le dernier sacrilège du « miracle » et son plus ardent propagandiste. Il ne veut pas voir que la « prospérité » a créé en Italie de nouveaux millions de prolétaires qui viennent d'entrer en lutte et avec lesquels les ouvriers les mieux payés (si l'on peut dire), les ouvriers de la FIAT, ont commencé à se solidariser. Cela, ce n'est pas seulement funeste pour la « prospérité » que l'on pourra toujours regonfler à coups de nationalisations, ça l'est également pour le capitalisme et ses valets stalinien, pour la coexistence pacifique et les bonnes affaires. Car M. Mattei et les autres bourgeois prospères d'Italie tiennent boutique sur la place de Moscou ; et le P.C.I. touche les pourboires.

Avec le P.C.F. nous trouvons la collaboration de classe sous toutes ses formes : au

gouvernement comme à l'usine, en temps de guerre comme en temps de paix, dans la guerre coloniale comme dans la guerre impérialiste. Pourquoi refuserait-on le ministre alors qu'on livre le prolétaire ? et comment refuser le soldat lorsqu'on accepte le ministère ? Le P.C.F. comme tous les autres partis bourgeois de la France démocratique a déjà mangé à tous les râteliers ; il ne lui reste plus qu'à regretter le temps de sa prospérité et à chanter celle des autres. Ainsi, voyons-nous déjà en France les résultats de la politique qu'inaugure le P.C. en Italie. Ne parlons pas des grèves tournantes que les Italiens qualifient « d'articulées » et qui mériteraient plutôt le titre de grèves désarticulées. Leur pratique n'a rien de « neuf ». En France, elles furent inventées par Jouhaux pour briser les grèves révolutionnaires de l'hiver 1919-1920. Par la suite, elles sont passées dans l'arsenal de répression des luttes économiques. Depuis le début de la guerre d'Algérie cette forme de trahison des revendications immédiates, qui a son pendant dans le soutien politique actif ou passif aux pacificateurs colonialistes, a été reprise et généralisée par la C.G.T. En Italie elle est à la base de « l'ouverture à gauche ». En France elle avait pour but de ne rien faire qui puisse renforcer le mouvement revendicatif et l'élever au niveau d'une lutte politique effective contre les entreprises coloniales de l'Etat bourgeois.

Dans un article de l'Humanité (9/8/62) le secrétaire de la Fédération des Métaux C.G.T. dresse un bilan des grèves tournantes qui « font mal au patronat » — Jouhaux disait aussi en 1919 que sa méthode épuiserait la bourgeoisie en quelques mois. Ce bilan vaut la peine d'être comparé au bilan des grèves italiennes, moins pour les augmentations de salaires que pour l'ampleur des luttes menées des deux côtés des Alpes. Or, Armand Semrani qui se moque de la solidarité prolétarienne se contente de produire une bonne demi-page de chiffres montrant par entreprise les différentes augmentations de salaires (d'ailleurs contestées par d'autres syndicats) ; il en conclut que la méthode des « actions particularisées » se trouve justifiée puisqu'elle a permis de crever le plafond des 4% d'augmentation fixés par le gouvernement. Ainsi, M. Semrani paye son tribut de reconnaissance à la « prospérité » de l'industrie métallurgique. Il fait dépendre l'homogénéité des luttes prolétariennes des possibilités de sa bourgeoisie. Il ne veut pas voir que les prolétaires italiens, pour des résul-

tats peut-être moins brillants, ont atteint dans la lutte et en dépit de leurs bonzes syndicaux une homogénéité plus grande.

Semrani doute si bien de la solidité des résultats dont il se flatte qu'il doit envisager la perspective de mouvements plus compacts pour lesquels on a déjà trouvé le nom de « journées nationales ». Ainsi s'efforce-t-il de répondre aux ouvriers qui voient fondre leurs salaires « réajustés » et aux bons démocrates qui, la guerre d'Algérie terminée, s'inquiètent d'une « nouvelle politique » de la C.G.T., d'une reprise revendicative. Avant tout, Semrani prend soin de rattacher l'une à l'autre la pratique des grèves tournantes et celle des journées nationales. Il ne parle pas de l'une sans se donner un satisfecit pour l'autre : « C'est à l'initiative de notre Fédération, initiative combattue par les dirigeants des autres organisations syndicales C.F.T.C.-F.O.-C.G.C. que depuis plus de sept années, les travailleurs de la métallurgie ont particulièrement les revendications et les formes de leur action ». Puis il ajoute : « Est-ce à dire, comme voudraient le laisser supposer certains, que la Fédération des Métaux, ses organisations syndicales à tous les échelons sont contre les grands mouvements ? »

Ici nous ferons appel à l'expérience italienne, car M. Semrani ne nous a pas beaucoup gâtés en « grands mouvements ». Dans l'article traduit ci-dessous de *Programma Comunista*, nos camarades italiens, analysant les récentes grèves de la métallurgie transalpine, montrent qu'entre les mains de la C.G.T. un « grand mouvement » est tout aussi bien saboté sous la forme de « journée nationale » que sous celle des grèves tournantes. Nous voyons que les grèves italiennes sont restées des grèves de catégorie, que les métallurgistes de l'Etat et ceux du secteur privé ont débrayé séparément, que le mouvement fut limité à l'avance. Tel est le principe des « journées nationales » dont nous avons eu quelques exemples en France, notamment dans les transports. La pression du prolétariat ne pouvant plus être décomposée en une multitude d'actions partielles, on lui donne libre cours pour une journée et le lendemain tout doit rentrer dans l'ordre, quels que soient les résultats obtenus. Le prolétaire a tout juste la satisfaction d'avoir « fait grève », il n'a pas celle d'AVOIR VAINCU. MM. les secrétaires, eux, auront la satisfaction modeste de siéger à côté du patron pour discuter des pourcentages d'augmentation. Tel était précisément le but donné par la C.G.I.L. (l'homologue italien

de la C.G.T.) aux récentes grèves italiennes : faire admettre le principe des conventions collectives, des accords d'entreprise et des pourparlers sur les salaires. C'est pourquoi nos camarades italiens soulignent que l'orientation donnée aux « grands mouvements » par l'opportunisme syndical sera celle d'un morcellement ultérieur encore plus grand, engendré par toutes les clauses des accords d'entreprise et des conventions collectives.

Nous en avons eu la preuve en France où le système des conventions collectives est aussi vieux que la méthode des actions partielles. A un député U.N.R. qui interpellait le gouvernement sur l'urgence d'une réglementation juridique du droit de grève, le ministre du Travail répondit récemment qu'il n'en voyait pas la nécessité, que les conventions collectives suffisaient. Les lois de 1950 et de 1957 ne prévoient-elles pas la mise en œuvre immédiate des procédures de conciliation ? Les 500 accords d'entreprise en vigueur ne contiennent-ils pas des clauses restrictives sur l'exercice du droit de grève, ainsi qu'un délai de préavis avant toute grève ou lock-out ? Comme quoi, le « pouvoir personnel » n'a rien à envier à la république parlementaire, mais au contraire lui doit tout lorsqu'il s'agit de réprimer d'une façon efficace et « légale » les luttes revendicatrices du prolétariat. Nous avons là l'image de ce qui se prépare en Italie dans les coulisses du gouvernement « centre-gauche » et avec la bénédiction des stalinien. Que répond Semrani à la demande d'actions plus puissantes ? « C'est à l'initiative de notre Fédération que se sont déroulées plusieurs journées nationales d'action, au cours desquelles les métallos ont débrayé par centaines de milliers ! MAIS IL EST CLAIR QUE LES INEGALITES, TANT DANS LES REMUNERATIONS QUE DANS LES CONDITIONS DE TRAVAIL, LES FORMES DIVERSES DU SALAIRE ET LES CLAUSES RESTRICTIVES DE CERTAINS ACCORDS D'ENTREPRISES CREENT DES DIFFICULTES ». Voilà qui fait justice de la prétendue « nouvelle politique » de la C.G.T. et des objectifs poursuivis par son homologue italienne. Si les « inégalités, tant dans les rémunérations que dans les conditions de travail, les formes diverses du salaire et les clauses restrictives de certains accords d'entreprises créent des difficultés » pour un développement ultérieur des luttes prolétariennes, pourquoi ne mène-t-on pas une lutte unie et générale contre le système des primes et des heures sup-

plémentaires, contre les accords d'entreprise qui accroissent ces inégalités, contre les conventions collectives qui sont une garantie de paix sociale ? Il ne faut pas le demander à Semrani ni à la C.G.T. promotrice de ce système, ni à leurs confrères italiens qui engagent le prolétariat de la péninsule sur la même voie de garage où

les prolétaires français sont immobilisés. Le chemin de la reprise prolétarienne sera long et difficile, mais il passera inmanquablement par la condamnation de la politique réformiste et de ses bonzes syndicaux suivant la courbe descendante de la « prospérité » bourgeoise.

GREVES ET CONTRE-GREVES

Après un fleuve de bavardages sur les vertus miraculeuses des agitations « articulées », c'est-à-dire fractionnées par secteur et par entreprise, les organisations syndicales de la triade toujours plus unie du... centre-gauche ont dû, bon gré mal gré, jeter aux prolétaires l'os des grèves nationales, ne fut-ce que de catégories. Mais elles se sont empressées de les fractionner, d'en faire une édition revue et corrigée (donc pire) des grèves au compte-gouttes et au chronomètre.

Il est vrai que les métallurgistes ont été invités à faire grève non plus par entreprise, mais à une échelle générale. Cependant on a d'abord veillé à lancer des grèves d'un ou deux jours, donc à temps et sans aucune garantie que les pourparlers soient engagés et moins encore qu'ils le soient sur une base satisfaisante pour les travailleurs. Ensuite, on a pris soin d'abroger la suspension des heures supplémentaires de sorte que les patrons puissent récupérer par ailleurs le temps perdu dans la journée normale de travail. Enfin, on a divisé en deux la catégorie en faisant faire grève aux métallurgistes du privé et en faisant travailler les industries de l'Etat ou plutôt parastatiques. Le prétexte fut que ces dernières avaient accepté les pourparlers, ce qui ne signifiait pas du tout — comme on l'a vu par la suite, mais comme il était facile de le prévoir — qu'elles entendaient négocier sur une base différente de celle du secteur privé, ni que leur « politique des salaires » soit différente de celle des barons de l'industrie ; non seulement cela ne justifiait pas l'abandon de l'agitation, mais encore ça le condamnait ; car, s'il est vrai que l'acceptation de traiter de la part du secteur « public » représentait un point d'appui et un avantage pour les prolétaires, c'était une raison de plus pour mobiliser TOUTE la catégorie et, si possible, toute la classe ouvrière italienne pour atteindre AU MOINS ce que l'on prétendait avoir conquis dans un secteur.

Ce n'est pas tout. Les grèves, même à intervalles irréguliers et dans un désordre qui ne sert qu'à renforcer le front patronal et démembrer à la longue celui des ouvriers, ont démontré un fait « nouveau » : la volonté de TOUS les ouvriers (sauf une minorité de jaunes par élection) de croiser les bras, même à la FIAT où depuis 9 ans on ne bougeait pas en vertu de ce que Valletta appelle un... « climat syndical rêvé ». Ainsi était éliminé jusqu'au prétexte comode et jésuite de la non-combativité et de « l'apathie » des masses travailleuses ; mais les organisations syndicales qui se prétendent « unitaires » se sont bien gardé d'en tirer la conclusion logique que l'on POUVAIT et DEVAIT recourir à l'arme de la grève générale sans limitation de durée. Asturies, enseignez-leur ! Mieux, quand le « fasciste » Valletta, devenu ensuite progressiste, a répondu au camouflet de la grève totale en proclamant le lock-out de la FIAT pour... protéger les ouvriers qui ne participaient pas à l'agitation et pour défendre les installations, on s'est borné à lancer une suspension de travail de 10 minutes dans toutes les entreprises à titre de « solidarité », comme si la solidarité prolétarienne avait quelque chose de commun avec les minutes de silence observées par convenance pour la mort d'une tête couronnée !

En réalité, le passage aux grèves nationales (dont l'initiative — à la plus grande honte de celle qui fut la glorieuse organisation unitaire des travailleurs italiens — ne revient même pas à la C.G.I.L. ou à la F.I.O.M.), s'est résolu en un morcellement ultérieur des luttes générales. En fait, il est le prélude à de NOUVELLES divisions et par suite à de NOUVELLES hémorragies, car le GRAND motif des désaccords entre syndicats et patrons était la non-acceptation par ces derniers (au moins dans un premier temps, mais les choses tendent à changer sous la poussée des patrons plus... éclairés) du principe des accords d'entre-

prise, c'est-à-dire, justement d'une méthode qui fractionne la classe ouvrière, crée des situations privilégiées, localement et par entreprise, et isole le personnel des divers complexes industriels.

Valetta, de retour de Moscou et de ses embrassades avec Khrouchtchev qui lui a même décerné le diplôme de bon capitaine d'industrie, l'a bien compris. Revêtant l'habit insolite pour lui du Mattei de l'industrie automobile et du partisan centre-gauche, il a d'abord utilisé le bâton contre les grévistes, puis leur a lancé la classique carotte, en attaquant sans mâcher ses mots l'aveuglement et l'arriération de ses collègues de la Confindustria. Son interview au « Messaggero » dit clair et net que « le gouvernement centre-gauche est un fruit des temps », que les grèves coûtent et provoquent des « retards sensibles dans la production », mais que d'autre part les ouvriers « sentent le problème de leurs autres camarades de travail qui luttent, dans la plupart des cas, pour une cause juste » (Valletta veut dire que les ouvriers de la FIAT jouissant « d'une sérénité et d'une responsabilité individuelles » et « possédant une voiture » n'auraient aucune raison de faire grève, mais qu'ils sentent ce lien de solidarité avec leurs camarades des autres entreprises que les syndicats se refusent à reconnaître en principe et en fait). S'adressant enfin à la Confindustria, Valetta proclame :

« En fait, on commet de très graves erreurs, non seulement du côté des syndicats ouvriers, MAIS AUSSI DU CÔTÉ DE LA CONFINDUSTRIA. J'ai par ailleurs l'impression que sous peu CERTAINS MILIEUX DANS L'ORGANISATION PATRONALE ELLE-MÊME FERONT PRESSION SUR LES RESPONSABLES DE LA POLITIQUE ACTUELLE POUR QUE SOIENT ABANDONNÉES CERTAINES POSITIONS DE PRINCIPE TROP RIGIDES ET POUR QUE L'ON COMMENCE À TRAITER CONCRÈTEMENT ET SUR UN PLAN RÉALISTE AVEC LES REPRÉSENTANTS SYNDICAUX dans le but de mettre fin à cette situation de malaise qui cause de graves pertes à l'économie nationale. Il y a en fait des centaines de milliards qui se perdent en fumée pour des questions de principes QUE L'ON AURAIT PU RESOUDRE DEPUIS LONGTEMPS AVEC UN

PEU DE BONNE VOLONTE DE PART ET D'AUTRE. Finissons-en de parler de miracle industriel italien. LA VÉRITÉ SUR CE PHÉNOMÈNE EST QU'UNE CERTAINE PROPORTION DES OUVRIERS DE NOTRE PAYS S'EST MISE À JOUR ET A COMMENCÉ À MARCHER VITE. UNE AUTRE PARTIE AU CONTRAIRE VEUT RESTER ANCRÉE À DES POSITIONS QUE LE PROGRES, NON SEULEMENT TECHNIQUE, MAIS SOCIAL A DEMANTELÉES DEPUIS LONGTEMPS ET LUTTE PAR TOUS LES MOYENS (PAS TOUJOURS PROPRES) POUR RESTAURER UNE SITUATION À JAMAIS DISPARUE. Telle est la vérité ! Ne nous montons pas la tête, ne prenons pas des attitudes de suffisance et de principe. VISIONS LE SOLIDE, C'EST-À-DIRE UN RYTHME PLUS GRAND ET PLUS RÉGULIER DE TRAVAIL, UNE JUSTICE SOCIALE PLUS GRANDE, LE BIEN-ÊTRE DE NOS OUVRIERS, UN TRAVAIL STABLE ET CONTINU, UNE POSITION SOCIALE ET HUMAINE PLUS DIGNE. »

Le langage est le même que dans les syndicats dits ouvriers : CONCRET, RÉALISTE, solide, il veut que l'on donne quelques satisfactions « dignes » aux ouvriers pour qu'ils aient un rythme de travail plus RÉGULIER et plus VIGOUREUX. La Confindustria a déjà compris la chanson. Son communiqué du 29 juin au soir reconnaît le principe des contrats articulés, comprenant, après la leçon de Valetta et de Mattei, que ceux-ci sont tout à l'avantage du patron et de l'entreprise. Un pas en avant, encore quelques concessions peu coûteuses pour le patronat, et les syndicats se déculotteront une fois de plus et accepteront, après les pourparlers, de ne pas violer le contrat par de nouvelles agitations, ce que, du reste, ils avaient fait jusqu'au « cours nouveau » : un « cours nouveau » dicté par la nécessité de jeter de la poudre aux yeux des prolétaires.

Nous sommes sûrs qu'à la longue, tout comme ils se sont montrés hautement combattifs, les ouvriers ouvriront les yeux et imposeront la loi de leur INTÉRÊT DE CLASSE exclusif contre les tergiversations et les trahisons intéressées des bonzes opportunistes.

(il Programma Comunista, 2/7/62).

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 16. — François salue Jacques et Oscar, 30,00 ; Un retraité P. et T, 10,00 ; Une femme de ménage, 5,00 ; Suzanne, 10,00 ; Christian, 10,00 ; Salut aux ouvriers italiens en grève, 3,80 ; Salut à Robert, 2,00 ; Jean, 1,00 ; Roland, 1,00 ; Pierre, 1,00 ; Michel, 1,00 ; Henri, 1,00 ; Victor, 1,00 ; Lucien, 1,00 ; Hamed, Vive le Proletariat Algérien, 1,00 ; Louis, 1,00 ; Marie-Louise salue Amade, 20,00 ; Bruxelles : présent ! 149,90.

Total Liste N° 16	NF	249,70
Total des listes précédentes	NF	4 625,20
		4 874,90

"Programme Communiste" est en vente dans toutes les bibliothèques de gares et dans les principales librairies, notamment :

PARIS

Librairie de Paris, 7, place Clichy.

Kiosque place du Théâtre Français.

Librairie du XX^e Siècle.

Librairie 73, 73, boulevard Saint-Michel.

Kiosque du 23, boulevard Saint-Michel.

Presses Universitaires de France.

Librairie Montchrétien, 158, rue Saint-Jacques.

Les librairies et kiosques désirant figurer sur cette liste sont priés de nous écrire.

Directeur-Gérant :

F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à : PROGRAMME COMMUNISTE, Boîte Postale N° 375, Marseille-Colbert, C.C.P. 2202-22 Marseille.

ou à Boîte postale n° 24 Paris (9^e)

Envoi franco des quinze derniers numéros parus jusqu'ici contre paiement en mandat-poste de la somme de 30 NF à verser à F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille

**ABONNEMENTS ANNUELS (4 n°) ordinaire : 9 NF
de soutien : 20 NF**

CETTE REVUE EST ENTIÈREMENT RÉDIGÉE, COMPOSÉE, ADMINISTRÉE PAR DES TRAVAILLEURS SALARIÉS, A L'EXCLUSION DE TOUTE COLLABORATION DE PROFESSIONNELS OU DE PERMANENTS RÉTRIBUÉS. C'EST LA LEUR CONTRIBUTION A L'ŒUVRE NÉCESSAIRE DE CLARIFICATION. TOI, LECTEUR, SYMPATHISANT, QUELLE EST LA TIENNE? **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT VIVRE QUE DES SUBSIDES PROLÉTARIENS. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT FAIRE ENTENDRE SA VOIX QUE PAR L'EFFORT CONJUGUÉ DE TOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES SINCÈRES. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT AMÉLIORER SA PÉRIODICITÉ ET AUGMENTER SA MATIÈRE QUE PAR L'AIDE DE TOUS CEUX QUI APPROUVENT SON EFFORT. LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE

PROGRAMME COMMUNISTE

ECRIS-NOUS — ABONNE-TOI — SOUSCRIS

"L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES!"

DIRECTEUR - GÉRANT
F. G A M B I N I



adresser toute correspondance à :

"PROGRAMME COMMUNISTE", Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert

— Versements à F. GAMBINI - C.C.P. 2202 22 Marseille —

ou Boîte Postale n° 24 PARIS (19°)